Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT DE BASE, DE L'ALPHABETISATION ET DE LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE

PROJET DE RENFORCEMENT DE LA PERFORMANCE DU SYSTEME EDUCATIF ET D'AMELIORATION DE LA RESILIENCE

BURKINA FASO

La Patrie ou la Mort, nous Vaincrons

STRATEGIE DE PASSATION DES MARCHES POUR PROMOUVOIR LE DEVELOPPEMENT (PPSD)

Projet de Renforcement de la Performance du Système éducatif et d'Amélioration de la Résilience (REPAIR)

Version révisée de juillet 2026

Strictly Confidential

SOMMAIRE

PREAMBULE ..... d
STRATEGIE DE PASSATION DES MARCHES POUR PROMOUVOIR LE DEVELOPPEMENT (PPSD) 1
Projet de Renforcement de la Performance du Système éducatif et d'Amélioration de la Résilience (REPAIR) 1
I. APERCU ET ANALYSE DU PROJET : 1
1.1. Fiche synthétique 1
1.2. Description du Projet de Renforcement de la Performance du Système éducatif et d'Amélioration de la Résilience (REPAIR) 4
1.3. Objectif de développement du REPAIR 5
1.3.1. Objectifs, composantes et résultats attendus du projet 5
1.4. Indicateurs Clefs du Projet de Renforcement de la Performance du Système éducatif et d'Amélioration de la Résilience (REPAIR) 6
La mesure du succès du projet sera l'évolution d'un « score » indicateurs clés de résultats. 6
Ces indicateurs clés de résultats sont : 6
Indicateur n°1 : Nombre d'élèves bénéficiant d'un enseignement amélioré (ventilé par sexe) 6
Indicateur n°2 : Amélioration des résultats aux tests d'évaluation des mathématiques et de la lecture dans les écoles primaires bénéficiaires en 4e année [écoles primaires bénéficiaires = écoles primaires utilisant les plans de cours et les manuels fournis par le projet] 6
Indicateur n°3 : Renforcer le système d'évaluation de l'apprentissage des élèves grâce à une évaluation annuelle simplifiée des compétences en lecture, écriture et calcul en quatrième année du primaire 7
1.5. Les bénéficiaires du projet 7
1.6. Consistance des activités de passation des marchés du REPAIR 7
II. CONTEXTE OPERATIONNEL 9
2.1 Présentation sommaire de la gouvernance au Burkina Faso 9
2.1.1. Aspects sur la gouvernance 9
2.1.2. Aspects économiques 10
2.1.3. Aspects de développement durable 11
2.1.4. Aspects technologiques 12
2.1.5. Aspects sécuritaires 13
2.2 Cadre légal et réglementaire de la passation des marchés du REPAIR 13
2.2.1 Le cadre légal 13
2.2.2 Acceptabilité des Dossiers Standards Nationaux de passation des marchés 14
2.3 Évaluation de la capacité du client 16
2.3.1 Organisation et fonctionnement 16
2.3.2 Capacité et expérience en passation des marchés de REPAIR 21
2.3.3 Systèmes de gestion des plaintes et de résolutions de conflits 22
2.3.4 Besoin d'accompagnement / d'assistance 23
III. ETUDE ET ANALYSE DE MARCHE 25
3.1 Activités du REPAIR faisant objet de contrat 25
3.2 L'analyse de Pareto sur les activités du REPAIR 25
3.3 Etude du marché et méthodes de sélection 27
IV. ANALYSE DES RISQUES LIES A LA PASSATION DE MARCHES 29
4.1 Risques liés au cadre institutionnel et procédurale 30
4.2 Risques liés à la disponibilité du service 30
4.3 Risques liés aux aspects techniques 30
4.4 Risques liés à l'insécurité dans certaines zones d'intervention du Projet 31
4.5 Risques liés aux procédures de paiement 31
4.6 Risques liés aux processus de la passation 31
V. POSITIONNEMENT STRATEGIQUE DES ACHATS ET PRECONISATIONS DE STRATEGIES DE PASSATION DE MARCHES (Modalités de passation des marchés) 37
VI. TYPES D'ARRANGEMENT RECOMMANDES 44
Synthèse du PPSD 72

Strictly Confidential

Strictly Confidential

ACROMYMES

AGPM	**Avis Général de Passation des Marchés**
AMI	Avis de Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AOON	Appel d'Offres Ouvert National
APPM	Avis Particulier de Passation des Marchés
ARCOP	Autorité de Régulation de la Commande Publique
BM	Banque mondiale
CAM	Commission d'Attribution des Marchés
CGES (ESMF en anglais)	Cadre de gestion environnementale et sociale
CIAM/UCP	Commission Interne d'Attribution des marchés/Unité de Coordination du Projet
CP	Coordonnateur du Projet
CPR (RPF en anglais)	Cadre de politique de réinstallation,
CR	Commission de réception
DAO	Dossier d'appel d'offres
DC	Demande de cotation
DCMEF	Direction du contrôle des marchés publics et des engagements financiers
DG-CMEF	Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics et des Engagements Financiers
DGF	Direction de la Gestion des Finances
DMP	Directeur/Direction des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
EIES (ESIA en anglais)	Evaluations d'impact environnemental et social
ERS (RSA en anglais)	Evaluation des risques de sécurité
IDA	International Developpement Association (Banque mondiale)
ODD	Objectif de développement durable
ORD	Organe de Règlement des Différents
PBC	Décaissement basé sur les performances
PFI	Financement de Projets d'Investissement
PEES (ESCP en anglais)	Plan d'engagement environnemental et social,
PGMO (LMP en anglais)	Procédures de gestion de la main d'œuvre
PGS (SMP en anglais)	Plan de gestion de la sécurité
PMPP (SEP en anglais)	Plan d'engagement des parties prenantes,
PPM	Plan de Passation de Marchés
PPSD	Stratégie de Passation des Marchés du Projet pour Promouvoir le Développement (Acronyme en anglais) PPSD
PTBA	Plan de travail Budgétisé Annuel
QC	Qualifications du Consultant
REPAIR	Projet de Renforcement de la Performance du Système éducatif et d'Amélioration de la Résilience (REPAIR)
SCT	Sous-commission Technique
SD	Sélection Directe
SFQC	Sélection Fondée sur Qualification et le Coût
SGF	Spécialiste en Gestion Financière
SPM	Spécialiste en Passation des Marchés du Projet
ST	Spécifications Techniques
STEP	Systematic Tracking of Exchanges in Procurement
TDRs	Termes de référence
TIC	Technologie de l'information et de la communication
UCP	Unité de Coordination du Projet
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UEMOATIC	Union économique et monétaire Ouest Africaine Technologie de l'information et de la communication

Strictly Confidential

Strictly Confidential

PREAMBULE

Le Cadre pour la passation des marchés (New Procurement Framework), mis en œuvre par la Banque mondiale depuis le 1er juillet 2016 et qui a été révisé en Septembre 2025 (septième édition) en vue du Financement de Projets d'Investissement (FPI), a pour objectifs majeurs de satisfaire aux besoins des pays emprunteurs, de veiller à ce que les projets soient élaborés et exécutés avec beaucoup de diligence et de professionnalisme.

Pour ce faire, il est fait obligation à tous les projets d'investissement sous financement de la Banque mondiale d'élaborer une stratégie de passation de marchés (PPSD), pendant la formulation, qui fera partie des principaux documents à préparer avant l'approbation de l'accord de financement par le conseil d'administration de la Banque.

La PPSD traite de la façon dont les activités de passation des marchés aideront à atteindre les objectifs de développement du projet et à optimiser l'utilisation des ressources en vue de promouvoir un développement durable en appliquant une approche basée sur les risques. Elle fournit les éléments nécessaires pour justifier les méthodes de sélection retenues dans le Plan de Passation des Marchés.

La présente stratégie a été élaborée à travers un processus participatif utilisant les capacités et expériences des spécialistes des secteurs techniques et en passation de marchés du Ministère en charge de l'éducation ainsi que des projets tels que le PAAQE, le PUDTR, le PAEEHS et aussi des structures techniques du Ministère en charge des finances.

Strictly Confidential

STRATEGIE DE PASSATION DES MARCHES POUR PROMOUVOIR LE DEVELOPPEMENT (PPSD)

Projet de Renforcement de la Performance du Système éducatif et d'Amélioration de la Résilience (REPAIR)

I. APERCU ET ANALYSE DU PROJET :

1.1. Fiche synthétique

Pays :	BURKINA FASO
Titre du Projet	Projet de Renforcement de la Performance du Système éducatif et d'Amélioration de la Résilience (REPAIR)
Références de l'arrêté de création	Arrêté conjoint N°2026-001/MEBAPLN/MEF du 08 janvier 2026 portant création, objet, classification, administration, gestion et fonctionnement du Projet de Renforcement de la Performance du Système éducatif et d'Amélioration de la Résilience (REPAIR)
Références de l'Accord/convention de financement (*projet à financement extérieur***)**	- Accords de prêt (A) n°7782-BF (PBA), (B) n°7781-BF (PBA-SML) et (C) n°7783-BF (XHR) signés le 24 novembre 2024 entre le Burkina Faso et l'IDA - Accords de don n° E4430-Bf WHR) et n° TFOC 9797 (GPE) signés le 24 novembre 2025 entre le Burkina Faso et l'IDA et le Burkina Faso et la BIRD
Tutelle technique	Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales (MEBAPLN)
Tutelle financière	Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)
Secteurs de planification	Education et formation
Domaine d'intervention	Education préscolaire, enseignement primaire et éducation non formelle
Programme budgétaire de rattachement	061 « Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle »
Catégorie	2
Objectif global	Contribuer à l'amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation au préscolaire, au primaire et au non formel
Objectifs spécifiques	- accroitre l'offre d'éducation au préscolaire et au primaire ; - renforcer l'éducation en situation d'urgence et l'inclusion dans les structures éducatives bénéficiaires ; - améliorer la qualité des enseignements apprentissages ; - renforcer les capacités institutionnelles des structures du ministère.
Résultats attendus	- l'offre d'éducation au préscolaire et au primaire accrue ;

Strictly Confidential

<table>
<tr><td></td><td>

les interventions d'urgence dans le secteur de l'éducation assurées ;
le retour à l'école assuré ;
le maintien et accessibilité à l'éducation pour les enfants vulnérables assurés ;
la réduction des disparités entre les sexes au niveau de l'enseignement primaire assurée ;
les apprentissages améliorés par la mise à disposition de matériels pédagogiques de qualité ;
la qualité des enseignements améliorée ;
le pilotage de l'enseignement de base amélioré pour la prise de décision basée sur les données.

</td></tr>
<tr><td>Composantes</td><td>1. Amélioration de l'accès à l'éducation par la réalisation d'infrastructures éducatives sûres, modernes et résilientes ;
2. Appui à l'éducation en situation d'urgence et à l'inclusion scolaire ;
3. Amélioration de la qualité de l'apprentissage fondamental ;
4. Renforcement des capacités institutionnelles.</td></tr>
<tr><td>Principaux bénéficiaires</td><td>

enfants scolarisés et scolarisables ;
enfants hors écoles ;
élèves déplacés internes ;
élèves réfugiés ;
enfants handicapés ;
personnels enseignants et d'encadrement ;
personnels administratifs (structures centrales et déconcentrées) ;
conseils de l'école des structures éducatives d'accueil.

</td></tr>
<tr><td>Coût global du Projet</td><td>
<table>
<tr><td colspan="2">Sources/mode</td><td>Montant en Dollars (en milliers)</td></tr>
<tr><td>Etat</td><td>Contrepartie</td><td>1 258</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Banque mondiale (IDA)</td><td>Prêt</td><td>140 000</td></tr>
<tr><td>Don</td><td>10 000</td></tr>
<tr><td>GPE</td><td>Don</td><td>39 737</td></tr>
<tr><td colspan="2">Total :</td><td>190 995</td></tr>
</table>
</td></tr>
<tr><td colspan="2">NB : Montant total IDA et GPE : 189,737,250 USD</td></tr>
<tr><td>Zone d'intervention</td><td>Tout le territoire national</td></tr>
<tr><td>Période d'exécution</td><td>Début : 01/01/2026 Fin : 31/12/2029</td></tr>
<tr><td>Responsable du projet</td><td>Nom et prénoms : M. Wendemmi Sylvain OUEDRAOGO
Tél. : (226) 78 14 23 51/ 76 63 48 33
E-mail : owendsyl@yahoo.fr</td></tr>
<tr><td>Numéro de projet :</td><td>P502472</td></tr>
</table>

1.2. Description du Projet de Renforcement de la Performance du Système éducatif et d'Amélioration de la Résilience (REPAIR)

Le projet REPAIR est élaboré dans un contexte où le système éducatif burkinabè est affecté par la crise sécuritaire qui occasionne le déplacement des populations, la fermeture des établissements scolaires et la perturbation de la continuité et/ou la délivrance des services éducatifs (accès et apprentissages) dans les zones affectées. Il s'articule autour de quatre (04) composantes clés, chacune assortie d'actions ciblées sur les infrastructures, les interventions d'urgence et l'inclusion, la qualité et le renforcement du système éducatif. Les quatre (04) composantes du projet (i)Amélioration de l'accès à l'éducation par la réalisation d'infrastructures éducatives sûres, modernes et résilientes ; (ii) Appui à l'éducation en situation d'urgence et à l'inclusion scolaire ; (iii) Amélioration de la qualité de l'apprentissage fondamental ;(iv) Renforcement des capacités institutionnelles) sont étroitement alignées sur le cadre de partenariat pays (CPF) 2018-2023 de la Banque mondiale et les cadres gouvernementaux pertinents dont : (i) le deuxième Plan national de développement économique et social (PNDES-II 2021-2025) du gouvernement du Burkina Faso, en particulier l'objectif stratégique (OS) 3.2 : « accroître l'offre et améliorer la
qualité de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la formation en adéquation avec les besoins de l'économie, (ii) le Plan d'action pour la stabilisation et le développement (PA-SD) de janvier 2023 particulièrement, dans son PILIER 3 : Refonder l'Etat et améliorer la gouvernance, Dans le domaine de la gouvernance sociale, notamment le développement du capital humain et la solidarité nationale" :
« — la construction de lycées scientifiques, d'EFTP, d'amphithéâtres et bâtiments pédagogiques ;
— la mise en œuvre de réformes dans le système éducatif et la poursuite de la
résorption des salles de classe sous paillote » et (iii) l'Initiative présidentielle pour une éducation de qualité pour tous (IPEQ), qui est un programme global dont l'objectif principal est d'améliorer considérablement la qualité de l'éducation à tous les niveaux au Burkina Faso sur une période de cinq ans avec sept composantes comprenant : i) le développement des infrastructures, y compris la construction, la sécurisation, la normalisation et la modernisation des établissements d'enseignement ; ii) création d'une université polytechnique pour promouvoir l'enseignement technique et professionnel ; (iii) la réforme des structures de gestion des écoles afin d'encourager la participation active de tous les acteurs de l'éducation ; iv) renforcement de la formation des enseignants en mettant l'accent sur la formation professionnelle continue ; v) rationalisation de la délivrance des diplômes en assurant l'intégrité et la normalisation des qualifications académiques ; (vi) promotion de l'enseignement technique et professionnel ; et vii) amélioration de la discipline et de la propreté des écoles pour créer des environnements d'apprentissage propices.

Le Projet de Renforcement de la Performance du Système Éducatif et d'Amélioration de la Résilience (REPAIR) a été élaboré par le Gouvernement du Burkina Faso, avec l'appui technique et financier de la Banque mondiale et du Partenariat mondial pour l'Education en vue de répondre aux défis majeurs du secteur de l'éducation.
S'inscrivant dans la vision des engagements internationaux et des instruments stratégiques nationaux, le REPAIR a pour objectif global de contribuer à l'amélioration de l'accès, de la qualité et de la résilience de l'éducation préscolaire, primaire et non formelle. Il met l'accent sur la construction d'infrastructures scolaires résilientes au climat, le soutien à l'éducation d'urgence pour les enfants déplacés/réfugiés et vulnérables, l'amélioration de la qualité des apprentissages fondamentaux à travers des outils pédagogiques adaptés, et le renforcement des capacités institutionnelles pour une meilleure gouvernance fondée sur les données.

D'un coût global de 115, 932 milliards de francs CFA dont 91,075 milliards de francs CFA de l'IDA, 24,093 milliards de francs CFA du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) et 0,763 milliards de francs CFA de l'Etat, le projet sera mis en œuvre sur une période de quatre (04) ans sur l'ensemble du territoire national.

1.3. Objectif de développement du REPAIR

1.3.1. Objectifs, composantes et résultats attendus du projet

1.3.1.1. Objectifs

L'objectif de développement du projet est de contribuer à l'amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation au préscolaire, au primaire et au non formel.

Les objectifs spécifiques du projet sont :

- accroitre l'offre d'éducation au préscolaire et au primaire ;
- renforcer l'éducation en situation d'urgence et l'inclusion dans les structures éducatives bénéficiaires ;
- améliorer la qualité des enseignements apprentissages ;
- renforcer les capacités institutionnelles des structures du ministère.

1.3.1.2. Composantes

Le projet REPAIR est structuré en quatre (4) composantes comprenant des sous-composantes :

- ***Composante 1 : amélioration de l'accès à l'éducation par la réalisation d'infrastructures éducatives sûres, modernes et résilientes***

La composante 1 vise à accroître l'offre d'éducation et cela, à travers les sous composantes suivantes : *construction de nouvelles infrastructures* et *réhabilitation d'infrastructures éducatives*.

- ***Composante 2 : appui à l'éducation en situation d'urgence et à l'inclusion scolaire***

Grâce à cette composante, le projet renforcera la capacité du MEBAPLN à soutenir l'éducation en situation d'urgence, y compris les catastrophes liées au climat et l'éducation inclusive. Elle comprend quatre (04) sous-composantes qui sont : *(i) appui aux interventions d'urgence dans le domaine de l'enseignement de base ; (ii) soutien au retour à l'école ; (iii) maintien et accessibilité à l'éducation pour les enfants vulnérables et (iv) réduction des disparités entre les sexes au niveau de l'enseignement primaire*.

- ***Composante 3 : Amélioration de la qualité de l'apprentissage fondamental***

La composante 3 vise l'amélioration de la qualité de l'apprentissage fondamental et se subdivise en trois (03) sous-composantes qui sont : *(i) mise à disposition de matériels d'apprentissage de haute qualité ; (ii) formation continue des enseignants/éducateurs et (iii) mise en place d'un module de gestion et de suivi des élèves.*

- ***Composante 4 : renforcement des capacités institutionnelles***

Cette composante vise le renforcement du système éducatif pour une meilleure prestation des services éducatifs dans un contexte fragile. En intégrant des systèmes de données solides, en affinant les mécanismes d'évaluation et en renforçant la gestion du projet, cette composante contribuera à assurer le succès et la durabilité du projet. Elle comprend deux (02) sous-composantes qui sont : *(i) renforcement des plateformes de collecte de données et du lien entre les évaluations et les réformes des politiques publiques et (ii) renforcement des capacités institutionnelles et pilotage efficace du projet.*

1.3.1.3. Résultats attendus

Les principaux résultats attendus du REPAIR sont :

- l'offre d'éducation au préscolaire et au primaire accrue ;
- les interventions d'urgence dans le secteur de l'éducation assurées ;
- le retour à l'école assuré ;
- le maintien et accessibilité à l'éducation pour les enfants vulnérables assurés ;
- la réduction des disparités entre les sexes au niveau de l'enseignement primaire assurée ;
- les apprentissages améliorés par la mise à disposition de matériels pédagogiques de qualité ;
- la qualité des enseignements améliorée ;
- le pilotage de l'enseignement de base amélioré pour la prise de décision basée sur les données de qualité.

Tableau 1: Composantes du REPAIR

Composantes	Répartition du coût en $ USA (000)			TOTAL (000) USD
	IDA	GPE	Etat	
Composante 1 : Amélioration de l'accès à l'éducation par la réalisation d'infrastructures éducatives sûres, modernes et résilientes	112 610,414	0	0	112 610
Composante 2 : Appui à l'éducation en situation d'urgence et à l'inclusion scolaire	5 037,449	18 750,271	0	23 787,720
Composante 3 : Amélioration de la qualité de l'apprentissage fondamental	23 030,967	18457,754	0	41 488,721
Composante 4 : Pilotage de l'enseignement de base amélioré pour la prise de décision basée sur les données	9 321,171	2529,225	1 258	13 108,396
Coût total du projet	**150 000,0**	**39 737,250**	**1 258**	**190 995,251**

1.4. Indicateurs Clefs du Projet de Renforcement de la Performance du Système éducatif et d'Amélioration de la Résilience (REPAIR)

La mesure du succès du projet sera l'évolution d'un « score » indicateurs clés de résultats.

Ces indicateurs clés de résultats sont :

Indicateur n°1 : Nombre d'élèves bénéficiant d'un enseignement amélioré (ventilé par sexe)

Indicateur n°2 : Amélioration des résultats aux tests d'évaluation des mathématiques et de la lecture dans les écoles primaires bénéficiaires en 4e année [écoles primaires bénéficiaires = écoles primaires utilisant les plans de cours et les manuels fournis par le projet]

Indicateur n°3 : Renforcer le système d'évaluation de l'apprentissage des élèves grâce à une évaluation annuelle simplifiée des compétences en lecture, écriture et calcul en quatrième année du primaire.

1.5. Les bénéficiaires du projet

- Les bénéficiaires directs seront :

Le projet bénéficiera à :

i) Plus de 2 000 000 d'apprenants et environ 40 000 enseignants devraient bénéficier des interventions du projet. Plus précisément, 120 000 apprenants devraient bénéficier des investissements dans la construction dans le cadre de la composante 1.6. Ce chiffre comprend environ 60 000 apprenants, 13 500 apprenants déplacés, 10 000 apprenants des communautés d'accueil et au moins 2 500 apprenants réfugiés.

Dans le cadre de la composante 2, au moins 85 000 apprenants, dont 1 500 réfugiés et 3 000 membres des communautés d'accueil, devraient bénéficier des activités d'éducation en situation d'urgence et d'inclusion soutenues par le projet.

Les activités d'amélioration de la qualité consisteront à la mise à disposition de manuels scolaires et de cahiers d'exercices au profit de 2,2 millions d'apprenants et de guides pédagogiques à 40 000 enseignants dans le cadre de la composante 3.

La composante 4 devrait bénéficier à l'enseignement de base et à l'éducation non formelle, notamment à travers le renforcement des capacités des structures et du personnel.

ii) et tout le personnel institutionnel qui sera directement impliqué dans les activités du projet et/ou qui bénéficiera d'une formation

1.6. Consistance des activités de passation des marchés du REPAIR

L'analyse de activités du projet indique que sur un coût global estimé à 115 805 802 000 FCFA soit 190 995 251 USD, la part consacrée aux marchés est de 167 050 220 USD soit 87,46%. Ces activités sont planifiées sur une période de quatre (04) ans.

Ce qui justifie amplement une meilleure planification des marchés en vue de l'atteinte des résultats dans la durée de vie du projet. Surtout que les acteurs principaux de la conduite des activités de marchés sont des institutions publiques qui ont des limites dans la connaissance des procédures du partenaires technique et financier.

Conclusions clés

Les objectifs et les indicateurs du projet sont en adéquation avec l'objectif stratégique 3.2 du PNDES 2021-2025 « développer des infrastructures de qualité et résilientes, pour favoriser la transformation structurelle de l'économie », du Plan d'action pour la stabilisation et le développement (PA-SD) de janvier 2023 particulièrement, dans son pilier 3 : Refonder l'Etat et améliorer la gouvernance, Dans le domaine de la gouvernance sociale, notamment le développement du capital humain et la solidarité nationale" ainsi que l'Initiative présidentielle pour une éducation de qualité pour tous (IPEQ) de juin 2024 .

Cela a été traduit en programmes sectoriels dans le contexte des objectifs de développement durable (ODD : 4) : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie
Toutefois le volume des marchés à passer et des conventions à signer, conjugués à la capacité réduite des acteurs de la passation des marchés font que la stratégie de passation des marchés devra être très axée sur des regroupements qui facilitent le respect de la programmation.

II. CONTEXTE OPERATIONNEL

2.1 Présentation sommaire de la gouvernance au Burkina Faso

2.1.1. Aspects sur la gouvernance

Au Burkina Faso, la bonne gouvernance est officiellement définie comme étant « l'exercice de l'autorité économique, politique et administrative en vue de gérer les affaires d'un pays à tous les niveaux, englobant les mécanismes, les processus et les institutions par le biais desquels les citoyens expriment leurs intérêts, exercent leurs droits juridiques, assument leurs obligations et auxquels ils s'adressent en vue de régler leurs différends ». Elle englobe donc la gouvernance politique, la gouvernance locale et administrative et la gouvernance économique et sociale.

Au plan de la gouvernance politique et administrative, il est à noter que depuis l'indépendance en 1960, le Burkina Faso a connu de longues périodes de stabilité politique interrompues par des crises de courte durée. Bien que ces crises politiques aient diverses causes, elles peuvent s'expliquer en partie par les niveaux élevés et croissants de concentration du pouvoir politique et économique.
Dans ce contexte, la Banque mondiale a invoqué sa politique pour traiter avec les gouvernements de facto (OP/BP 7.30), y compris en procédant aux évaluations requises.

Avec le MPSRII la situation politique, augure des espoirs d'une refondation des institutions du pays qui permettent de penser à des avancées significatives sur la reconquête du pays avec 71%[1] par l'armée et surtout des réformes administratives dont celles portant sur la révision de la constitution[2], le pilotage et la gestion des projets et programmes[3] et les marchés publics[4].
La Charte de la transition a été modifiée et adoptée le 25 mai 2024. Selon le nouveau texte, la durée de la transition est prolongée de cinq ans, à compter du 2 juillet 2024.
Mieux, les exigences des Partenaires Techniques et Financiers (PTF), ont conduit, les pays membres de l'UEMOA à adopter des textes réglementaires et à moderniser leur cadre institutionnel. Aussi, le Burkina Faso, a harmonisé son cadre institutionnel par l'adoption de la loi 008 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques[5], la loi n° 005-2024/ALT du 20 avril 2024, portant règlementation générale de la commande publique au Burkina Faso et la mise en œuvre effective du budget programme en 2017. De ce fait, le pays dispose d'un cadre institutionnel et réglementaire propice à la passation des marchés publics.

Sur le plan de la gouvernance économique et sociale, plus de 40 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Le rapport 2023-2024 de l'indice de développement humain (IDH) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), classe le Burkina Faso 185ème sur 193 pays.

[1] bilan dressé par le ministre de la Défense nationale et des Anciens combattants suite à l'évaluation de son ministère au 31/12/2024
[2] Loi constitutionnelle n°033-2024/ALT du 29/10/2024 portant révision de la constitution
[3] Décret n° 2021-1383 /PRES/PM/MEFP portant réglementation générale des projets et programmes de développement exécutés au Burkina Faso du 31 décembre 2021.
[4] loi n° 005-2024/ALT du 20 avril 2024, portant règlementation générale de la commande publique au Burkina Faso
[5] Loi 008-2013/AN du 23 avril 2013 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques au Burkina Faso

Le pourcentage de la population se situant en dessous du seuil de pauvreté s'établit à 43,2% de la population en 2021 contre 41,4% en 2018 (enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM-2) INSD 2021)).
. La hausse de l'incidence de la pauvreté ne s'est pas accompagnée d'une hausse des inégalités. En effet, les inégalités mesurées par l'indice de GINI ont même reculé, passant de 0,386 en 2018 à 0,366 en 2021. Quant au recul de la pauvreté en milieu rural, il est resté modeste, passant de 51,1% en 2018 à 52,7% en 2021, tandis qu'en milieu urbain, il est passé de 13,1% en 2018 à 16,6% en 2021. Le milieu rural demeure le plus touché par la pauvreté où neuf personnes pauvres sur dix y vivent et les disparités entre régions sont encore fortes.
Le Burkina Faso investit massivement dans l'éducation pour suivre le rythme de sa croissance démographique, même si les écarts d'accès continuent de se creuser. En 2022, les dépenses publiques consacrées à l'éducation représentaient 5,3 % du PIB du pays et 22 % du budget national, dépassant largement la moyenne de l'Afrique subsaharienne qui est de 14,5 %[6]. Ce niveau élevé de financement de l'éducation depuis de nombreuses années, conjugué à l'expansion des écoles privées, a permis une augmentation de 76 % du nombre d'élèves inscrits dans l'enseignement primaire entre 2007 et 2024.
Néanmoins, l'amélioration de l'accessibilité à l'éducation n'a pas suivi la demande. Avec un taux de croissance démographique de 2,6 % et une proportion de la population inférieure de 25 % au seuil de pauvreté international fixé à 2,15[7] dollars par jour, et malgré la gratuité de l'éducation de base, des obstacles importants persistent, y compris la distance géographique entre les écoles et les familles, ce qui rend la scolarisation coûteuse pour beaucoup de familles.
La situation humanitaire reste critique, avec plus de 2 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays, et environ 2,7 millions de personnes (soit 11,9 % de la population) confrontées à une grave insécurité alimentaire entre juin et août 2024.

En dépit de ces acquis, des défis demeurent à relever dont : (i) le renforcement de la paix et de la sécurité ; (ii) la consolidation de la cohésion sociale et de la solidarité nationale, (iii) l'amélioration de la gouvernance dans l'éducation, (iv) la promotion des valeurs républicaines, v) la dépolitisation de l'environnement administratif et militaire ; (vi) l'amélioration de l'accès et de la qualité des services de justice, (vii) l'engagement des forces politiques et des Organisations de la Société Civile (OSC) dans un processus participatif, pour une gouvernance vertueuse et apaisée, (viii) l'accès à l'information juste pour tous et sur tout le territoire national.

2.1.2. Aspects économiques

Le Burkina Faso est un pays du Sahel à faible revenu et aux ressources naturelles limitées. Son économie repose sur l'agriculture, même si les exploitations aurifères progressent.

La croissance du PIB s'est accélérée au premier trimestre 2024 (+4,0 % en glissement annuel) et devrait atteindre 3,7 % en fin 2024 (soit 1,1 % par habitant). Le secteur agricole devrait connaître une croissance supérieure à la moyenne, en particulier pour les cultures céréalières. Le secteur industriel devrait se redresser, mais l'insécurité continue de perturber l'activité minière. Le secteur des services devrait rester robuste, tiré par l'administration publique, le commerce et les services de réparation. La consommation et l'investissement privé tireront la croissance, tandis que les exportations nettes y contribueront négativement. Le déficit du

[6] Banque mondiale, 2022 [WDI]
[7] Macro Poverty Outlook de la Banque mondiale, octobre 2024 : https://thedocs.worldbank.org/en/doc/bae48ff2fefc5a869546775b3f010735-0500062021/related/mpo-bfa.pdf exprimés en PPA de 2017

compte courant devrait passer d'environ 8 % du PIB à environ 6 % en 2024, les exportations minières bénéficiant de la forte hausse des prix de l'or.
Après une baisse significative de l'inflation en 2023 à 0,7 %, l'inflation a bondi en août 2024 pour atteindre son plus haut niveau en un an à 5,7 % en glissement annuel[8]. Les prix des denrées alimentaires ont fortement augmenté, l'approvisionnement étant contraint dans certaines régions par les difficultés sécuritaires et logistiques, ainsi qu'en raison de la spéculation sur les prix. L'inflation annuelle moyenne devrait s'établir à 3,4 % en 2024.
Le déficit budgétaire demeure élevé, même s'il est en baisse, passant de 10,7% du PIB en 2022 à 6,9 %[9] du PIB en 2023, avec une projection à projeté à 5,7 % en 2024. Il devrait atteindre la cible communautaire des 3% seulement à l'horizon 2027, contrairement à la majorité des pays de l'UEMOA pour qui cet objectif est fixé à 2025. La baisse en 2023 aurait été portée par une hausse des recettes non fiscales et une baisse des dépenses d'investissement (de 21,6 % à 17,9 % du PIB), reflétant exclusivement une chute des transferts courants (de 9,3 % à 4,9 % du PIB), permise notamment par l'interdiction progressive des transferts monétaires, identifiés par le FMI comme étant les plus redistributifs. Le déficit budgétaire sera principalement financé par des emprunts intérieurs sur le marché régional, où le Burkina fait face à une hausse significative des taux d'intérêt dépassant 9 % pour les bons du Trésor à 12 mois. En conséquence, la dette publique devrait atteindre 54,2 % du PIB d'ici fin 2024.

Si la situation sécuritaire continue de s'améliorer, et dans la situation de retrait sans remous de la CEDEAO, qui limiterait les effets négatifs sur la baisse des échanges avec les États de la CEDEAO non-membres de l'UEMOA, la croissance pourrait se stabiliser à son nouveau potentiel d'environ 4,0 % (soit 1,5 % par habitant) sur la période 2025-2026[10]. La production minière devrait reprendre avec l'ouverture de nouvelles mines en 2025, et la croissance du secteur agricole et des services devrait rester robuste, bien qu'inférieure aux niveaux d'avant le conflit.

Les perspectives économiques sont exposées à d'importants risques, notamment la situation sécuritaire, les chocs climatiques, la volatilité des prix des produits de base et la fragmentation régionale. Le Burkina Faso pourrait également continuer à faire face à des coûts d'emprunt élevés, ce qui pourrait réduire les dépenses nécessaires au développement du pays, dans un contexte de dépenses de défense et de sécurité croissantes.
Toutefois en termes de passation des marchés, cette situation économique en perspective n'affectera significativement l'environnement de l'éducation et le dispositif de passation des marchés, étant donné que des entreprises existent déjà en nombre significatif dans le domaine du BTP et des services. Toute chose qui renforce les facteurs de réussite du projet.

2.1.3. Aspects de développement durable

La conception du projet est axée sur les aspects de développement durable, dans la mesure où il prend en compte :

(i) les aspects démographiques, de la pauvreté, dans l'analyse des problématiques de l'éducation (coût de scolarisation, allongement du temps de trajet, le faible niveau de qualité de l'éducation, ;

[8] BM Burkina Faso vue d'ensemble (Dernière mise à jour: 18 oct. 2024)
[9] Note du Tésor français sur la situation économique et financière du BF Publié le 17 décembre 2024
[10] Même référence 8

(ii) les effets du changement climatique, car ils exacerbent les facteurs de stress environnementaux, entraînant le déplacement de familles en raison des sécheresses, des inondations et de la perte de moyens de subsistance, dans la mise en œuvre du projet ;
(iii) la limitation de l'offre en services sociaux de base aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ;
(iv) les groupes les plus vulnérables du Burkina dans la scolarisation. Les élèves souffrant d'un handicap physique n'étant pas toujours en mesure de se rendre en classe, ni même à l'école ;
(v) la problématique de la scolarisation à l'école préscolaire dont le taux est inférieur à 6 % en 2024 ;
(vi) la formation continue des enseignants ;
(vii) l'éducation en situation d'urgence ;
(viii) le Pacte de partenariat pour l'éducation mis en place par les bailleurs de fonds en juillet 2023 et destiné à hiérarchiser, coordonner et orienter l'aide des bailleurs de fonds au secteur de l'éducation. Lequel cadre s'articule autour de trois domaines d'intervention stratégiques conformes au mandat du Partenariat mondial pour l'éducation (PME) ;
(ix) la durabilité institutionnelle grâce à l'implication des bénéficiaires et des autorités locales et à l'intégration de la dimension de genre dans la mise en œuvre du projet, ;

La mise en œuvre des composantes du projet se fera en grande partie à travers la passation des marchés de constructions et d'équipement de nouvelles infrastructures scolaires, la réhabilitation des infrastructures dégradées, d'équipements de technologie éducative. Les cahiers de charge des appels à concurrence de ces infrastructures et équipement, comporteront des dispositions qui garantiront la durabilité physique des ouvrages, la stabilité économique, la répartition équitable des coûts sociaux, de la pauvreté et du travail et en mettant l'accent sur la qualité environnementale et la préservation des ressources.

En cela le dispositif règlementaire de passation des marchés de la Banque mondiale, 5ème édition, septembre 2023 et celui du Burkina Faso (décret n° 2024-1748/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics) contiennent des arrangements significatifs.

2.1.4. Aspects technologiques

Le Burkina vit à la fois positivement et négativement les effets des changements rapides en matière d'évolutions technologiques que connait le monde d'aujourd'hui. Selon le Digital Report 2023 de Hootsuite et We Are Social, le taux de pénétration d'Internet au Burkina Faso s'élève à 21,6% contre 42% pour l'Afrique de l'Ouest.
En effet, même si le taux de pénétration de l'internet reste encore des plus faibles en Afrique, celui de pénétration de la téléphonie mobile est très impressionnant et la couverture des réseaux GSM avec trois opérateurs en place (Moov, Orange et télécel). Selon toujours le rapport Digital Report 2023, le taux de pénétration mobil est de 111,9%. Cette couverture mobile est quasiment territoriale.

Cependant cette faiblesse dans la pénétration d'internet est en train d'être rattrapé par le secteur privé qui s'ouvre grandement au TIC.
On peut donc dire que ce développement technologique peut permettre de faciliter le suivi et le contrôle des marchés sur le terrain et favoriser ainsi les conditions de leur bonne exécution.

Notamment l'utilisation d'outils de supervision par géolocalisation comme GEMS pour le suivi à distance des zones à risque sécuritaire élevé.

2.1.5. Aspects sécuritaires

.

Depuis 2016, le pays a subi des attaques terroristes de plus en plus intenses, entraînant des milliers de morts et des déplacements massifs de population à l'intérieur du pays (2,1 millions en mars 2023, les femmes et les enfants représentant respectivement 22,9 % et 60,4 %) et une crise humanitaire sans précédent. La situation sécuritaire a rendu la situation humanitaire complexe, avec une insécurité alimentaire (3,35 millions de personnes en insécurité alimentaire sévère pendant la période de soudure 2023) et l'absence de services publics de base dans plusieurs régions. Les attaques ont eu aussi un impact négatif sur l'économie en perturbant l'offre de main-d'œuvre (en particulier dans l'agriculture et le BTP) et en entravant les activités minières, commerciales et de transports.

L'indice du terrorisme au Burkina Faso était en moyenne de 2,32 points de 2002 à 2021, et a atteint 8.56 points sur 10 en 2023[11]

Plus précisément dans le domaine de l'éducation, l'insécurité est un défi majeur qui a une incidence sur l'accès dans de nombreuses régions du Burkina Faso, interrompant la scolarité d'au moins 820 000 enfants en âge d'aller à l'école en juin 2024. En conséquence, les taux bruts de scolarisation (TBS) dans les écoles primaires ont récemment chuté, passant de 90,7 % en 2018 à 74,4 % en 2023, malgré les efforts importants déployés par les pouvoirs publics pour soutenir la réinscription et la réouverture des écoles. En mars 2024, pas moins de 5 319 écoles étaient fermées en raison de la violence et de l'instabilité, soit environ 20 % de l'ensemble des infrastructures éducatives et 818 849 élèves.

Cependant, depuis l'avènement des nouvelles autorités avec une volonté de rétablir la sécurité, l'horizon sécuritaire du Burkina est de plus en plus optimiste avec plus de 71%[12] du territoire sous contrôle en 2024 contre 45% en 2022.

l'adoption par l'ALT de la loi n° 005-2024/ALT du 20 avril 2024, portant règlementation générale de la commande publique au Burkina Faso plus adaptée aux réalités actuelles du pays ainsi que la signature le 31/12/2024 du décret n° 2024-1748/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics permettent une meilleure gestion de la passation des marchés.

2.2 Cadre légal et réglementaire de la passation des marchés du REPAIR

2.2.1 Le cadre légal

La passation des marchés du REPAIR est régie par les dispositions du règlement de passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement de projets d'investissement (7ème édition, septembre 2025) , les " Directives sur la prévention et la lutte contre la fraude et la corruption dans les projets financés par les prêts de la BIRD et les crédits et dons de l'IDA ", datées du 1er juillet 2016 (Directives anti-corruption), et aux autres dispositions stipulées dans l'Accord de financement et dans le manuel des procédures de passation des marchés du projet.

[11] Bulletin mensuel n°50, avril 2023 publié par le CIMCT (Coalition Islamique Militaire Contre le Terrorisme)

[12] bilan dressé par le ministre de la Défense nationale et des Anciens combattants suite à l'évaluation de son ministère au 31/12/2024.

Toutefois, le dispositif légal et réglementaire du Burkina Faso est acceptable avec certains aménagements pour être conformes aux principes édictés par la Banque mondiale.

Les textes nationaux suivants sont applicables à conditions qu'ils ne soient pas contraires aux dispositions du règlement de passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement de projets d'investissement (7ème édition, septembre 2025) :

La loi n° 005-2024/ALT du 20 avril 2024, portant règlementation générale de la commande publique au Burkina Faso et le décret n° 2024-1748/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics, le décret n°2024-1695/PRS/PM du 31/12/2024 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation de la Commande Publique, le décret n° 2024-1600/PRES/PM/MEF du 18/12/2024 portant code d'éthique et de déontologie de la commande publique et le décret n°2017-0051/PRES/PM/MINEFID du 01/02/2017 portant règlementation de la maîtrise d'ouvrage publique déléguée ainsi que les arrêtés d'application (voir autres textes législatif en annexe 3).

Ces textes sont en cohérence avec les Directives n°4/2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marches publics et des délégations de service public dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, n°5/2005 de l'UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine. Et avec la Directive n°02/2014/CM/UEMOA relative à la réglementation de la maitrise d'ouvrage publique déléguée au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine.

Pour l'essentiel les textes de passation des marchés du Burkina visés ci-dessus sont acceptables pour les marchés passés selon les procédures nationales sous réserve de leur mise en conformité aux exigences de la réglementation de la Banque Mondiale sur la passation des marchés (section V clauses 5.3 à 5.6 relatives au Règlement).
Ainsi, les aménagements suivants doivent être opérés :

- les dispositions des articles 119 et suivants du décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF relatives à la préférence nationale ne s'appliquent que pour les appels d'offres dont la publicité est faite à l'international lorsque l'accord de financement le prévoit et mentionné dans le DAO ;

- Article 115 du décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF du 31/12/2024 relatif aux offres dites anormalement basses ou élevée ;

- Article 177 du décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF du 31/12/2024 : Exigence de signature d'un nouveau marché lorsque la variation du montant du marché de plus de 30% du montant initial.

Les autres dispositions nationales de passation de marchés (autres que les marchés publics nationaux ouverts à la concurrence) peuvent être appliquées par le bénéficiaire (telles que l'appel d'offres restreint/limité, les achats, les appels d'offres locaux et la passation directe de marchés) mais doivent être conformes aux principes fondamentaux de la Banque mondiale en matière de passation de marchés et garantir l'application des directives anticorruption et du cadre de

sanctions de la Banque mondiale, ainsi que des recours contractuels prévus dans l'accord juridique de la Banque mondiale.

2.2.2 Acceptabilité des Dossiers Standards Nationaux de passation des marchés

Pour la passation de marchés internationaux de travaux, de biens, de services autres que de conseil et de services de conseil, le projet utilisera les Dossiers types de passation des marchés les plus récents de la Banque mondiale en y apportant des modifications minimales, acceptables par la Banque mondiale, si nécessaire pour tenir compte des conditions propres au Projet.
Par contre, l'utilisation des dossiers types nationaux de passation des marchés sera acceptable sous réserve des améliorations ci-dessous :

- Exiger du soumissionnaire/proposant présentant une offre/proposition à déposer un agrément signé qui sera joint à tout contrat éventuel pour confirmer qu'il applique et respecte les directives de la Banque Mondiale pour la lutte contre la corruption y compris sans limitation du droit de la Banque de sanctionner et des droits de la Banque pour l'inspection et l'audit ;
- Inclure dans Les dossiers d'appel d'offres /à propositions ainsi que dans les contrats à suivre des dispositions qui ont pour objet d'atténuer adéquatement les risques et impacts environnementaux et sociaux ;
- Inclure les aspects environnementaux, y compris sur les questions d'hygiène et de sécurité, et l'Exploitation et les Abus Sexuels (EAS), et le Harcèlement Sexuel (HS) ;
- Non application des clauses (1) relative au rejet de toute offre dont l'erreur de calcul atteint 15% de plus ou de moins de l'offre initiale (IS 32.33(a) pour les marchés de travaux et 33.3 (b) pour les marchés de fournitures et (2) celle relative aux offres dites anormalement basses (IS 32.6 pour les marches de travaux et 33.6 pour les marchés de fournitures) comme stipulé dans le décret sur les marchés publics

NB : Étant donné qu'une grande partie du projet est affectée par une situation d'insécurité et de fragilité, le projet déclenchera le paragraphe 12 de la politique de financement des projets d'investissement pour appliquer des flexibilités et des simplifications afin de faciliter la mise en œuvre de la passation des marchés. Ces dispositions relatives à la passation des marchés s'inspireront des Directives de la Banque sur les procédures de passation des marchés dans les situations de besoin urgent d'assistance ou de contraintes de capacité, publiées le 1er juillet 2016. Ces mesures comprennent le recours à la procédure nationale de passation des marchés de l'emprunteur, à condition que les dispositions soient conformes aux Principes fondamentaux de passation des marchés de la Banque. Les principales mesures visant à accélérer la passation des marchés comprennent :

- le recours aux agences des Nations unies, aux ONG ;
- la passation directe de marchés et/ou à la mise en concurrence limitée et aux demandes de devis avec des fabricants et fournisseurs identifiés pour d'autres articles urgents ;
- le relèvement du seuil des demandes de cotations pour les biens et les travaux ;
- La déclaration de garantie d'offre peut être utilisée à la place de la garantie d'offre ;
- L'avance peut être portée à 40 %, tout en étant garantie par une caution de restitution d'avance de montant égal ;
- Le délai de soumission des offres/propositions peut être ramené à 15 jours dans les procédures nationales et internationales concurrentielles, et à trois (3) jours pour la demande de prix ; toutefois, si les soumissionnaires demandent une prolongation, celle-ci doit leur être accordée.

Conclusions clés :
Le règlement de la passation des marchés de la Banque est la règle générale. Toutefois, les textes légaux et réglementaires ainsi que les dossiers standards nationaux sont acceptables pour la passation de marchés selon l'approche nationale, mais étant donné qu'ils ne sont pas entièrement alignés avec les procédures de passation de marchés de la Banque mondiale, ils doivent subir des améliorations pour s'y conformer.

2.3 Évaluation de la capacité du client

2.3.1 Organisation et fonctionnement

L'exécution du REPAIR est placée sous la tutelle technique du Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (MEBAPLN) qui est responsable de la supervision technique du projet, à travers une Unité de Gestion du projet qui travaillera étroitement avec les directions techniques du MEBAPLN. Notamment, la Direction de l'accès au préscolaire et au primaire (DG-AEP) et ses filiales, le Secrétariat Technique de l'Education en situation d'urgence (ST-ESU), la Direction de la qualité de l'éducation préscolaire et primaire (DGQEP), la Direction des technologies de l'information et de la communication pour l'éducation (DTICE), la Direction des examens et concours (DGEC) et la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS).

Il est sous la tutelle financière du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) qui est responsable de la supervision financière et des aspects stratégiques du projet.

Une unité de gestion du projet est mise en place pour assurer la coordination de la mise en œuvre du projet.

Elle est responsable de la coordination de la mise en œuvre, gère tous les fonds du projet et assume la responsabilité de l'approvisionnement

Les organes et institutions qui interviennent dans les marchés du Projet sont ceux issus du cadre institutionnel et règlementaire et comprennent :

1- Le comité de pilotage ;
2- L'Unité de gestion du projet (REPAIR) ;
3- La DMP/MEBAPLN ;
4- La Commission d'Attribution des Marchés du Ministère de l'Education de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (MEBAPLN) (CAM/MEBAPLN) ;
5- La Commission interne d'attribution des marchés du Projet (CIAM/ REPAIR) ;
6- La DCMEF/MEBAPLN ;
7- La Commission de Réception
8- L'autorité d'approbation ;
9- L'autorité de régulation de la commande publique ;
10- La Banque mondiale, partenaire technique et financier.

Le Comité de pilotage

Le Comité de Pilotage est responsable de l'orientation, de la supervision et du suivi global des activités du Projet. Il est chargé de la validation des programmes de travail et budgets annuels du Projet ainsi que des rapports d'avancement des activités du Projet. Il est également responsable de l'évaluation des résultats du Projet, de la préparation, de l'acquisition et de la mise à jour de tous les manuels nécessaires à la saine gestion du projet.
Il est régi par les textes en vigueur en la matière.

2- L'Unité de gestion du projet (REPAIR)

L'Unité de gestion du projet (REPAIR) est chargée de la préparation de tous les actes matériels liés à la procédure de passation, partant du plan de passation des marchés jusqu'à la clôture du marché.
Elles assurent la formation, l'information et le renforcement de capacités du personnel impliqué dans la mise en œuvre.

La Direction des marchés publics du MEBAPLN
La DMP/ MEBAPLN est chargée de tous les actes matériels liés à la procédure de passation des marchés du ministère depuis la centralisation des besoins concrétisés par les plans de passation des marchés jusqu'à l'attribution définitive du marché et du suivi de l'exécution pour les besoins de statistiques, d'information et d'archivage.
Il est à noter que l'évaluation de la capacité de la DMP/ MEBAPLN a révélé :

- des membres des commissions d'attribution des marchés pas formés aux nouvelles procédures de passation des marchés de la BM ;
- une forte insécurité dans les zones où les activités du projet seront menées
- des retards dans le processus de passation des marchés.

La Commission d'Attribution des Marchés du Ministère de l'Education de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (CAM/MEBAPLN)
La Commission d'Attribution des Marchés du Ministère de l'Education de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (CAM/MEBAPLN) est chargée de l'ouverture des plis, de l'évaluation des offres/propositions, de la proposition d'attribution du marché. Elle est compétente pour les dossiers d'appel à concurrence supérieur ou égale aux seuils de l'appel d'offres international ou national[13] et pour les prestations intellectuelles dont le montant est supérieur à 300 000 USD[14]

La CAM/MEBAPLN est règlementairement composée comme suit :
- Président : le DMP/MEBAPLN ou son représentant ;
- Rapporteur : le Coordonnateur du projet ou son représentant ;
- Membres :
  - le Représentant du service bénéficiaire s'il y a lieu ;
  - le Représentant du service technique s'il y a lieu ;
  - le Représentant de la Direction Générale du Budget ;

  Observateurs : un Représentant de la DCMEF/MEBAPLN ;
- Un représentant du bailleur de fonds s'il y a lieu ;
- Un représentant du consultant s'il y a lieu.

NB : Pour l'évaluation des offres, les CAM mettront en place des Sous-Commissions Techniques (SCT). La sous-commission sera composée d'au moins trois (03) membres et en nombre impair dont un Président et un rapporteur. Elle est mise en place par le Président de la CAM.

La Sous-Commission Technique (SCT) analyse les offres/propositions conformément aux critères spécifiés dans le dossier d'appel à la concurrence et établit un rapport qui sera

[13] Article 72 nouveau du décret n°2023-0273/PRES-TRANS/PM MEFP du 21/03/2023 qui traite des conditions des cotations formelles. Pour le cas particulier de la BM le seuil de cotation est de moins de 500 000 USD pour les travaux, 300 000 USD pour les fournitures (voir correspondance du 26 juillet 2023 de la BM au MEFP)
[14] Voir tableau des seuils de méthodes en passation des marchés de la Banque mondiale

examiné et validé par la CAM en ce qui concerne les appels d'offres et les demandes de propositions.

Les personnes membres de la sous- commission technique sont choisis en considération de leur personne, intuitu personae et ce, au regard de leur qualification technique. Les membres sont choisis au sein du Projet et de l'administration du secteur d'activités concerné. Cependant, le coordonnateur du REPAIR pourrait faire appel à des consultants individuels pour procéder à l'évaluation des offres et des propositions.

La Commission interne d'attribution des marchés du Projet (CIAM/REPAIR)
La CIAM/REPAIR est chargée de conduire le processus de sélection des prestataires au sein du projet selon les seuils suivants : i) moins de 500 000 USD pour les travaux, ii) moins de 300 000 USD pour les fournitures et iii) moins de 300 000 USD pour les consultants conformément à la correspondance du 26 juillet 2023 de la BM au MEFP. Son rôle est d'alléger d'avantage l'exécution des marchés en vue de l'atteinte rapide des résultats du projet. Elle est composée comme suit :

- Président : le Coordonnateur du projet ou son représentant ;
- Rapport : le Spécialiste en Passation des Marchés du projet
- Membres :
  - Le Responsable Administratif et Financier du projet
  - Le Service technique compétent du projet ;
  - Le Service bénéficiaire s'il y a lieu ;
  - Un représentant du bureau d'études s'il y a lieu.

La Commission interne pourra éventuellement s'adjoindre un ou des expert(s) du domaine auquel est liée, l'acquisition pour l'éclairer dans ses travaux. Tout expert participe aux séances de la Commission avec voix consultative.

La Direction du Contrôle des Marchés et Engagements Financiers (DCMEF/ MEBAPLN)
La DCMEF/MEBAPLN est chargée selon les seuils[15] définis comme suit, du contrôle à priori en émettant des avis sur le processus de la passation des marchés exclusivement pour les **approches nationales** et pour des montants :

i) 500 000 **<=** M **<**10 000 000 USD pour les travaux ;
ii) 300 000 **<=** M <2 000 000 USD pour les fournitures et services non consultants ;
iii) 300 000 **<=** M <1 000 000 USD pour les consultants.

Pour les marchés passés suivant l'approche internationale, seule la BM assure la revue à priori afin de garantir le respect du principe de l'absence de double revue.

En outre la DCMEF/MEBAPLN appose son visa sur tous les contrats issus du processus de sélection avant l'approbation par l'autorité compétente sous réserve des dérogations au contrôle à priori des dépenses publiques prévues dans le manuel d'exécution administrative, comptable et financière du projet REPAIR.

<u>L'autorité d'approbation</u>

[15] voir correspondance du 26 juillet 2023 de la BM au MEFP

Elle approuve les contrats issus du processus de recrutement des prestataires selon les seuils définis.
Pour le coordonnateur du projet les montants minimums à déléguer sont : travaux 300 000 000 F CFA, fournitures : 200 000 000 F CFA, prestations intellectuelles : 150 000 000 F CFA[16].
Au-delà de ces seuil, l'autorité d'approbation compétente est l'ordonnateur du budget (le Ministre en charge de l'Enseignement de base).

L'autorité de régulation de la commande publique
L'autorité de régulation de la commande publique (ARCOP), assure le règlement non juridictionnel des différends/litiges relatifs à la passation et à l'exécution de la commande publique. Elle assure le contrôle a posteriori et la régulation des marchés publics.

La Commission de Réception
La Commission de Réception des marchés du projet est chargée de la réception des travaux, fournitures, prestation de service objet du marché. Elle est composée de :

- Président : le Coordonnateur du projet ou son représentant ;
- Rapporteur : un Représentant du service bénéficiaire ;
- Membres :
  - Le Spécialiste en passation des marchés
  - un représentant du service technique compétent ;
  - le Responsable administratif et financier ou son représentant ;
  - le comptable des matières du MEBAPLN ;
  - la DMP/ MEBAPLN ou son représentant ;
- Observateurs :
  - Un représentant de la DCMEF/MEBAPLN ;
  - Le maitre d'œuvre ou son représentant ;
  - Le titulaire du marché ou son représentant ;

Un Comité de validation du rapport (CVR) de prestation intellectuelle est mis en place chaque fois que de besoins et dont la composition est précisée dans les TDRs.

Coordination des bailleurs de fonds.
En août 2024, la Banque mondiale a été désignée comme agent partenaire pour gérer le Fonds pour la transformation du système alloué par le Partenariat mondial pour l'éducation. A ce titre, elle est chargée d'aider le gouvernement à élaborer un programme de financement du PME et d'assurer la supervision fiduciaire (avec émission d'avis sur le processus de passation des marchés selon des seuils définis en fonction du niveau de risque du projet), l'assistance technique et le renforcement des capacités pour assurer la mise en œuvre efficace du programme. Les bailleurs de fonds joueront un rôle dans la mise en œuvre et le suivi du projet.

Faisant suite à l'évaluation du projet, le niveau de risque a été jugé substantiel par la Banque mondiale. Les seuils de revue se présente comme suit :

[16] Voir article 136 du décret n° 2024-1748/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics

Tableau 2: Seuils de revue à priori du REPAIR

Catégorie de marchés	Niveau de risque du projet			
	Risque élevé - Tout marché de coût estimé égal ou supérieur à :	**Risque substantiel - Tout marché de coût estimé égal ou supérieur à :**	**Risque modéré - Tout marché de coût estimé égal ou supérieur à :**	**Risque faible - Tout marché de coût estimé égal ou supérieur à :**
Travaux (incluant Clé-en-main, Fournitures et Installations et les Partenariat Public – Privé - PPP)	$ 5 000 000	$ 10 000 000	$ 15 000 000	$ 20 000 000
Biens, Systèmes d'Information, et de Services autres que les Services Intellectuels	$ 1 500 000	$ 2 000 000	$ 4 000 000	$ 6 000 000
Service de Consultant (Firmes)	$ 500 000	$ 1 000 000	$ 2 000 000	$ 4 000 000
Consultants Individuel	$ 200 000	$ 300 000	$ 400 000	$ 500 000

2.3.2 Capacité du MEBAPLN

L'appréciation des capacités et des risques en matière de passation de marchés selon les procédures de la Banque mondiale relève que le MEBAPLN devrait capitaliser les expériences de gestion de projets similaires existant dans le domaine tel que le Projet d'Amélioration de l'Accès et de la Qualité de l'Education (PAAQE) sur financement de la Banque Mondiale (P148062) qui a soutenu un grand nombre de projets de construction d'écoles et le projet d'Amélioration de l'Education des Enfants Handicapés au Burkina Faso (IECDP, P166596).
Cependant, des risques ont été observés à travers les leçons apprises et se présentent comme suit :

(i) le manque de familiarité avec les règles de passation des marchés de la BM ;
(ii) le personnel de la DMP a des qualifications limitées, des compétences insuffisantes en matière de passation des marchés et une expérience inadéquate des procédures de passation des marchés de la BM ;
(iii) les membres des commissions d'appel à concurrence ne sont pas formés aux nouvelles procédures de passation des marchés de la BM 7ème édition.
(iv) une non maitrise de passation des marchés en situation d'urgence concernant les zones à fort défit sécuritaires du projet ;
(v) une insécurité dans les certaines zones du projet et;
(vi) des retards dans le processus de passation des marchés.

Les mesures d'atténuation proposées sont :

- la finalisation d'une stratégie d'achat qui doit être approuvée par le Groupe de la Banque mondiale ;
- Le recrutement d'un spécialiste de la passation de marchés qui se consacrera au projet et qui travaillera avec la Direction des Marchés Publics (DMP/MEBAPLN) ;
- Le renforcement des capacités de passation de marchés de la DMP/MEBAPLN, la DCMEF/MEBAPLN, l'Unité de coordination du projet et des comités d'appel à concurrence aux procédures de passation de marchés de la Banque ;
- La désignation d'un ou deux points focaux au sein de la DMP/MEBAPLN, et de la DCMEF/MEBAPLN qui seront en charge du projet ;

- L'élaboration d'un manuel de procédure qui décrira les règles de passation des marchés applicables au projet et un système de responsabilité suffisamment clair :
- L'élaboration des plans de gestion des contrats pour les contrats faisant l'objet d'un examen préalable et
- l'amélioration du système de classement pour assurer la conformité avec le manuel de dépôt des achats du Groupe de la Banque mondiale.

2.3.2 Capacité et expérience en passation des marchés de REPAIR

Sur la base des enseignements tirés de la mise en œuvre de projets tel que le Projet d'Amélioration de l'Accès et de la Qualité de l'Education (PAAQE) sur financement de la Banque Mondiale (P148062) et le projet d'Amélioration de l'Education des Enfants Handicapés au Burkina Faso (IECDP, P166596)et dans une perspective d'amélioration de la consommation d'exploitation et de mise à disposition des infrastructures dans les délais convenus, l'équipe de la mission d'évaluation propose au Gouvernement de classer le projet au niveau des projets de catégorie 2 conformément au décret N°2021-1383/PRES/PM/MEFP du 31 décembre 2021 portant réglementation générale des PPD exécutés au Burkina Faso.

Ce classement permettra au projet d'avoir une bonne autonomie dans la passation et la gestion des contrats s'il est admis que la passation des marchés peut plomber la mise en œuvre du projet au regard de sa complexité et de sa lourdeur.

Cependant, considérant que l'équipe de gestion de la passation des marchés du projet sera nouvellement recrutée, son expérience pratique des dossiers de passation des marchés selon les procédures de la Banque mondiale n'est pas encore prouvée. Elle aura une capacité limitée au premier moment de la vie du projet.

Aussi pour une meilleure mise en œuvre des procédures de planification, de passation et d'exécution des marchés de projets sous financement de la Banque mondiale, il est recommandé de recruter de manière concurrentielle un spécialiste de la passation de marchés doté d'une bonne expérience en matière de passation de marchés de grand travaux et d'élaboration de contrat complexe ainsi que son assistant.

Par ailleurs, le projet devra recruter dans les mêmes conditions un assistant en passation des marchés pour appuyer le SPM.

1) Passation des marchés

La passation des marchés sera exécutée en conformité avec les procédures de la BM et du décret N°2021-1383/PRES/PM/MEFP du 31 décembre 2021 portant réglementation générale des PPD exécutés au Burkina Faso.

Les méthodes de passation de marchés à utiliser sont celles de la Banque mondiale et tout autre méthode acceptée par la Banque.

2) Gestion des contrats

La gestion des contrats est assurée à travers la mise en place de plusieurs outils.

Gestion au quotidien : les service passation des marchés du REPAIR opère un suivi quotidien avec l'appui des services techniques du ministère. Ce suivi est réalisé à travers le plan de passation des marchés.

Gestion hebdomadaire : des fiches de suivi des différents chantiers du REPAIR seront élaborées et transmises aux missions de contrôle qui doivent les renseigner. Ces fiches permettent de :

- avoir la situation exacte de l'évolution du chantier (technique et financière) ;
- les problèmes rencontrés et les solutions trouvées ou à chercher ;
- les actions futures à réaliser.

Ce suivi hebdomadaire est réalisé avec l'assistance des structures techniques qui suivent chaque mission.

Une rencontre hebdomadaire est tenue au niveau du REPAIR aux fins de tenir le Chef du projet informé de l'état d'avancement des activités.

Le mécanisme mise en place dans le cadre de la gestion des contrats devra permettre :

- de se conformer aux différentes directives en matière de passation des marchés ;
- d'avoir une approche pro active des éventuels litiges contractuels ;
- de mettre à jour les estimations de coûts au besoin ;
- d'assurer des paiements en temps opportun aux entreprises et suivre l'exécution financière ;
- d'assurer l'archivage à date de toutes les étapes du processus de passation des marchés dans STEP, etc.

Le projet bénéficiera de l'appui des services d'autres partenaires et prestataires intervenant dans le cadre du projet. Si nécessaire, une assistance ponctuelle externe pourra être mise en place pour effectuer des tâches spécifiques de la passation des marchés.

2.3.3 Systèmes de gestion des plaintes et de résolutions de conflits

Une plainte est un recours introduit par une personne physique ou morale qui s'est senti lésée lors d'une action ou d'une situation touchant directement son intérêt d'ordre matériel, financier ou moral et leurs droits. La plainte peut survenir à toutes les étapes de passation de marchés (du DAO, de l'attribution du marché et de l'exécution) et doit être déposée par écrit avec généralement, copie faite à la banque. Une plainte peut être liée à n'importe quel aspect des activités financées par le projet (passation des marchés, modalités de paiements, etc.).

L'UGP enregistre les plaintes et les traite prioritairement à travers des réponses appropriées conformément aux prescriptions du DAO et les autres documents y afférent. En cas de non satisfaction par rapport aux réponses données, le plaignant a le droit de faire un recours soit auprès :

- de la Banque mondiale conformément aux dispositions du contrat en respect du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) 7ème édition septembre 2025». Notamment en son annexe III (Plaintes relatives à la passation des marchés) ;
- de l'Autorité de Régulation de la Commande Publique (ARCOP) à travers l'Organe de Règlement des Différends (ORD) et ce conformément aux dispositions du décret n°2024-1695/PRS/PM du 31/12/2024 portant attributions, organisation et fonctionnement de

l'Autorité de Régulation de la Commande Publique ainsi que l'ensemble des textes qui en découlent. Les règles de saisine de l'ORD y sont clairement définies ;

- des tribunaux administratifs en cas de non satisfaction de la décision rendue par l'ORD ;

- d'instances internationales d'arbitrage et de conciliation (Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (CNUDCI), Chambre de Commerce internationale) ou du Centre d'Arbitrage de Médiation et de Conciliation de Ouagadougou (CAMCO) pour un recours à l'arbitrage conformément aux clauses incluses dans le contrat.

2.3.4 Besoin d'accompagnement / d'assistance

L'analyse « Strenghts, Weaknesses, Opportunities and Threats » (SWOT) ci-dessous prouve la capacité relative des acteurs de la passation des marchés. Il est apparu donc un besoin en renforcement des capacités par :

- Le recrutement d'un Spécialiste en passation des marchés au profit du projet ;
- La formation des organes et des acteurs de la chaîne de passation des marchés (DMP, DGCMEF, DGF, structures techniques) en procédure de la Banque Mondiale ;
- La mise en place de points focaux au niveau de la DMP/ MEBAPLN, de la DCMEF/MEBAPLN, afin de facilité le traitement des dossiers du projet ;
- Un(e) assistant(e) en passation des marchés.

Le renforcement de la capacité sur les procédures de passation de marchés de la Banque mondiale de la DMP/MEBAPLN, de la DCMEF/MEBAPLN, et des autres acteurs intervenant dans la passation des marchés du REPAIR avec des cours de formation externes.

Au regard de ce qui précède, la matrice ci-dessous classifie les principaux aspects de risques susceptibles d'affecter la mise en œuvre des activités de passation des marchés du Projet ainsi que les forces et opportunités pouvant servir de levier.

Tableau 3 : Positionnement du projet dans le contexte du marché

FORCES	FAIBLESSES
1. Cadre juridique et réglementaire de passation de marchés existant ; 2. Mise en place des organes de passation des marchés conformes aux standards ; 3. Dossiers types nationaux de passation des marchés de travaux et de fournitures sont acceptables sous réserve ; 4. REPAIR va disposer des ressources financières, humaines et de la logistique nécessaire pour coordonner les activités du projet et assurer la gestion du projet 5. Systèmes de gestion des plaintes et de résolutions de conflits existant ; 6. Expériences du MEBAPLN dans les travaux similaires ; 7. Expérience des structures opérationnelles (SP/PSDEBS, DGAEP, ST-ESU, DGQEP, DGEC-EPPNF,	1. Faible maîtrise des procédures de passation de marchés de l'IDA par les acteurs de l'administration en charge du processus (DMP/ MEBAPLN, DCMEF/ MEBAPLNUEP, et la Commission d'attribution et de réception des marchés); 2. Faible maitrise des techniques d'élaboration des TDR/spécifications techniques par certaines structures centrales impliquées dans la mise en œuvre du projet ; 3. Manque d'organisation et/ou défaillance de certains prestataires ; 4. Retards dans le processus de passation des marchés.

DGESS, DGACEVS, DSI, DGENF, etc) dans la gestion de situations similaires au projet ; 8. Maitrise des techniques d'élaboration des TDR/spécifications techniques par structures centrales impliquées dans la mise en œuvre des activités du secteur de l'éducation.	
OPPORTUNITES	**MENACES**
1. Assistance technique et accompagnement en passation de marchés du bureau de la Banque mondiale ; 2. Opportunité de renforcement de capacités des organes et des acteurs de la chaîne de passation des marchés ; 3. Expérience existante des prestataires locaux qualifiés dans différentes catégories de marchés (fournitures, travaux et prestations intellectuelles) ; 4. Accompagnement du Ministère de tutelle. 5. Mise en place de points focaux au niveau de la DMP/MEBAPLN, de la DCMEF/MEBAPLN afin de facilité le traitement des dossiers du projet 6. Utilisation d'outils de supervision par géolocalisation comme GEMS pour le suivi à distance des zones à risque sécuritaire élevé ; 7. La mise en place par les communautés bénéficiaires de comités chargés d'assurer le suivi des opérations de construction – qui devrait contribuer à l'assurance qualité continue pendant la construction des l'infrastructures 8. Assistance ponctuelle en passation des marchés au regard de la complexité de certains gros dossiers et aide au management des contrats en cas de besoin.	1. Les longs délais de passation des marchés à fort impact ; 2. Non-respect des délais d'exécution des contrats au regard de la crise sécuritaire ; 3. Faiblesse dans le suivi de l'exécution des marchés/contrats ; 4. Non-respect des engagements contractuels du fait de la défaillance des entreprises ; 5. Revendications sociales et corporatives créant des perturbations de la mise en œuvre de la passation des marchés ; 6. Insécurité dans certaines zones d'intervention du projet compromettant l'exécution des activités ; 7. Difficulté de mise en œuvre de certaines technologies et d'innovations dans le secteur de l'éducation

Conclusions clés

L'existence d'un cadre institutionnel et règlementaire, prenant en compte les acteurs étatiques est de nature à favoriser la mise en œuvre efficace et efficiente du projet.

La passation des marchés s'appuiera donc sur le dispositif règlementaire de la Banque mondiale tout en faisant usage des procédures du Burkina Faso pour autant qu'elles ne dérogent pas aux principes de la Banque.

Cependant au regard de la capacité limitée des acteurs institutionnels de la passation des marchés il est recommandé de renforcer urgemment les compétences de ces intervenants avec la possibilité d'utilisation de consultants en temps partiel pour effectuer des tâches spécifiques de la passation.

III. ETUDE ET ANALYSE DE MARCHE

Comme ci-dessus indiqué, les activités dont la mise en œuvre est réalisée à travers la passation des marchés est de la responsabilité de REPAIR.

3.1 Activités du REPAIR faisant objet de contrat

La Banque est tenue par ses Statuts, de « prendre les dispositions pour assurer que les sommes provenant de tout prêt soient consacrées exclusivement aux objets pour lesquels le prêt a été accordé, en tenant dûment compte des considérations d'économie, de rendement, et sans laisser intervenir des influences ou considérations politiques ou extra-économiques ». Conformément à cette exigence et à d'autres règles applicables de la Banque, la Banque exige que les opérations financées, en tout ou en partie, par la Banque, respectent les procédures édictées dans l'accord de financement et ses annexes.
Dans le cadre de la mise en œuvre du REPAIR, il est prévu quarante-trois (43) process pour réaliser les activités du projet à travers la passation des marchés et la mise en œuvre. D'un coût total global estimatif de 115 805 802 000 **F CFA soit** 190 995 251 **USD** (Voir détail en annexe 1). Les activités à mettre en œuvre à travers la passation des marchés s'élève à environ 167 050 220 **USD** soit **87,46%** du coût global du projet. La répartition par catégories de marchés est donnée dans le tableau ci-après.

Tableau 4 : Répartition par catégories de marchés

Libellé	Montant en F CFA	Montant en Dollar	Ratio
Total Travaux	68 278 961 000	112 610 230	67,41%
Total Biens et services	28 848 613 000	47 579 063	28,48%
Total Consultants	4 159 986 000	6 860 927	4,11%
TOTAL PASSATION REPAIR	**101 287 560 000**	**167 050 220**	**100,00%**

Le ratio = % par rapport au montant total des marchés prévus

3.2 L'analyse de Pareto sur les activités du REPAIR

On note que les marchés à passer durant la période d'exécution du Projet qui est de quatre (04) ans représentent environ **101 287 560 000** F CFA soit **167 050 220** dollars USD soit 87,46 % du coût global du projet estimé à 190 995 251 USD.

Strictly Confidential

Selon l'analyse PARETO (20/80) du portefeuille d'achats, les activités dont le montant cumulé représentent environ 80% du montant total des marchés estimés du REPAIR sont celles sur lesquelles il faudra mettre l'accent car ayant un impact important sur les indicateurs globaux du projet. Leur réalisation diligente et efficace contribuera immanquablement à l'atteinte des objectifs du projet suivant l'analyse stricto sensu de Pareto.

Ainsi, l'analyse de Pareto (règle 80/20) appliquée au plan de passation des marchés du projet REPAIR identifie les **9 activités (20,93%)** représentant 189 167 784 USD soit **93,33%** conformément au tableau ci-après :

Tableau 5 : Liste des activités prioritaires

Rang	Description	Nature	Coût estimé (USD)	% cumulé
1	Travaux de construction de bâtiments scolaires 3-salles	Travaux	59 999 898	35,92%
2	Travaux de construction de complexes R+3	Travaux	39 360 355	59,48%
3	Acquisition manuels et de guides scolaires du primaires	Fourniture	15 603 205	68,82%
4	Acquisition de cahiers d'exercice du primaire (CP1 à CM2) et des guides des enseignants du primaire (CP1 à CM2)	Fourniture	11 530 366	75,72%
5	Réaliser des travaux de construction des Centres d'Eveil et d'Education Préscolaire (CEEP)	Travaux	7 999 987	80,51%
6	Reproduction des manuels et des guide du bilingue	Fourniture	6 302 918	84,28%
7	Recruter des bureaux pour le suivi-contrôle des travaux de construction des infrastructures éducatives	Consultant	5 630 511	87,65%
8	Travaux de réhabilitation des écoles	Travaux	5 249 991	90,80%
9	Doter en tables -bancs les écoles réouvertes dans les zones reconquises et les établissements hôtes	Fourniture	4 316 852	93,38%

Ces 9 marchés sont les contrats prioritaires faisant l'objet d'une stratégie d'approvisionnement détaillée dans la section V du présent PPSD.

L'analyse a permis d'identifier les marchés spécifiques du projet pour lesquels le cumul des montants en termes de valeur permettrait d'atteindre 80% du montant total de l'ensemble des marchés explicitement identifiés pour la mise en œuvre du Projet.

Tableau 6 : Synthèse des processus de passations des marchés

Processus %		Libellé	Montant en F CFA	Montant en USD	% en montant
20,93%	**9**	**Paréto 80%**	**94 583 892 000**	**155 994 082**	**93,38%**

Strictly Confidential

44,44%	4	*Travaux*	**68 278 961 000**	*112 610 230,40*	72,19%
44,44%	4	*Biens et services*	**22 890 983 000**	*37 753 340,59*	24,20%
11,11%	1	*Consultants*	**3 413 948 000**	*5 630 511,44*	3,61%
79,07%	**34**	**Autres (20%)**	**6 703 668 000**	**11 056 137,75**	**6,62%**
0,00%	0	*Travaux*	**0**	*0,00*	0,00%
58,82%	20	*Biens et services*	**5 957 630 000**	*9 825 721,97*	88,87%
41,18%	14	*Consultants*	**746 038 000**	*1 230 415,78*	11,13%
100,00%	**43**	**TOTAL**	**101 287 560 000**	**167 050 220**	**100,00%**

Pour les besoins de l'analyse, l'examen de la criticité des processus concernera tous les marchés.

3.3 Etude du marché et méthodes de sélection

De l'examen de la catégorisation des marchés, il ressort que les neuf (09) processus clés (20,93% des activités) dont la valeur totale cumulée atteint 93,33% du montant total des processus de passation des marchés, constituent les marchés prioritaires

Le reste d'une valeur de 6,61% comporte environ 34 processus.

	Marchés de Travaux

Pour l'ensemble des marchés de travaux de cette nature, passé par le ministère, l'expérience montre que les entreprises locales ont la capacité technique et financière pour les exécuter et seront très compétitives et susceptibles de répondre aux appels d'offres.

Cependant, certains problèmes ont été rencontrés dont :

- Incapacités à achever l'exécution rendant ainsi problématique le respect des clauses contractuelles notamment les délais. Ces incapacités sont consécutives à leur niveau réel d'engagement financier auprès des institutions financières.
- Insécurité avérée dans certaines zones de réhabilitation des infrastructures.

En termes d'atténuation de ces risques dans le processus de mise en œuvre des marchés, une attention particulière sera faite sur les critères des post qualification pendant la préparation du dossier d'appel d'offres qui devrai intégrer les aspects de :

- Examen et vérification du niveau réel d'engagement financier des entreprises auprès des institutions financières ;

Strictly Confidential

- Veiller à la mise en œuvre de mesure adapté à la passation des marchés en situation d'urgence tel que la fourniture de plan de sécurité par l'entreprise et en prévoir une provision à cet effet lors de l'élaboration des DAO ;
- Former les personnes chargées du suivi de l'exécution des marchés.
- Vérifier la qualité et l'existence du matériel
- Etc.

Cependant, en considération du volume des travaux (04 gros processus) qui s'élève à la somme globale de 68 278 961 000 francs CFA soit 136 557 922 USD, la compétence nationale est disponible.

Aussi, le recours à l'appel d'offres national permettra de réaliser des économies d'échelle d'une part et d'être diligent. Par ailleurs, on pourra avoir également recours aux procédures restreintes et/où à l'entente directe pour les travaux à forts impacts et dont la réalisation en zone d'insécurité se veut urgente et auxquelles une attention particulière du gouvernement y est fortement attachée notamment la réalisation des travaux de construction des R+3.
Pour les 03 autres type de travaux (*construction de bâtiments scolaires 3-salles ; construction des CEEP et les réhabilitations des écoles)*, l'expérience réussie d'autres projets telle que le PUDTR et la PAAQE montre que tenant compte de l'insécurité, un meilleur allotissement et une utilisation des flexibilités dans le choix des méthodes et la participation des entreprises locales sont des facteurs importants dans la réussite des travaux.

	Marchés de consultants

En ce qui concerne les marchés de consultants, ils sont constitués essentiellement d'un (01) gros processus de missions d'études et de contrôle d'un montant global de 3 413 948 000 francs CFA. Pour ces marchés d'étude et de contrôle, les compétences existent au niveau national et sous régional.
On dénombre plus de 90 bureaux et plus de 350 consultants individuels inscrit au tableau de l'ordre des ingénieurs en génie civil du Burkina Faso, édition 2024.

Cependant, une attention particulière doit être faite pour les contrats des missions de contrôle et surveillance (MDC) quant à :

- Leur responsabilité à bien contrôler les travaux afin qu'ils soient exécutés dans les délais et dans les règles de l'art. Des clauses devraient être intégrer dans les contrats des MDC à cette fin.
- La présence effective des membres de l'équipe de la MDC et de l'entreprise.

Pour les bureaux d'études chargés des études techniques, les études devront être réalisées dans les règles de l'art. Le maitre d'ouvrage devra veiller à mettre en œuvre les sanctions en cas de faute.

	Marchés de Fournitures

Strictly Confidential

Pour la catégorie de matériels informatiques et bureautiques, matériel et mobiliers de bureau, véhicules et de serveur, le marché local est bien fourni.
En effet, le marché du matériel roulant est dominé par des concessionnaires de grands groupes internationaux dans la sous-région parmi lesquels on peut citer : CFAO Motors, Africa Motors, DIACFA Automobiles, SEA-B.
Pour l'Acquisition de matériels informatiques et bureautiques, de matériel et mobilier de bureau, il existe une multitude de fournisseurs locaux compétents.

Pour l'acquisition de manuels et guides l'appel à concurrence se fera sur la base du dossier type de la Banque mondiale en matière de fournitures de manuel scolaires et documents éducatifs, le marché national. Se fondant sur l'expérience du PEPP, du PAAQE, il existe des prestataires qualifiés au niveau national, sous régional et international. Toutefois, il est important d'exercer une surveillance rapprochée au regard de la sensibilité du domaine. En effet, ces fournitures y compris les kits solaires devront être disponibles pour chaque rentrée scolaire en octobre ; il conviendra donc de privilégier un accord cadre multi attributaires vu la récurrence de l'activité. L'accord cadre pourrait être signé directement avec les entreprises déjà expérimentés pour permettre la célérité et respecter ainsi les délais de la rentrée scolaire. Parmi les prestataires qualifiés dans le domaine, on peut noter :

- G.I.B-C.A.C. I- B ;
- IAG SA ;
- ALBATROS AFRIQUE SARL ;
- INTER GRAPHIC ;
- ALBATROS AFRIQUE SARL ;
- NIDAP IMPRIMERIE ;
- etc.

Par ailleurs, en considérant l'expérience vécue dans le cadre du PAAQE et d'autres partenaires techniques et ONG intervenants dans les domaines spécifiques, il est recommandé de veiller à une bonne définition des spécifications techniques par les services techniques compétents et l'usage d'approche de marché plus adaptées afin d'éviter d'acquérir des fournitures non adaptées.

	Protocole

Considérant la nécessité de réaliser les travaux de construction de complexes scolaires R+3 dans les délais, il est recommandé de confier la réalisation des études de sol, l'approbation des plans d'exécution ainsi que le contrôle de qualité des matériaux directement au Laboratoire National de Bâtiments et Travaux Publics (LNBTP). En effet, ces fonctions qui font partie des missions régalienne du LNBTP, sont généralement sous-traitées par les entreprises et les missions de contrôle.

	Formations

Elles seront réalisées sur la base d'un plan annuel de formation approuvée et qui définira le cadre général des activités de formation pour l'année. Le plan détaillé

Strictly Confidential

et les termes de référence indiquant la nature de la formation, le nombre de participants, la durée, les mois de travail, le calendrier et le coût estimé seront soumis à l'IDA pour examen et approbation avant d'entamer le processus.

Conclusions clés
Il ressort de l'analyse basée sur le principe de PARETO que la maîtrise de la passation et l'exécution des marchés prioritaires est essentielle pour la réussite du Projet.
A cet effet, une attention particulière devra être portée sur les processus de passation de 09 gros marchés (*20,93% des marché*) dont le montant atteint 155 994 082 USD soit en 93,33% de l'ensemble du PPM du projet.

Il ressort de l'étude du marché que sur le plan national, le Burkina dispose de potentialités pour chaque catégorie de marché.

IV. ANALYSE DES RISQUES LIES A LA PASSATION DE MARCHES

En considération du positionnement du projet dans le contexte de marchés (voir tableau 2), la bonne exécution du Projet est conditionnée fondamentalement à la qualité de la passation et de l'exécution des marchés. Pour cela, l'identification des risques liés à la passation des marchés et les mesures d'atténuation qui s'en suivent revêtent une importance capitale. Ces risques seront analysés sous plusieurs angles.

4.1 Risques liés au cadre institutionnel et procédurale

Le REPAIR bénéficie de l'existence d'un cadre juridique national jugé satisfaisant par la Banque mondiale.

L'application des procédures et des dossiers types de la Banque mondiale est obligatoire.

Aussi, l'utilisation de procédures de la banque permettra de :
- réduire les délais de passation des marchés ;
- relever les seuils de revue préalable ;
- relever les seuils des demandes de cotation ;
- faciliter le recours à la sélection directe (entente directe ou gré à gré) ;
- recourir si nécessaire à l'équipe de la banque pour un appui renforcé en matière de passation des marchés.

Même si des procédures allégées sont autorisées par l'accord de financement, ceci n'annule pas de facto l'intervention des institutions citées plus haut car les règles de la Banque n'imposent pas le cadre institutionnel. Par conséquent les risques de retard ne seront pas éliminés.

Strictly Confidential

Afin d'y remédier le projet veillera à la mise en œuvre de la recommandation formulée lors de l'évaluation du projet.

(i) recruter suivant appel à concurrence un spécialiste en passation de marchés et son assistant qui se consacreront au projet avant la mise en œuvre du projet ;

(ii) renforcer les compétences du personnel de la DMP/MEBAPLN, DCMEF/MEBAPLN, DGF/ MEBAPLN ainsi que des membres des commissions d'appel à concurrence en matière de passation des marchés selon les procédures Banque mondiale.

4.2 Risques liés à la disponibilité du service

Les services requis nécessitent la disponibilité de prestataires hautement expérimentés et disposés au regard du caractère du Projet notamment en ce qui concerne les acquisitions spécifiques.

4.3 Risques liés aux aspects techniques

Les principaux risques liés aux aspects techniques sont l'inexpérience en matière de prestataires dans les domaines innovants tel que la mise à disposition de ressources numériques pédagogiques, les équipements des apprenants handicapés et les équipements de l'éducation en situation d'urgence.

4.4 Risques liés à l'insécurité dans certaines zones d'intervention du Projet

L'insécurité n'étant pas encore enrayée, il est recommandé le recours aux mesures d'urgence pour les marchés qui seront mis en œuvre dans les zones à fort défit sécuritaire.

Par ailleurs le recrutement d'un expert en sécurité au sein de l'unité de projet pourra être le point de liaison entre le projet et les Force de défenses et de sécurité du pays.

4.5 Risques liés aux procédures de paiement

Le retard des paiements a pour effet de retarder la mise en œuvre des activités. Le manuel de procédures administratives, financières et comptables devrait y intégrer un référentiel de délais de paiement.

4.6 Risques liés aux processus de la passation

Strictly Confidential

Au-delà des risques globaux ci-dessus précisés, l'analyse et la gestion des risques liés directement à la passation des marchés sont présentés ci-après.

Tableau 7 : Risque et mesures d'atténuation

N° d'ordre	Description du risque	Description des mesures d'atténuation	Détenteur du risque
01	Capacité limitée de procéder à des achats d'urgence	Former la DGF, la DMP, la DCMEF du MEBAPLN sur le nouveau cadre de passation des marchés de la Banque mondiale	Client
02	Lenteur dans les procédures	Examiner et autoriser l'approbation de la passation de marchés dans les délais prescrits par le manuel de procédure	Client
03	Faible attractivité du marché local	Procéder à une publication internationale afin d'attirer des compétences internationales	Client
04	Retard dans l'exécution des prestations	Mettre en place un dispositif de suivi de l'exécution des contrats au sein des structures bénéficiaires pour un suivi rapproché des activités et la vérification du niveau réel d'engagement financier des entreprises auprès des institutions financières au moment de l'attribution du marché	Unité de coordination du projet/prestataires
05	Longs délais pour la passation des marchés	Prendre des mesures d'allègement des procédures de passation de marchés et les inclure dans le manuel de procédures : entente directe , consultation restreinte, relèvement du seuil des demandes de cotation et recours aux contrats cadres	Client
06	Mauvaise description des spécifications techniques/ TDRs lors du montage du Dossier d'appel à la concurrence	Impliquer les **services techniques compétents** dans la description des spécifications techniques lors du montage du dossier.	Client
07	La mauvaise description des tâches requises lors du montage des DAO Travaux	Veiller à une meilleure validation des APD et des projets de DAO produits par les bureaux d'études par le Comité de suivi et de validation conformément à la réglementation générale des marchés publics et des délégations de service. S'assurer de la mise à jour de l'APD au moment du lancement du DAO et que la réalité sur le terrain n'a pas changé entre temps.	Unité de coordination du projet
08	Qualité des livrables des études et des fournitures	Impliquer fortement les techniciens des structures bénéficiaires tout au long du processus de passation et d'exécution des marchés	Client/prestataire

Strictly Confidential

N° d'ordre	Description du risque	Description des mesures d'atténuation	Détenteur du risque
		Ne plus inclure sur la liste restreinte des cabinets dont les rapports n'ont pas été jugés acceptables	
09	Indisponibilité des sites pour la réalisation des infrastructures	Mettre en œuvre une ingénierie sociale pour identifier de façon consensuelle les sites de réalisation des infrastructures et les sécuriser par un acte formel	Client
10	Difficultés d'accès aux sites	Impliquer les bénéficiaires dans le choix des sites	Client
11	Problème foncier	Réaliser une bonne étude environnementale et sociale	Unité de gestion du projet /Spécialiste en sauvegarde sociale et environnementale
12	Insuffisance du budget prévisionnel du marché	Conformer les dossiers techniques au montant prévisionnel	Client
13	Retard dans l'élaboration ou la validation des TDR et des spécifications techniques	• Élaboration des TDR dès l'approbation du PPM ; • Recourir à la Banque mondiale pour disposer de modèles de TDR ; • Recourir, si nécessaire, à des consultants en cas de manque d'expertise dans un domaine spécifique donné ; Procéder à un suivi régulier du niveau de mise en œuvre du PPM.	UCP (Dès approbation du PPM)
14	Qualité des TDR/Spécifications techniques	Assister les structures bénéficiaires dans l'élaboration des TDR ● Assurer la revue qualité au sein de l'UCP des TDR élaborés par les bénéficiaires	Structures de mise en œuvre des activités techniques et l'Unité de coordination du projet
16	Faible attraction aux appels à concurrence dû surtout au regroupement et d'allotissement	● Regrouper les marchés de manière appropriée afin qu'ils puissent être attractif pour les firmes étrangères	Client/IDA
15	Long processus de passation de marchés en dessous du seuil de revue de l'IDA	• Respecter les dispositions sur les délais de réponse indiqués dans l'arrêté 2017-389/MINEFID/CAB du 15 septembre 2017 • Mettre en place un mécanisme de gestion et de suivi des marchés • Anticiper le processus de passation des marchés	Structures du client chargées du processus de passation des marchés

Strictly Confidential

N° d'ordre	Description du risque	Description des mesures d'atténuation	Détenteur du risque
		• Mettre en œuvre la délégation de responsabilité d'attribution des marchés au DMP	
17	Le retard dans le paiement des factures des fournisseurs	• Fixer des délais de paiement dans le manuel de procédures. Mettre en place un mécanisme de suivi desdits délais.	Client
18	Le retard dans le délai de livraison	• S'assurer en amont de la capacité technique et financière du fournisseur à pouvoir livrer les fournitures ou les biens. • Mettre en place un mécanisme efficace de suivi et de gestion des contrats. • Former les personnes chargées du suivi de l'exécution des marchés. Appliquer les pénalités de retard de livraison du code de passation des marchés publics.	Fournisseur/Client
19	Défaillance de certains prestataires dans l'exécution des contrats	• Mettre en place des commissions de sélection composées de spécialiste du domaine • Respecter les clauses des contrats en matière de résiliation Consulter les entreprises reconnues performante dans d'autres projets similaires	Unité de coordination du projet et les communes
20	Qualité des travaux ne respectant pas les normes du dossier d'appel à concurrence.	• Exiger selon le cas dans le dossier d'appel à concurrence la visite du site des travaux, la capacité technique et financière à exécuter les travaux. • Mettre en place un mécanisme de suivi de l'exécution des travaux rigoureux. Avoir un bureau de contrôle compétant et exiger un service d'assurance qualité de l'entreprise	Entreprise/UCP
21	Approbation tardive des plans d'exécution des constructions par le laboratoire national du bâtiment et des travaux publics (LNBTP)	S'assurer que les plans d'exécution des constructions ont été approuvés par le laboratoire national du bâtiment et des travaux publics (LNBTP) avant la notification du début effectif des travaux	Bureau d'étude/Unité de gestion du projet
22	Qualité des résultats de l'étude ne respectant pas les termes de référence	Mettre en place un comité de suivi de l'étude avec un mandat clairement défini et des séquences de validation.	UCP

Strictly Confidential

N° d'ordre	Description du risque	Description des mesures d'atténuation	Détenteur du risque
23	Mauvaise Compétence du Consultant	Veiller à la bonne évaluation technique de la proposition technique	Client
24	Rareté du ciment et autres matériaux	Prendre des mesures pour qu'en cas de rareté prolongée du ciment et autres matériaux au niveau national, les entreprises ne soient pas pénalisées (Ordre de service de suspension, etc.)	UGP
25	Risque sécuritaire	Prendre des mesures sécuritaires et recourir aux entreprises locales dans la passation des marchés	Client

Strictly Confidential

Tableau 8 : Responsabilité des principaux acteurs de la chaîne de passation des marchés

Acteur	Intérêt	Objectif
Ministères (Directions / Services techniques)	Responsabilité	• Elaboration et examen des TDR et des spécifications techniques ; • Suivi technique de l'exécution des marchés ; • Participation aux évaluations des offres ; • Validation des rapports (livrables); • Participation aux réceptions (Travaux, Fournitures).
UCP	Responsabilité	• Planification de la passation des marchés ; • Coordination de toutes les activités de passation de marchés du projet ; • Préparation des dossiers de passation des marchés ; • Recours aux avis de la DMP en collaboration avec le SPM du projet ; • Organisation de l'ouverture des offres en collaboration avec la DMP du MEBAPLN ; • Organisation de l'ouverture et évaluation des offres en collaboration avec les Services concernés ; • Conformité du processus de passation des marchés ; • Tenue des dossiers : classement et archivage ; • Elaboration de rapports sur la passation des marchés ; • Organisation des réceptions de marchés et ateliers de validation des rapports d'études ; • Suivi du niveau d'exécution des procédures et marchés ; • Elaborer les notifications d'intention d'attributions ; • Elaborer les notifications d'attribution et les contrats ; • Contribuer à la gestion des plaintes et litiges.
DMP du MEBA-PLN	Responsabilité	• Organisation des ouvertures des offres ; • Constitution des Sous-Commission d'évaluation des offres (Désignation des membres) ; • Coordination des activités de passation des marchés avec les Directions du Ministère ; • Participation aux évaluations des offres ; • Elaborer les notifications d'attribution ; • Contribuer à la gestion des plaintes et litiges.
DMP/DCMEF	Responsabilité	• Si requis, examen préalable des dossiers et rapports de marchés ; • (l'avis de la DMP/DCMEF n'est pas requis pour les marchés pour lesquels l'examen préalable de la Banque est prévu) ; • Revues a posteriori des marchés ; • Publication des avis et résultats
ARCOP	Responsabilité	• Gestion et/ou traitement des recours pour les appels à concurrence nationale
Banque mondiale	Responsabilité	• Revue préalable des dossiers et marchés pour lesquels ses revues sont requises ; • Revues à postériori des marchés ; • Avis technique sur les dossiers de marché ; • Audits indépendants des marchés.

Strictly Confidential

Acteur	Intérêt	Objectif
Prestataires • Consultants • Fournisseurs • Entreprises	Responsabilité	• Respect des dispositions du dossier d'appel à concurrence • Respect des clauses contractuelles • Professionnalisme

En vue de compléter l'analyse faite ci-dessus, il a été procédé à l'évaluation de la criticité des risques pour chacun des marchés envisagés.

Strictly Confidential

V. POSITIONNEMENT STRATEGIQUE DES ACHATS ET PRECONISATIONS DE STRATEGIES DE PASSATION DE MARCHES (MODALITÉS DE PASSATION DES MARCHÉS)

Les stratégies préférentielles qui vont être exposées découlent d'une analyse croisée des montants des marchés (considérés au regard du montant total des marchés pour le projet) avec le niveau de criticité de risques évalué.
La criticité correspond à la mesure combinée de la Probabilité et de l'Impact du risque sur le projet, tel que Criticité = Probabilité x Impact (l'échelle de mesure est de 1 à 4 pour chaque élément, de négligeable à très fort, avec une criticité résultante variant donc de 1 à 16).
Cette analyse permet de positionner les différents marchés en fonction du niveau de criticité :

L'échelle des risques calculés par la formule (P x I) est de 1 à 16.

Ces risques sont subdivisés en quatre natures :

1. **Les marchés à caractère stratégique (Risque critique)**, qui constitueront la priorité pour l'équipe projet et nécessiteront des approches achats favorisant les coopérations avec les entreprises. ***Risques critique (supérieur ou égale à 14) :*** *Plans de secours détaillés, Évaluation continue, régulière et détaillée du risque, Mise à l'essai des plans de secours et de réduction des risques de catastrophe*

2. **Les marchés de sécurisation (Risque élevé) ;** nécessitant une priorité de la stratégie d'achats vers la garantie d'un achat/approvisionnement livré en qualité et quantité dans les délais pour ne pas affecter le bon déroulement du projet. ***Risques élevés (compris entre 14 et 9)*** *: Plans de secours détaillés, Évaluation continue, régulière et détaillée du risque, Mise à l'essai des plans de secours et de réduction des risques de catastrophe.*

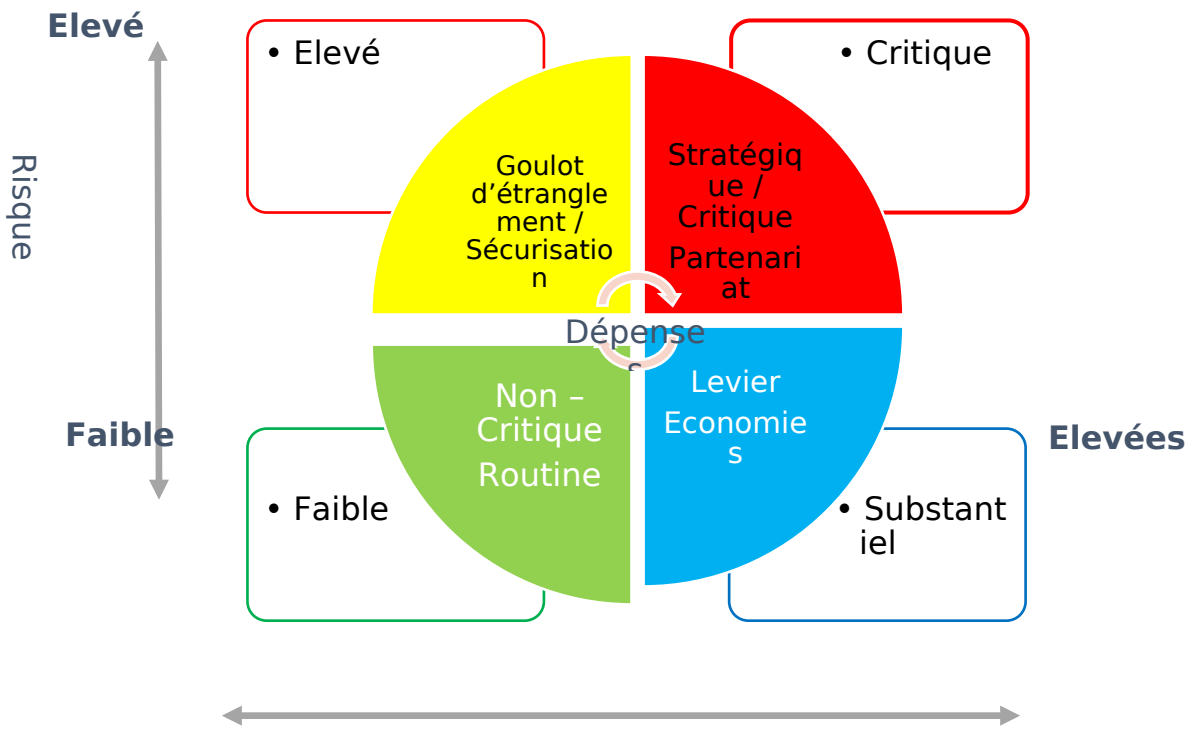
3. **Les marchés d'économies (Risque substantiel)**, sur lesquels les mises en concurrence des acteurs doivent permettre de réaliser des gains en termes de coût au bénéfice du projet. ***Risques substantielles (compris entre 9 et 6)*** *: Évaluation périodique du risque, Surveillance continue, Solutions de rechange et plans de secours définis.*

4. **Les marchés "non-critiques" (Risque faible ou modéré),** qui doivent pouvoir être traités simplement et efficacement en mobilisant un minimum de temps et de ressources au niveau de l'équipe projet. ***Risques modérés (inférieur à 6)*** *: Acceptation et surveillance des risques peu importants, Gestion selon la procédure classique si possible, Surveillance via les mécanismes internes de communication.*

Il est présenté ci-dessous l'état des marchés présentant les plus forts niveaux de criticité à certains des risques du projet (>14) et pour lesquels les mesures d'atténuation vont influer le plus sur les stratégies d'achats préconisées.

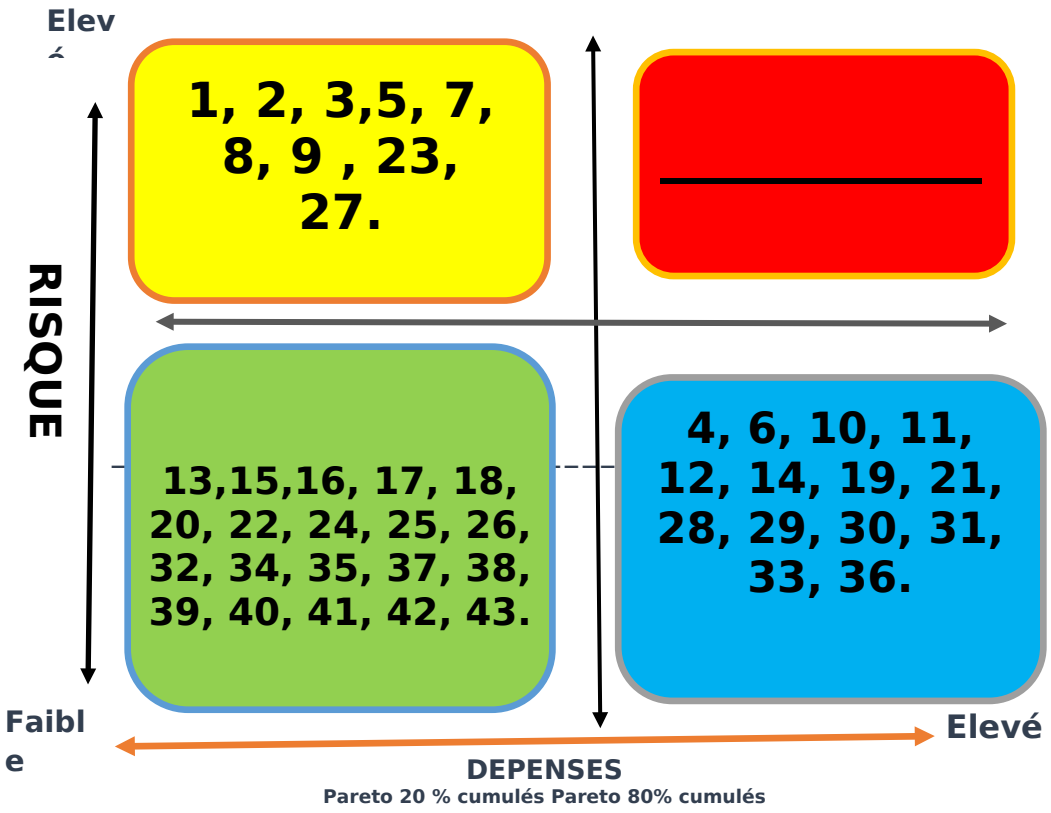
Strictly Confidential

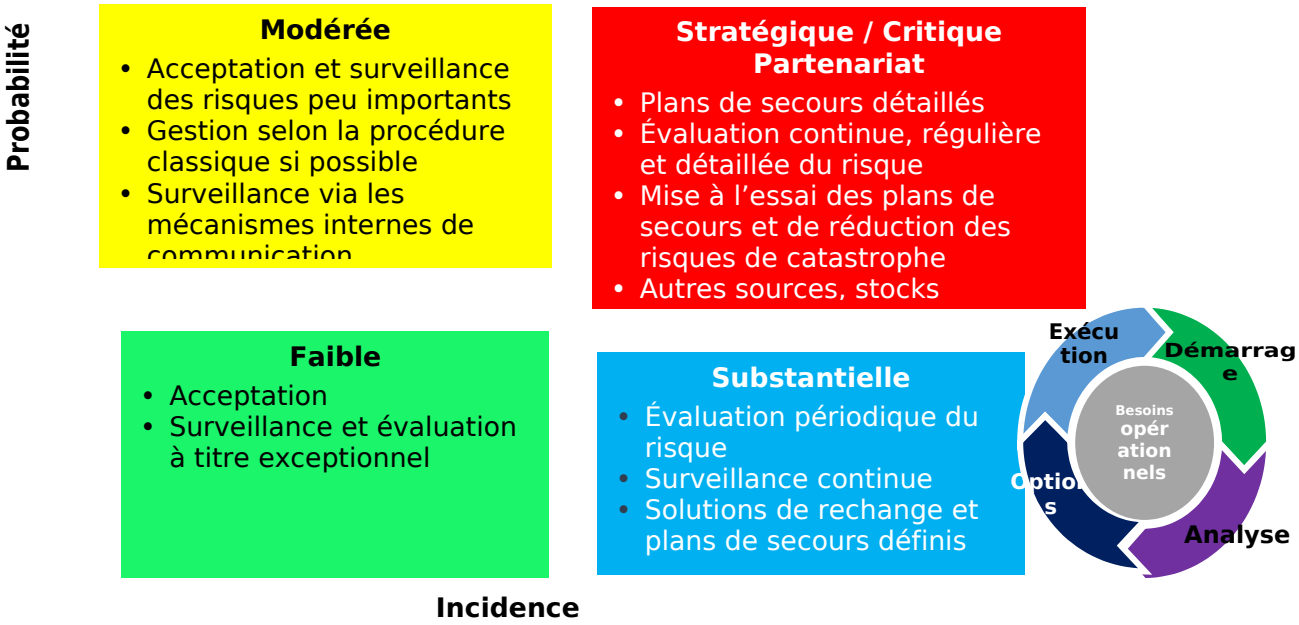
POSITIONNEMENT ACHAT



Strictly Confidential

Visualisation des marchés recensés du REPAIR





1. Engagement précoce

Strictly Confidential

Conformément à la clause 3.8 à 3.13 de l'annexe V du Règlement de la passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement de projets d'investissement (septième édition septembre 2025), tous les projets comportant des contrats avec mise en **concurrence internationale** dont le coût est estimé à 10 millions USD ou plus pour les travaux et 2 millions USD ou plus pour les fournitures donneront lieu à un Engagement précoce du marché pour chacun de ces contrats et incluront un résumé de l'approche prévue en matière d'Engagement précoce du marché dans la PPSD.

L'engagement précoce dans le cadre du REPAIR pourrait concerner cinq (05) accords cadre multi attributaires au regard de la récurrence des acquisitions spécifiques à l'éducation tout au long de la durée du projet qui nécessite une stratégie de passation adaptée pour rendre disponibles les fournitures et manuels à chaque début d'année scolaire fixé au mois d'octobre :

1. **Accord cadre** pour l'Acquisition manuels scolaires du primaires (CP1 au CM2) d'un montant de 15 603 205 USD (prévision pour toute la durée du projet) ;

2. **Accord cadre** pour l'Acquisition de cahiers d'exercice du primaire (CP1 à CM2) et des guides des enseignants du primaire (CP1 à CM2) d'un montant de 11 530 366 USD (prévision pour toute la durée du projet) ;

3. **Accord cadre** pour l'Acquisition et transport de manuels et des guides du bilingue d'un montant de 6 302 918 USD (prévision pour toute la durée du projet) ;

4. **Accord cadre** pour l'Acquisition et transport de kits scolaires les élèves déplacés internes et ceux des communautés hôtes vulnérables d'un montant de 3 955 806 USD (prévision pour toute la durée du projet) ;

5. **Accord cadre** pour l'Acquisition et transport de tables -bancs au profit des écoles ré ouvertes dans les zones reconquises et les établissements hôtes d'un montant de 4 316 852 USD (prévision pour toute la durée du projet).

L'engagement précoce a pour objectif :

- Mieux comprendre le marché (capacités, technologies, coûts, risques).
- Adapter la stratégie d'acquisition (arrangements contractuels, lots, délais, exigences).
- Assurer que l'appel d'offres ne crée pas de barrières à la concurrence.
- Réduire les risques de contestations et d'échecs de passation.

La Procédure pour mener un engagement précoce se décline comme suit :

Strictly Confidential

- Définir les objectifs de l'engagement précoce à travers une note conceptuelle ;
- Informer la Banque mondiale de la note conceptuelle d'engagement précoce ;
- Préparer et publier un Avis de Consultation du Marché sur STEP, site national officiel, plateforme du projet ;
- Organiser la consultation ;
- Consolider les résultats ;
- Ajuster la stratégie de passation (PPSD) ;
- Publier les informations non sensibles de l'engagement précoce ;
- Lancer la Procédure de Passation.

2. Aperçu sur les critères notés

La pondération pour REPAIR se fera comme suit au regard du caractère critique :

- Pour les **marchés à caractère « stratégic Security (Sécurité-Stratégique)**, le poids technique sera compris entre 60 et 100 % ;
- Pour les **marchés à caractère « Strategic Critical » (Risque élevé)**, le poids technique sera compris entre 50 et 80 % ;
- Pour les **marchés d'économies (Risque substantiel)**, le poids technique sera compris entre 10 et 40 % ;
- Pour les **marchés "non-critiques" (Risque faible ou modéré)**, le poids technique sera compris entre 20 et 30 %.

Les marchés à évaluation pondérés sont :

1) Accord cadre pour l'Acquisition manuels scolaires du primaires (CP1 au CM2) d'un montant de 15 603 205,00 USD (prévision pour toute la durée du projet) avec comme notation technique et financière à **60/40** compte tenu du risque élevé et au regard de l'importance des aspects techniques par rapport au coût financier.

2) Accord cadre pour l'Acquisition de cahiers d'exercice du primaire (CP1 à CM2) et des guides des enseignants du primaire (CP1 à CM2) d'un montant de 11 530 366 USD (prévision pour toute la durée du projet) avec comme notation technique et financière à **50/50** compte tenu du risque substantiel et au regard de l'importance du coût financier par rapport aux aspects techniques ;

3) Accord cadre pour l'Acquisition et transport de manuels et des guides du bilingue d'un montant de 6 302 918,00 USD (prévision pour toute la durée du projet) avec comme notation technique et financière à **50/50** compte tenu du risque substantiel et au regard de l'importance du coût financier par rapport aux aspects techniques ;

Strictly Confidential

4) Accord cadre pour l'Acquisition et transport de kits scolaires les élèves déplacés internes et ceux des communautés hôtes vulnérables d'un montant de 3 955 806,00 USD (prévision pour toute la durée du projet) avec comme notation technique et financière à **40/60** compte tenu du risque modéré et au regard de l'importance du coût financier par rapport aux aspects techniques ;

5) Accord cadre pour l'Acquisition et transport de tables -bancs au profit des écoles réouvertes dans les zones reconquises et les établissements hôtes d'un montant de 4 316 852,00 USD (prévision pour toute la durée du projet) avec comme notation technique et financière à **60/40** compte tenu du risque élevé et au regard de l'importance de la qualité de fabrication des tables bancs pliables sur le coût financier.

Les critères techniques sont les suivants :

a) Pour l'acquisition des manuels (1, 2 et 3)

Critère/Facteur	***Score maximum***
1. Contenu	*40*
2. Présentation et conception	*10*
3. Illustrations	*10*
3. Capacité à gérer les accords-cadres	*20*
4. Prestations similaires déjà exécutées	*10*
5. Organisation de livraison et délai d'exécution	*10*
Score total maximum	*100*

Une pondération technique élevée sera appliquée afin d'assurer la sélection d'entreprises qualifiées capables d'exécuter les marchés dans les délais requis. **Le seuil minimum technique : 80 points / 100**.

b) ***Pour l'acquisition de kits*** (4)

	Critères	**Notation**
1.	Respect des caractéristiques techniques	35
2.	Capacité à gérer les accords-cadres	25
3.	Planning de livraison et délai d'exécution	15
4.	Logistique	10
5.	Expériences spécifiques	15
	Total	**100**

Strictly Confidential

Le seuil minimum technique : **70 points / 100**

c) Pour l'acquisition et transport de tables -bancs

L'évaluation des offres pour l'acquisition et transport de tables -bancs au profit des écoles réouvertes dans les zones reconquises et les établissements hôtes sera basée sur une approche qualité-prix, avec une pondération technique dominante.

Les critères qui seront utilisés pour l'évaluation techniques sont :

	Critères	**Notation**
1.	Qualité de confection des table-banc pliable et biplaces (prescriptions techniques, prospectus et échantillon)	30
2.	Capacité à gérer les accords-cadres	25
3.	Capacité de production de table banc	20
4.	Organisation de livraison et délai d'exécution	10
5.	Expériences	15
	Total	**100**

Le seuil minimum technique : **80 points / 100.**

Strictly Confidential

VI. TYPES D'ARRANGEMENT RECOMMANDES

Faisant suite à l'évaluation du projet, le niveau de risque a été jugé substantiel par la Banque mondiale. Aussi, les seuils de passation se présente comme suit :

Tableau 09 : Seuils de méthodes applicables au REPAIR en USD

TRAVAUX, INSTALLATIONS INDUSTRIELLES, PPP			FOURNITURES, NON-CONSULTANTS, INFORMATIQUE			CONSULTANTS NATIONAUX		SQC
AO/AP International	AO National	Demande Cotation	AO/AP International	AO National	Demande Cotation	Services Consultants	Supervision	
>= 10M *	**< 10 M***	**<= 500 K**	**>= 2M****	**< 2M****	**<= 300 K**	**< 300 K**	**N/A**	**< 300 K**
*pour les risques faibles, modérés et substantiels sinon AOI/API >= 5M pour risque élevé			Pour les achats de véhicules et de carburant, les seuils peuvent être augmentés jusqu'à 500 K			< 300 K pour l'ingénierie et la supervision de construction		

NB : Entente Directe (quel que soit la méthode) : Pas de seuils

Strictly Confidential

L'analyse de positionnement des marchés ci-dessus montre que les marchés dont le cumul selon l'approche de paréto est de **93,33**% sont au nombre de 09 dont six (06) présentent un niveau de risque Elevé et trois (3) un niveau de risque Substantiel.

Les 34 autres dont le cumul est de **6,61**% ont un niveau de risque plus faible que substantiel et seront exécutés manière classique. Par conséquent, il n'est pas nécessaire de détailler ici l'approche spécifique de contractualisation. (Voir tableau ci-après)

Tableau 10 : Arrangements pour les marchés prioritaires

N°	Composante	Libellé	Nature	Montant en Francs CFA	Montant en Dollar US	Option préférentielle	Observations
Elevé							
1	**1**	Travaux de construction de bâtiments scolaires 3-salles	Travaux	36 379 738 000	59 999 898, 00	- *Appel d'offres National ouvert sans pré qualification /* - *Demande de cotations*	Cette activité est repartie sur toute la durée du projet et sera réalisée chaque année en fonction des sites disponibles et de la situation sécuritaire. Le montant inscrit est donc sur 4 ans. Un allotissement rationnel sera opérer en fonction des différents sites par un regroupement des sites les plus proches en lot
2	**1**	Travaux de construction de complexes R+3	Travaux	23 865 364 000	39 360 355,00	*Entente Directe Nationale*	Cette activité est repartie sur toute la durée du projet et sera réalisée chaque année en fonction des sites disponibles et de la situation sécuritaire. Le montant inscrit est donc sur 4 ans et concerne 20 sites (21 000 000 000 FCFA programmé pour la première année pour 15 sites) Des entreprises au niveau nationale ont été proposées par entente directe pour la réalisation de ces complexe dont la liste a été jointe, compte tenue de la précarité de la situation sécuritaire
3	**3**	Acquisition manuels scolaires du primaires (CP1 au CM2)	Fournitures	9 460 691 000	15 603 205,00	*Accord Cadre Multi attributaire sur 3 ans avec 5 à 7 Entreprises expérimentées*	Cette activité est repartie sur toute la durée du projet et sera réalisée chaque année. Le montant inscrit est donc sur 4 ans.

Strictly Confidential

							L' accord cadre multi attributaires est plus indiqué vu la récurrence de ces acquisitions tout au long de la durée du projet et le respect du calendrier scolaire dont la rentrée des classe est prévue pour début du mois d'octobre de chaque année
4	**1**	Réaliser les travaux de réalisation des Centres d'Eveil et d'Education Préscolaire (CEEP)	Travaux	4 850 632 000	7 999 987,00	*Appel d'offres National ouvert sans pré qualification*	Cette activité est repartie sur toute la durée du projet et sera réalisée chaque année en fonction des sites disponibles et de la situation sécuritaire. Le montant inscrit est donc sur 4 ans. Un allotissement rationnel sera opérer en fonction des différents sites par un regroupement des sites les plus proches en lot
5	**4**	Recruter des bureaux pour le suivi-contrôle des travaux de construction des infrastructures éducatives	Consultant	3 413 948 000	5 630 511,00	*SFQC Pondération : 80/20*	Cette activité inscrire comme telle dans le PRODOC est un regroupement de l'ensemble des missions de suivi contrôle des travaux du projet. Aussi, elle pourrait être scinder pour tenir compte des travaux à lancer au cas par cas. Le cas échéant, dans le cas d'une mission de faible montant, la SQC devra être privilégiée
6	**1**	Travaux de réhabilitation des écoles	Travaux	3 183 227 000	5 249 991,00	*Appel d'offres National ouvert sans pré qualification/ Demande de cotations*	Cette activité est repartie sur toute la durée du projet et sera réalisée chaque année en fonction des sites disponibles et de la situation sécuritaire. Le montant inscrit est donc sur 4 ans. Un allotissement rationnel sera opérer en fonction des différents sites par un regroupement des sites les plus proches en lot
Substantielle							
9	**3**	Acquisition de cahiers d'exercice du primaire (CP1 à CM2) et des guides des enseignants	Fournitures	6 991 207 000	11 530 366,00	*Accord Cadre Multi attributaire sur 3 ans avec 5 à 7 Entreprises expérimentées*	Cette activité est repartie sur toute la durée du projet et sera réalisée chaque année. Le montant inscrit est donc sur 4 ans.

		du primaire (CP1 à CM2)					L' accord cadre multi attributaires est plus indiqué vu la récurrence de ces acquisitions tout au long de la durée du projet et le respect du calendrier scolaire dont la rentrée des classe est prévue pour début du mois d'octobre de chaque année
10	**3**	Reproduction des manuels et des guide du bilingue	Fournitures	3 821 648 000	6 302 918,00	*Accord Cadre Multi attributaire sur 3 ans avec 5 à 7 Entreprises expérimentées*	Cette activité est repartie sur toute la durée du projet et sera réalisée chaque année. Le montant inscrit est donc sur 4 ans. L' accord cadre multi attributaires est plus indiqué vu la récurrence de ces acquisitions tout au long de la durée du projet et le respect du calendrier scolaire dont la rentrée des classe est prévue pour début du mois d'octobre de chaque année
23	2	Doter en tables -bancs les écoles réouvertes dans les zones reconquises et les établissements hôtes	Fourniture	2 617 437 000	4 316 852,00	*Accord Cadre Multi attributaire sur 3 ans avec 5 à 7 Entreprises expérimentées*	Cette activité est repartie sur toute la durée du projet et sera réalisée chaque année. Le montant inscrit est donc sur 4 ans. L' accord cadre multi attributaires est plus indiqué vu la récurrence de ces acquisitions tout au long de la durée du projet et le respect du calendrier scolaire dont la rentrée des classe est prévue pour début du mois d'octobre de chaque année

Source : Construit sur la base des données du PRODOC du REPAIR

Les mécanismes de stratégie de passation pour chaque activité critique

Au regard de l'objectif de développement poursuivi dans le cadre de ce projet, il sera privilégié le recours aux entreprises locales pour la réalisation des travaux. Il sera privilégié le recours aux procédures et approches allégées avec des entreprises locales qualifiées au regard du contexte sécuritaire.

i. Marchés de Travaux, fournitures et Consultants des activités au-dessus du seuil de Paréto

Pour les marchés de travaux, on distingue quatre marchés de travaux, tous d'un niveau de risque élevé. Il s'agit des marchés de travaux dont la méthode préconisée est l'Entente Directe et ceux qui seront passé en en appel d'offre nationales ou en demande de cotations.

E	1. **Travaux de construction de complexe R+3** 2. **Travaux de construction bâtiment scolaire 3-salles** 3. **Travaux de réalisation des Centres d'Eveil et d'Education Préscolaire (CEEP)** 4. **Travaux de réhabilitation des écoles**	Criticité : **élevé**

1. Travaux de construction de complexes R+3

Approche de passation : **Entente directe**

ATTRIBUT	DISPOSITION CHOISIE	Résumé de la justification/Logique
Spécifications Techniques	Fourni par le Ministère en charge de la Construction de la Patrie (MCP)	
Type de contrat	Classique	Travaux peu complexes ou complexes
Approche de sélection	Nationale, directe	
Méthode de sélection	Directe	Exempt la revue a priori de la DGCMEF au Niveau National car autorisée par le Conseil des Ministres
Qualification	Post-qualification	Vérification de la capacité technique et financière
Document de sélection	Dossier type « Travaux » publié par la Banque mondiale	A travers STEP
Nombre d'enveloppe/Nombre d'étapes	Une enveloppes en une étape	
Type(s) de marché(s)	Forfait	
Type de prix	Non révisable	Délai d'exécution de moins de 18 mois
Négociation	Oui	
Méthode d'évaluation	Sans Objet	Conformément aux dispositions du Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) –7ème édition, septembre 2025

ATTRIBUT	DISPOSITION CHOISIE	Résumé de la justification/Logique
Préférence nationale	Sans Objet	Conforme à l'accord de financement
Approche du marché	**A.** Type de compétition : Directe **B.** Nombre d'enveloppes/ Étape : - Une étape - Une seule enveloppe contenant deux sous enveloppes (technique et financière) **C.** BAFO (Non) **D.** Négociations (Oui)	Compte tenu du montant estimé du marché
Gestion du marché	• Supervision de l'exécution des travaux par UCP ; • Contrôle du niveau d'exécution par le Consultant en charge du contrôle et suivi de l'exécution des travaux ou par les techniciens qualifiés de l'Administration • Actualisation mensuelle du planning d'exécution ; • Participation de l'UCP aux visites et réunions de chantiers ; • Règlement sur la base de décomptes mensuels ; • Elaboration et suivi du plan de gestion et exécution des marchés • Fixation d'indicateurs de performance	
Facteur de réussite	• Sélection d'un consultant pour le contrôle et le suivi des travaux ou mise à disposition de techniciens qualifiés de l'Administration • Définition sans complaisance des critères de qualification technique et financière (Possession ou capacité d'acquisition de matériels, expériences, et capacité financière) ; • Règlement des questions environnementales préalablement au lancement de l'appel d'offres • Délai suffisant pour la soumission des offres ; • Possession par l'entreprise du matériel et personnel requis pour les travaux ; • Elaboration d'un plan de gestion et exécution du marché ; • Exigence de garantie de bonne exécution ; • Respect des modalités et calendrier de paiement ; • Application des pénalités de retard durant l'exécution ; • Mise en place d'un comité de suivi de la passation et de l'exécution du marché par l'UCP ; • Suivi hebdomadaire du planning d'exécution ;	

Justification d'Entente Directe pour la construction des classes en R+3.

La présente note vise à justifier, à titre exceptionnel, le recours à la sélection directe (entente directe) pour la construction de complexes scolaires en R+3 dans des zones affectées par l'insécurité, au titre d'une première phase comprenant quinze (15) sites répartis en quinze (15) lots. Chaque lot est estimé à environ 1,4 milliard de FCFA, soit un montant total indicatif de 21 milliards de FCFA.

Cette justification est formulée au regard du Règlement de passation des marchés de la Banque mondiale pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI), septième édition, septembre 2025, notamment les dispositions relatives à la sélection directe pour les fournitures, travaux et services autres que les services de consultants, y compris les situations exceptionnelles ou d'urgence.

Le Burkina Faso demeure confronté à une situation sécuritaire qui continue d'affecter l'accès aux services sociaux de base, en particulier dans le secteur de l'éducation. La fermeture, la dégradation ou l'insuffisance d'infrastructures scolaires dans certaines zones compromet la continuité de l'éducation, la réinstallation progressive des populations et les efforts de stabilisation.

Dans ce contexte, la construction rapide de complexes scolaires en R+3 constitue une intervention prioritaire pour soutenir le retour progressif de l'État, renforcer la présence des services publics essentiels et offrir des solutions d'accueil adaptées aux besoins des élèves, y compris ceux issus de ménages déplacés ou retournés.

Tout retard significatif dans la réalisation de ces infrastructures pourrait réduire l'impact attendu du Projet REPAIR, retarder la reprise effective des services éducatifs, augmenter les coûts de mobilisation et fragiliser les efforts de résilience communautaire dans les zones concernées.

Le recours à la sélection directe est sollicité en raison du caractère exceptionnel de l'intervention, de la nécessité d'une exécution rapide et du contexte sécuritaire qui limite la participation effective d'un nombre suffisant d'entreprises à une procédure ouverte classique.

Ainsi, quinze (15) entreprises ont été identifiées pour cette première phase, correspondant aux quinze (15) sites retenus, organisés en quinze (15) lots d'un montant estimatif de 1,4 milliard de FCFA chacun, soit un total estimatif de 21 milliards de FCFA. L'allotissement tient compte des contraintes sécuritaires propres à chaque zone. Pour chaque lot, l'entreprise retenue a été choisie en fonction de son avantage comparatif, notamment : (i) son expérience confirmée dans la réalisation d'infrastructures similaires ; (ii) ses capacités technique, financière et logistique ; (iii) sa présence opérationnelle ou sa capacité de mobilisation rapide dans les zones concernées ; (iv) sa connaissance des contraintes sécuritaires locales et sa capacité à s'y adapter ; et (v) ses références satisfaisantes sur des contrats comparables.

Cette approche vise à réduire les risques d'infructuosité, de retards de mobilisation, d'abandon de chantier et de coûts additionnels liés aux contraintes d'accès, tout en préservant les principes d'économie, d'efficacité, d'intégrité, de transparence, d'équité, d'adaptation au besoin et d'optimisation des ressources

Conformément aux dispositions du Règlement de passation des marchés de la Banque mondiale pour les Emprunteurs FPI, la sélection directe peut être appropriée lorsqu'une justification suffisante démontre qu'une mise en concurrence n'apporterait pas d'avantage substantiel, notamment dans des cas exceptionnels ou face à une situation d'urgence : dans le cas présent, l'urgence de rétablir les services éducatifs de base, les contraintes d'accès liées

à l'insécurité, le risque élevé d'échec d'une procédure concurrentielle classique et la nécessité d'une mobilisation rapide des entreprises justifient le recours exceptionnel à la sélection directe.

Au regard de ce qui précède le projet prendra les mesures fiduciaires appropriées pour atténuer le risque à savoir entre autres :

- Procéder à une analyse de raisonnabilité des prix, sur la base de devis détaillés, de prix unitaires de référence, de contrats similaires récents et/ou d'une estimation technique indépendante ;
- Inclure dans les contrats les clauses applicables de lutte contre la fraude et la corruption, les exigences environnementales, sociales, santé et sécurité (ESHS), ainsi que les mécanismes de supervision, de réception et de gestion des plaintes ;
- Mettre en place un mécanisme renforcé de suivi de l'exécution, combinant supervision technique, suivi communautaire, reporting périodique, preuves géolocalisées.

Il reste entendu que le recours aux sélections directes est à titre exceptionnel pour cette première phase des travaux, au vu des motifs cités ci-dessus.

Pour tous les travaux restants du projet, on procédera à des procédures compétitives.

Strictly Confidential

Il est prévu au total 20 complexes et les 15 premiers dont les sites ont été déjà identifiés sont les suivants :

N°O	Région	Province	Chef-lieu	Site proposé	Références cadastrales du terrain	Superficie du terrain
1	BANKUI	MOUHOUN	DEDOUGOU	MOUNDASSO "A"	Zone hors lotissement Cordonnées GPS B1 452457 - 1376044; B2 452431 - 1375923; B3 452409 - 1375933; B4 452419- 1375870; B5 452433 - 1375868; B6 452462 - 1375715; B7 452444 - 1375646; B8 452170 - 1375768; B9 452238 - 1376010; B1 452290 - 1376038;	79 728 m^2
2	DJÔRÔ	PONI	GAOUA	CEBNF/GAOUA	Section BX Lot O5 Parcelle 00 Secteur 03 GAOUA	33 980 m^2 dont plus de 10 000 m^2 non exploités
3	GUIRIKO	HOUET	BOBO DIOULASSO	ÉCOLE BELLE-VILLE « C »	Section 423 ; Ilot 24 ; Parcelle 00	24 471 m^2
4	GOULMOU	GOURMA	FADA N'GOURMA	GOMORE	Parcelle : 00 ; lot 16 section CK secteur 06 sud	19 635 m^2
5	NAKAMBE	KOURITTENGA	KOUPELA	KOUPELA EST	Section 011(BO) Lot : 10 Parcelle 00	46 335 m^2
6	KADIOGO	KADIOGO	OUAGADOUGOU	FRANCO-ARABE PUBLIQUE DE RIMKIETA	Arrondissement 3, secteur 14	9 620 m^2
7	KOULSE	SANDBONDTENGA	KAYA	KOUGRIN- LOUDA	Lot 11 section 010 (AV)	20 484 m^2
8	NAKAMBE	BOULGOU	TENKODOGO	ECOLES CENTRES 'A'', ''B'' ET COMMUNAL	Section : 004 Lot : 80 Parcelle : 00	46 412 m^2
9	GUIRIKO	KENEDOUGOU	ORODARA	SECTEUR 3	Section BM- LOT 36- PARCELLE ECOLE-SECTEUR N°3	7 703 m^2
10	NANDO	BOULKIEMDE	KOUDOUGOU	ECOLE DU SECTEUR 6 DE PALOGO	NON DISPONIBLE	30 000 m^2
11	NAZINON	NAHOURI	PO	SECTEUR 1	Lot 02 section AR	5 000 m^2
12	NAZINON	ZOUNDWEOGO	MANGA	ECOLES COMMUNALES A&B	Section : AM Lot 04 Parcelle 00	27 784 m^2
13	OUBRI	BASSITENGA	ZINIARE	ZAGBEGA	Section BV, lot 06 Parcelle 01	40 574 m^2

Strictly Confidential

N°O	Région	Province	Chef-lieu	Site proposé	Références cadastrales du terrain	Superficie du terrain
14	TANNOUNYAN	COMOE	BANFORA	KOSSARA SECTEUR 14	Section 47, lot 05 Parcelle 00	37 707 m^2
15	YAADGA	YATENGA	OUAHIGOUYA	BLOC PEELA	Section 021(BO) Lot 382 Parcelle 01	Environ 5 000 m^2

Contrat et Coût estimé :

- **Coût unitaire** : 1 400 000 000 FCFA soit 2 308 974 USD
- **Coût total des 15 complexes R**+3 : 21 000 000 000 FCFA soit 34 634 605 USD

Liste des entreprises retenues par le conseil des Ministres en sa séance du 04 juin 2026 dont l'extrait est joint en annexe pour la construction de complexes scolaires R+3 (*Annexe 4 et 5*)

	ENTREPRISE	GERANT	ADRESSE	PROVINCE	SITE	MONTANT
01	ENTREPRISE BIRIGUI CONSTRUCTION/BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	Ouédraogo N. Grégoire	BP : 01 BP 4105 Ouaga 01 Tél : +226 70 25 77 36/ 76081387 Email : greg.ong76@yahoo.fr IFU : 00053289C RCCM : BF OUA -01-2014-A10-00726	MOUHOUN	DEDOUGOU	1 400 000 000
02	AFRICA CAPITAL PROPERTY OWNER (ACPO)	SOW ACHILLE ROLAND	BP : 01 BP 6443 Ouaga 01 Tél : 70 21 05 08, IFU : 00245320H RCCM: BF-OUA-01-2024-B12-12139, Tél : 70 21 05 08	PONI	GAOUA	1 400 000 000
03	GLOBAL SERVICES ET CONSTRUCTION INTERNATIONALE. (GSC INTERNATIONAL)	Mr SIA Robert	01 BP : 9467 Ouaga 01 Tél : 25 47 82 47/ 76 64 47 86 Email : gscinternational29@gmail.com IFU : 00022515C RCCM : : BF OUA 2016 M 2085	HOUET	BOBO DIOULASSO	1 400 000 000
04	AFRICA SERVICE CONSTRUCTION	Mr ROUAMBA	04 BP 458 OUAGA 04 Tél : 70 11 29 86/ 76668412 Email : fab_roam@yahoo.fr IFU : 00134990T RCCM : BF OUA 2020 B2951	GOURMA	FADA N'GOURMA	1 400 000 000
05	GROUPE AFRIQUE	Mr LENGA	BP : 01BP17 Zabré 01 Tél :25383431/ 77677757/ 70481229 Sit web :www.groupeafriqueinter.com IFU : 00192313G	KOURITTENGA	KOUPELA	1 400 000 000

Strictly Confidential

	ENTREPRISE	GERANT	ADRESSE	PROVINCE	SITE	MONTANT
			RCCM : BF-TNK-2022-B0320			
06	AREBATE	Mr CONOMBO	BP : 2610 Ouaga 01 Tél : 70 30 79 29/ 73202097Email : Arebate.sarl@yahoo.com IFU : 00140766 P RCCM : n° BF OUA 2020 B6680	KADIOGO	OUAGADOUGOU	1 400 000 000
07	ENTREPRISE DE CONSTRUCTION DE L'HABITAT (ECHA)	Mr KONDOMBO Tinogo Marcel	01 B. P. 2284 OUAGA 01- Tél.: (226) 25 43 13 29 / 25 43 12 67 R.C n° A 834 *–Agr. n° 83/77/MF/DCF – N° Arrêté : 1018 du 4-10-77* N°IFU: 00001059 E. E – mail *: echa@fasonet.bf*	SANDBOND TENGA	KAYA	1 400 000 000
08	DKL CONSTRUCTION	Mr DAO	BP : 3126 OUAGA 01 Tél : 66986501/02920428 Email : latifdao1@gmail.com IFU : 00236983L RCCM : BF-OUA-01-2024-B13-08301	BOULGOU	TENKODOGO	1 400 000 000
09	LUILI CONSTRUCTION_SARL	Gérant : Mr SAMTOMA Jérémie	Tel : 76 17 46 08/71 86 74 32 BP : 17 BP 362 OUAGA 17/Email : luiliconstruction00@gmail.com/IFU : 00250784W/RCCM : BF-OUA-01-2024-B12-15526	KENEDOUGOU	ORODARA	1 400 000 000
10	Groupement : KAP'S GLOBAL CONSTRUCTION INTERNATIONAL et DKL CONSTRUCTION	KAPIOKO PINGWENDÉ RENÉ	BP: S/C 09 BP 766 OUAGADOUGOU 09, Tél : 72 04 29 47/ Email:rkapioko@yahoo.fr IFU : 00189725C RCCM: BF-OUA-01-2022-B12-12404 BP: 3126 OUAGA 01 Tél : 66986501/02920428 Email : latifdao1@gmail.com	BOULKIEMDE	KOUDOUGOU	1 400 000 000

Strictly Confidential

	ENTREPRISE	GERANT	ADRESSE	PROVINCE	SITE	MONTANT
			IFU : 00236983L RCCM : BF-OUA-01-2024-B13-08301			
11	PRESSIMEX-SOMETA	GUESWENDE ZOUNGRANA	BP : 06 BP 9169 OUAGA 06 Tél : 70 21 04 92/06 21 04 92/78 03 49 00 Email : p_someta@yahoo.fr IFU: 00015676M	NAHOURI	PO	1 400 000 000
12	GROUPE BAM'S SARL	BAMOGO Karim	BP :07 BP 5294 OUAGA 07 Tél : 70 48 20 20 76 26 65 00 Email : bamogokarim@gmail.com IFU : 00132502Z RCCM : BFOUA01-2024-02567	ZOUNDWEOGO	MANGA	1 400 000 000
13	WEND NA SONGDO BUILDING SARL	ROUAMBA Tasseré	BP: S/C 07 BP5754OUAGADOUGOU 07 Tél : 76 60 50 23/70 20 02 91 Email : tasserewnsi@gmail.com IFU: 00239407A RCCM :BF-OUA-01-2024-B12-09555	BASSITENGA	ZINIARE	1 400 000 000
14	GLOBAL BUSINESS COMPANY Sarl	ASSETOU OUEDRAOGO	BP: 129 OUAGA 15/ IFU :00014082P RCCM: BF OUA-01-2022-9203 TEL : +226 70 20 40 50/25 37 50 09 Email : gbc@gbcsarl.net ; setou@gbcsarl.net	COMOE	BANFORA	1 400 000 000
15	Africa Construction and Mining Equipment (ACME)	SAWADOGO Maxime	BP: 03 BP 83 Ouagadougou 03 - Burkina Faso Tél : (+226) 76 15 90 90/70 20 26 56/ 25 44 44 43 Email : manager@group-acme.com IFU : 00127858E	YATENGA	OUAHIGOUYA	1 400 000 000

	ENTREPRISE	GERANT	ADRESSE	PROVINCE	SITE	MONTANT
			RCCM : BFOUA 2019 B 8893			
	TOTAL					**21 000 000 000**

Strictly Confidential

EXPERIENCES DANS LE DOMAINE DES ENTREPRISES PROPOSEES (*M ARCHES SIMILAIRES MONTANT ET SOURCES DE FINANCEMENT*)

	ENTREPRISE	GERANT	ADRESSE	EXPERIENCES DANS LE DOMAINE (M ARCHÉS SIMILAIRES MONTANT ET SOURCES DE FINANCEMENT)
01	ENTREPRISE BIRIGUI CONSTRUCTION/BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	Ouédraogo N. Grégoire	70 257736/76081387 BP : 01 BP 4105 Ouagadougou 01 Tél : +226 70 25 77 36 Email : greg.ong76@yahoo.fr IFU : 00053289C RCCM : BF OUA -01-2014-A10-00726 (Ancien RCCM : BF OUA 2014 A 0726)	•Marché N°T0-BCN-1099-01-05/18 ; Objet : Travaux de construction de deux centres de formation à Ouagadougou Lot 5 : Cuisine+local gaz+salle polyvalente **Montant** :488 777 210 F CFA TTC **Source de financement** : FONDS PROPRES de la Chambre du Commerce et de l'industrie du Burkina Faso (CCIBF) ; •Marché N°CO-LYE/11/03/02/00/2023/00025 du 02 octobre 2023 Objet : Travaux de construction d'un dispensaire +latrine à quatre postes +douche au profit du village de Barama dans la commune de Laye (Lot 1) **Montant** : 27 362 555 F CFA TTC **Source de financement** : Budget Communal/Fonds transféré SANTE, Gestion 2023 •Marché N°CO-CRP/03/03/01/00/2021/00020 suivant appel d'offres ouvert N°2021-03/CRP/SG/PRM du 17 février 2021 Objet : Travaux de construction d'une école à trois (03) salles de classe, magasin, bureau et d'une latrine à quatre (04) postes à l'école de Saint Joseph **Montant** : 21 984 745 F CFA TTC **Source de financement** : Budget annexe lotissement, gestion 2021 ; Chapitre 23 article 232 • Marché N°CO-KI/03/03/01/00/2021/00013 du 25 mai 2021 Objet : Travaux de construction de quatre (04) salles de classe+bureau+magasin au centre de métier (lot 2). **Montant** : 23 924 045 F CFA TTC **Source de financement** : PNDRP :9 102 000+Fonds propres : 14 822 042
02	AFRICA CAPITAL PROPERTY OWNER (ACPO)	SOW ACHILLE ROLAND	BP : 01 BP 6443 Ouaga 01 Tél : 70 21 05 08, IFU : 00245320H	Marché N° SE-CNSS/00/03/09/00/2026/00027 relatif aux Travaux de construction d'un complexe immobilier de trois (03) bâtiments de type R+8 à usage d'habitation, de commerce et de service, pour la CNSS, dans le cadre du groupement d'entreprises AFRICA CAPITAL PROPERTY OWNER (ACPO) & BORA INSAAT.

Strictly Confidential

			RCCM: BF-OUA-01-2024-B12-12139, Tél : 70 21 05 08	**Montant TTC des travaux et équipements** : 17 170 338 983 F CFA. **Source de Financement** : CNSS
03	GLOBAL SERVICES ET CONSTRUCTION INTERNATIONALE. (GSC INTERNATIONAL)	Mr SIA Robert	01 BP : 9467 Ouaga 01 Tél : 25 47 82 47/ 76 64 47 86 Email : gscinternational29@gmail.com IFU : 00022515C RCCM : **:** BF OUA 2016 M 2085	**Marché N°** 14/00/10/08/04/2025/00003 du 17/02/2025 **Objet :** Construction d'infrastructures socioéconomiques (35 boutiques,1 marché, 1 site maraicher) dans la région du Centre au profit du Programme d'Appui au Développement des Economies Locales (PADEL) : lot 1 centre **Montant** : 323 008 265 FCFA TTC **Source de financement** : BOAD **Marché** N° 23/00/03/09/00/2024/00329 du 15/04/2024 **Objet :** Travaux de construction d'infrastructures éducatives dans la région du Centre Sud au profit du MENAPLN (LOT6) **Montant** : 208 991 383 FCFA TTC **Source de financement** : Budget de l'Etat **Marché N° 23/00/03/09/00/2025/01232 du 15/04/2024** **Objet :** Travaux de construction des complexes scolaires pour la résorption des écoles sous paillotes dans les régions du plateau central, du centre est et du centre ouest au profit du MEBAPLN (LOT3) **Montant** : 200 628 514 FCFA TTC **Source de financement** : Budget de l'Etat **Marché** N°23/00/03/04/80/2024/00115/PAAQE du 21/08/2024 **Objet :** Travaux d'achèvement et d'entretien du Lycée Scientifique National de Bobo Dioulasso **Montant** : 385 802 145 FCFA TTC **Source de financement** : IDA (Banque Mondiale) **Marché** N°23/00/03/04/80/2024/00021/PAAQE du 28/02/2024 **Objet :** travaux de construction de salles de classe complémentaires ordinaires avec latrines a deux (02) postes dans les communes de Dapelogo et Absouya dans le cadre du projet d'Amélioration de l'Accès et de la Qualité de l'Education (PAAQE) **Montant** : 314 882 089 FCFA TTC **Source de financement** : IDA (Banque Mondiale)
04	AFRICA SERVICE CONSTRUCTION	Mr ROUAMBA	04 BP 458 OUAGA 04 Tél : 70 11 29 86/ 76668412 Email :	Marché N°20-CO/10/04/00/2022-0034 du 16/06/2022, Travaux d'achèvement de huit lycées au profit de la commune de NANORO **Montant** : 592 250 500 FCFA HT **Source de financement** : FOND ENFANT GIZ

			fab_roam@yahoo.fr IFU : 00134990T RCCM : BF OUA 2020 B2951	Marché N°2021-001/CEGECI/DG/PRM du 10/04/2021 travaux d'achèvement et de réfection de six (06) complexes scolaire à Bassinko et un lot de logement des filles et garçons à Bassinko, Montant : 526 923 600 FCFA HT Source de Financement : Centre de Gestion des Cités (CEGECI)
05	GROUPE AFRIQUE	Mr LENGA	BP : 01BP17 Zabré 01 Tél :25383431/ 77677757/ 70481229 Sit web :www.groupeafriqueinter.com IFU : 00192313G RCCM : BF-TNK-2022-B0320	Marché N°EPE-SIGLE/00/MP/01/05/13/00/2025/00028 du 31/12/2024 portant travaux de réalisation d'un bâtiment R+1 dans le cadre de l'exécution des travaux spécifiques 2025 du Centre Hospitalier Universitaire de Tengandogo/ lot 1 Suivant l'arrêté 2024-0651/MEFP-CAB portant fixation de la liste des projets spécifiques de la transition au titre de l'année 2025 du 31/12/2024 **Montant** : 448 910 977 F CFA **Source de financement** : fonds propre CHU-T Marché N°00/MP/01/05/13/00/2025/0045 du 20/02/2024 portant travaux de réalisation d'un bâtiment R+2 au profit de l'Ambassade de Chine au Burkina Faso **Montant** : 380 530 245 F CFA **Source de financement** : Fonds propre Ambassade de la chine Marché N°2024/08/SG/00/DG/0012 du 12/02/2024 portant travaux de réalisation d'un bâtiment R+3 et d'une usine avec clôture à l'entrée Est de Couba avec une société chinoise. **Montant** : 1 572 895 625 F CFA **Source de financement** : Fonds propre Maitre d'Ouvrage Marché N° :2024-004/DG/05/12/008 du 11/01/2024 portant travaux de construction d'un complexe scolaire R+2 à Bassinko (salles de classe, infirmerie, administration, salle de professeurs) **Montant** : 889 562 420 F CFA **Source de financement** : Fonds propre Maitre d'Ouvrage Marché N°2024/05/SG/OCADES/0022 portant travaux de construction d'un bâtiment de radiologie au profit de l'hôpital Saint Camille de Ouagadougou **Montant** : 450 560 600 F CFA **Source de financement** : Fonds propre Hôpital saint Camille

				Marché N°2024-004/DG/05/12/008 du 15/09/2025 portant travaux de construction d'un lycée de 12 salles de classes avec une clôture de 5 ha à Wangala/Zabré **Montant** : 300 000 000 F CFA **Source de financement** : Fonds propre Maitre d'Ouvrage Marché N°2024-008/DG/09/0010 du 15/09/2024 portant travaux de construction d'un internat (bâtiment R+2) à Koudougou **Montant** : 890 600 050 F CFA **Source de financement** : Fonds propre Maitre d'Ouvrage Marché N° 02/GRT/07/2023/GA. Inter portant projet de construction d'une clinique médicale pluridisciplinaire R+3 à Karpala sur la parcelle 00, lot 33, section 417, superficie 8906m² début des travaux : Novembre 2023 **Montant** : 600 850 000 F CFA **Source de financement** : Fonds propre Maitre d'Ouvrage
06	AREBATE	Mr CONOMBO	BP : 2610 Ouaga 01 Tél : 70 30 79 29/ 73202097Email : Arebate.sarl@yahoo.com IFU : 00140766 P RCCM : n° BF OUA 2020 B6680	**Marché n° SE-ONEA/00/MP/01/05/01/00/2025/00585** du 12 01 2026 suivant appel d'offres n° 021/2025/ONEA/DG/SG/DM/SMTI Travaux de génie civil d'agencement, aménagement installation, captage, station, bâtiments commerciaux et administratifs, bâtiments industriels et bâtiments affectés au logement dans la Direction Régionale de Ouagadougou. (Lot 2) **Montant** : 119 495 560 FCFA TTC **Source de financement** : ONEA **Marché n° AAC-BN—GPB/00/03/09/00/2024/00243** du 26 / 12/ 2024 Travaux de construction d'un (1) centre médical communal + installation du réseau électrique de la SONABEL et système solaire + adduction en eau potable et système autonome de stockage au CSPS de Gampéla (lot 3) **Montant** : 1 107 930 000 FCFA TTC **Source de financement** : BUDGET DE L'ETAT. **Marché n° 14/00/10/08/04/2025/00005** par appel d'offres restreint n° 2024-00047/MEFP/SG/DMP du 06/06/2024 suivant autorisation n° 2024-01798/MEFP/SG/DMP/SMT-PI du 20/06/2024 Etc. Tavaux de construction d'infrastructures socio-économiques (127 boutiques de rue ; site maraicher) dans la région du Plateau Central au profit du Programme d'Appui au Développement des Economies Locales Lot 01 Plateau Central (PCL)

				Montant : 454 543 976 FCFA TTC **Source de financement** : BOAD **Marché n° CO-TD/05/MP/01/05/01/00/2026/00013** suivant appel d'offres ouvert direct n° 2025-03/CTGD/M/SG/PRCM du 4 décembre 2025 portant Construction du RDC du bloc opératoire au centre médical de la commune de Tanghin-Dassouri **Montant** : 249 837 087 FCFA TTC **Source de financement** : BUDGET COMMUNAL **Marché n° 2023-059/ALT/QU/DGFCCP/DSF du 30 septembre 2023** portant travaux de Construction de trois (03) salles de classes, d'un bureau équipé, d'un magasin et d'une latrine à deux postes au profit de l'école Amitié B de Dédougou, de l'école Grand Forkuy de Dédougou, de l'école Boromo E, de l'école Banfora Nafona 2 et de l'école Banfora Korona A **Montant** : 255 954 350 FCFA TTC **Source de Financement** : Budget ALT
07	ENTREPRISE DE CONSTRUCTION DE L'HABITAT (ECHA)	Mr KONDOMBO Tinogo Marcel	01 B. P. 2284 OUAGA 01- Tél . : (226) 25 43 13 29 / 25 43 12 67 R.C n° A 834 –Agr. n° 83/77/MF/DCF – N° Arrêté : 1018 du 4-10-77 N°IFU: 00001059 E. E – mail *:* *echa@fasonet.bf*	**Marché N°23/00/03/04/80/2024/00025/PAAQE du 29 février 2024** **Objet :** Travaux de construction de salles de classe complémentaires ordinaires avec des latrines à deux postes dans les communes de Boussé et de Sourgoubila dans le cadre du Projet d'amélioration de l'Accès et de la Qualité de l'Éducation (PAAQE) **Montant** : 724 238 598 F CFA **Source de financement** : Banque Mondiale (Don n°684 BF du 28/09/2020) **Marché N°14/00/10/08/04/2021/00009 du 24 juin 2021** **Objet :** Construction d'infrastructures socioéconomiques dans la région du Plateau Central au profit du Programme d'Appui au Développement des Économies Locales (PADEL) : Lot 1 PC **Montant** : 1 213 973 526 F CFA **Source de financement** : BOAD **Marché N°2009/006/DG/SG/DIGI du 29/05/2009** **Objet :** Construction d'un bâtiment R+3 pour la direction régionale de la caisse nationale de sécurité sociale (Lot n°1: Gros-œuvre; revêtement, carrelage; peinture) + 3 avenants (Région du Centre) **Montant** : 3 136 421 627 F CFA **Source de financement** : Fonds Propres CNSS **Marché N°SE/00/03/02/00/2018/00003 du 10 octobre 2018**

				Objet : Construction d'ouvrages divers de Génie civil au profit du 23ème RIC de Dédougou (LOT 2) **Montant** : 1 399 991 859 F CFA **Source de financement** : BUDGET ETAT **Marché N°T0-BCN-0095-07/2012/MENA/AGEM-D du 31 décembre 2012** **Objet :** Construction de l'ENEP de Dédougou au profit du MENA + Avenant N°1 (02 Bâtiments R+1) **Montant** : 666 133 127 F CFA **Source de financement** : BUDGET ETAT **Marché N°T0-BCN-0949-01-1B/10 du 24 décembre 2010** **Objet :** Construction de l'hôpital de district du secteur 30 de Ouagadougou, LOT 1B : passerelles (R+1) et rampes) + AVENANT **Montant :** 1 084 272 900 F CFA **Source de financement :** Fonds d'urgence inondation **Marché N°T0-BCN-0103-01/2013/MESS/AGEM-D du 15 novembre 2013** **Objet :** Construction d'un bâtiment pédagogique R+2 à l'Université de Koudougou : Lot 1 **Montant** : 691 066 425 F CFA **Source de financement** : BUDGET ETAT **Marché N°11/00/03/02/00/2008/00052 du 09 juin 2008** **Objet :** Construction du siège du Ministère de la Défense à Ouaga 2000 (R+2) **Montant** : 1 053 453 968 F CFA **Source de financement** : BUDGET ETAT
08	DKL CONSTRUCTION	Mr DAO	BP : 3126 OUAGA 01/ Tél : 66986501/02920428 Email : latifdao1@gmail.com IFU : 00236983L/ RCCM : BF-OUA-01-2024-B13-08301	Marché N° 00029-2025/ Texfo0ce- BF-DG-DFC du 18/06/2025. Objet : Deuxième phase de travaux de construction d'un bâtiment industriel de Tissage-tricotage au profit de Textile des Forces du Burkina Faso. Date d'approbation : **Montant** : 1 206 776 571 FCFA **Source de financement** : BUDGET Texfoces -Marché N°00032-2025/ Texfoces-BF-DG-DFC du 23/06/2025 Objet : Deuxième phase de travaux de construction de l'entrepôt n°1 au profit de Textile des Forces du Burkina FASO **Montant** : : 348 828 282 FCFA

Strictly Confidential

				Source de financement : Budget, TEXFORCES Marché N°01/00/10/09/00/2025/00085/PF/EMP/DAF du 14/07/2025 : Objet : Travaux de construction du nouveau site de l'Académie Militaire George NAMOANO(AMGN) à Po, volet salle technique et dortoirs EOA-100 places au profit de l'Etat-Major Particulier de la Présidence du Faso. **Montant** : :. 963 015 015 FCFA **Source de financement** : BUDGET ETAT Marché N°01/00/10/09/00/2025/00191/PF/EMP/DAF du 29/12/2025. Objet : Travaux de construction d'un amphithéâtre sur le nouveau site de l'Académie Militaire George NAMOANO(AMGN) au profit de l'Etat-Major Particulier de la Présidence du Faso. **Montant** : 573 442 358 FCFA **Source de financement** : BUDGET ETAT Marché N°AAC-BN-GPB/00/MP/01/05/14/00/2025/00364 du 24/12/2025. Objet : Travaux de construction du logement des professeurs et du réfectoire de l'Académie technologique du Faso. **Montant :** 3 079 044 811 FCFA **Source de financement** : BUDGET ETAT
09	LUILI CONSTRUCTION_SARL	Gérant : Mr SAMTOMA Jérémie	Tel : 76 17 46 08/71 86 74 32 BP : 17 BP 362 OUAGA 17/Email : luiliconstruction00@gmail.com/IFU : 00250784W/RCCM : BF-OUA-01-2024-B12-15526	Marché N° 11/01/03/08/00/2025/00008 du 04 septembre 2025 portant travaux de construction d'une salle d'essai lot 3 **Montant** : 511 673 450 HTVA **Source de financement** : BUDGET ETAT Marché N°01/00/10/09/00/2025/0055/PF/EMP/DAF du 19 juin 2025 portant travaux de construction de bâtiment comportant des supports classifiés dans l'intérêt de la sécurité National (entrepôts et services) **Montant** : 3 524 242 510 FCFA HTVA **Source de financement** : BUDGET ETAT
10	Groupement : KAP'S GLOBAL CONSTRUCTION INTERNATIONAL et DKL CONSTRUCTION	KAPIOKO PINGWENDÉ RENÉ	BP: S/C 09 BP 766 OUAGADOUGOU 09, Tél : 72 04 29 47/ Email:rkapioko@yahoo.fr IFU : 00189725C/ RCCM: BF-OUA-01-2022-B12-12404 BP: 3126 OUAGA 01 Tél : 66986501/02920428	**KAP'S** : Marché N°11/00/03/04/00/2023/00356 du 29/12/2023 contrat de co-entreprise (ACADI-BTP et KGC INTL) Objet : Construction d'un PC type corps au profit du 2è BIR au camp Général Bila ZAGRE à Kamboincin (lot 01). **Montant** : 159 033 490 FCFA **Source de financement** : BUDGET ETAT **DKL** : Marché N° 00029-2025/ Texforce- BF-DG-DFC du 18/06/2025.

			Email : latifdao1@gmail.com IFU : 00236983L RCCM : BF-OUA-01-2024-B13-08301	Objet : Deuxième phase de travaux de construction d'un bâtiment industriel de Tissage-tricotage au profit de Textile des Forces du Burkina Faso. **Montant** : 1 206 776 571 FCFA **Source de financement** : BUDGET Texforces -Marché N°00032-2025/ Texfoces-BF-DG-DFC du 23/06/2025 Objet : Deuxième phase de travaux de construction de l'entrepôt n°1 au profit de Textile des Forces du Burkina FASO **Montant** : : 348 828 282 FCFA **Source de financement :** Budget, TEXFORCES Marché N°01/00/10/09/00/2025/00085/PF/EMP/DAF du 14/07/2025 : Objet : Travaux de construction du nouveau site de l'Académie Militaire George NAMOANO(AMGN) à Po, volet salle technique et dortoirs EOA-100 places au profit de l'Etat-Major Particulier de la Présidence du Faso. **Montant** : :. 963 015 015 FCFA **Source de financement** : BUDGET ETAT Marché N°01/00/10/09/00/2025/00191/PF/EMP/DAF du 29/12/2025. Objet : Travaux de construction d'un amphithéâtre sur le nouveau site de l'Académie Militaire George NAMOANO(AMGN) au profit de l'Etat-Major Particulier de la Présidence du Faso. **Montant** : 573 442 358 FCFA **Source de financement** : BUDGET ETAT Marché N°AAC-BN-GPB/00/MP/01/05/14/00/2025/00364 du 24/12/2025. Objet : Travaux de construction du logement des professeurs et du réfectoire de l'Académie technologique du Faso. **Montant :** 3 079 044 811 FCFA **Source de financement** : BUDGET ETAT
11	PRESSIMEX-SOMETA	GUESWENDE ZOUNGRANA	BP : 06 BP 9169 OUAGA 06 Tél : 70 21 04 92/06 21 04 92/78 03 49 00 Email : p_someta@yahoo.fr IFU: 00015676M	**Marché N°23/00/03/09/00/2024/04336 :** Travaux de construction d'un lycée d'enseignement général à Bonheur ville au profit du Ministère de l'Education Nationale de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (MENAPLN) Marché pilote construction d'un complexe scolaire en R+3 à Bonheur ville Ouagadougou au profit du MENAPLN **Montant** : 1 013 356 173 FCFA TTC **Source de financement :** BUDGET ETAT.

				Marché PRISE N°14/00/03/01/00/2022/00030 : Travaux de construction d'un CSPS complet : à GOUERA, dans la commune de NIANGOLOKO et A NOUMOUDARA, dans la commune de PENI, région des HAUT-BASSIN, à DOSSA, dans la commune de MALBA, région du SUD-OUEST et à SILLY, dans la commune de SILLY, région du CENTRE-OUEST au profit du PRISE. **Montant :** 847.347.220 FCFA TTC **Source de financement :** BUDGET ETAT. **Marché N°002/2022/DG/BSIC** du 14/10/2022 Construction de la Direction Régionale de BSIC Bobo-Dioulasso. **Montant** : 542 272 302 FCFA TTC **Source de financement :** BSIC. Marché N° 09/00/03/08/54/2023/00084 du 13/04/2023 Travaux de construction de la Direction Provinciale de la Police Nationale (DPPN) de NAMENTENGA (lot 3). **Montant** : 471 266 630 FCFA TTC **Source de financement** : BUDGET ETAT Marché N°SE-LONAB/00/01/01/00/2021/00060 du 24/05/2021 Projet de construction du centre de santé et promotion sociale (CSPS) de Kasseguera dans la commune de Dakoro lot2. **Montan**t : 448 173 562 FCFA TTC **Source de financement** :LONAB
12	GROUPE BAM'S SARL	BAMOGO Karim	BP :07 BP 5294 OUAGA 07 Tél : 70 48 20 20/ 76 26 65 00 Email : bamogokarim@gmail.com **IFU** : 00132502Z /RCCM : BFOUA01-2024-02567	Marché N°1 : Marché N°AAC-BN-GPB/00/03/09/00/2024/00249 du 21/05/2025 Travaux de construction d'un centre de médical communal R+1 à Bogande (lot 12) **Montant** : 1 107 930 000 Francs CFA TTC **Source de financement** : Bureau National des Grands Projets / BUDGET ETAT
13	WEND NA SONGDO BUILDING SARL	ROUAMBA Tasseré	BP: S/C 07 BP5754OUAGADOUGOU 07 Tél : 76 60 50 23/70 20 02 91 Email : tasserewnsi@gmail.com IFU: 00239407A	Marché N°01/00/10/09/00/2025/00195/PF/EMP/DAF du 31-12-2025 portant travaux de réalisation d'une hélistation à la Base Opérationnelle Avancée (BOA) à Bobo Dioulasso au profit de l'Etat -Major Particulier de la Présidence du Faso **Montant** : 698 352 680 F TTC **Source de financement** : Budget de l'Etat

			RCCM :BF-OUA-01-2024-B12-09555	Marché N° SE/SONABHY/00/03/09/00/2024/00058 du 17 juin 2024 portant travaux de réalisation de dépôts pétroliers au profit de la SONABHY à KOUPELA **Montant** : 1 993 658 360 F TTC **Source de financement** : Fonds propre SONABHY Marché N° SE-SONABHY/00/03/09/00/2024-00141 du 17-06-2024 portant travaux de réalisation de dépôts pétroliers au profit de la SONABHY à PO **Montant** : 3 993 794 987 F TTC **Source de financement** : Fonds propre SONABHY
14	GLOBAL BUSINESS COMPANY Sarl	ASSETOU OUEDRAOGO	BP: 129 OUAGA 15/ IFU :000 14082P RCCM: BF OUA-01-2022-9203 TEL : +226 70 20 40 50/25 37 50 09 Email : gbc@gbcsarl.net ; setou@gbcsarl.net	**Marché N°AAC-AHD/00/03/01/00/2021/00002** pour travaux de construction d'une compagnie type d'incendie et de Secours à Gaoua R+1 avec extension au profit de la Brigade Nationale des Sapeurs-Pompiers (BNSP) pour le compte du Ministère de l'Administration Territoriale tet de la Décentralisation (MATD) **Montant** : 363 453 597 FCFA TTC **Source de financement** : BUDGET DE L'ETAT **Marché N°PRISE/14/00/03/09/00/2021/00032** pour travaux de construction d'un CSPS au secteur 5 Bangkiemde dans la région du Centre Nord (lot 28) au profit du Programme de Réalisation des Infrastructures Socio-Economiques (PRISE) **Montant** : 198 201 480 FCFA **Source de financement** : BUDGET DE L'ETAT Marché N°001/2012/FRBKF/FAO pour travaux de construction d'un immeuble devant abriter le siège du projet GCP/BKF/053/LUK **Montant** : 260 000 000 FCFA **Source de financement** : FAO Marché N°022-2013-BD-Trvx-MATS pour les travaux de deux (02) centres de santé et de promotion sociale (CSPS) à Faramana et à Barani et d'une école primaire à six (6) salles de classe à Faramana dans les Régions des Hauts-Bassins et de la Boucle du Mouhoun- lot 2.4 **Montant** : 260 007 795 FCFA. **Source de financement** : BUDGET ETAT Marché N°SE/00/03/02/00/2013/00043 pour la construction de dix (10) miradors, d'une (01) aire de pose d'hélicoptère, d'une (01) salle d'opération pour l'armée de l'Air, d'un (01) centre de transmission, d'un

				(01) parking 03 véhicule pour centre de transmission et d'un (01) parking semi fermé 10 véhicules (grand gabarit). **Montant** : 317 818 917 FCFA **Source financement** : BUDGET ETAT
15	Africa Construction and Mining Equipment (ACME)	SAWADOGO Maxime	BP: 03 BP 83 Ouagadougou 03 - Burkina Faso Tél : (+226) 76 15 90 90/70 20 26 56/ 25 44 44 43 Email : manager@group-acme.com IFU : 00127858E RCCM : BFOUA 2019 B 8893	MARCHE N°01/00/10/09/00/2026/00065/PF/EMP/DAF portant travaux de construction d'un bâtiment Salle Traditionnelle sur le nouveau site de l'Académie Militaire Georges NAMOANO (AMGN) à Pô au profit de l'Etat-Major Particulier de la Présidence du Faso **Montant** : 373 641 079 F CFA **Source de financement** : ETAT MARCHE N°01/00/10/09/00/2026/00018/PF/EMP/DAF portant travaux de construction d'un atelier industriel à Koubri au profit de l'Etat-Major Particulier de la Présidence du Faso. **Montant** :2 388 281 051 F CFA **Source de financement** : ETAT MARCHE N°0026 / 2025 portant deuxième phase de travaux d'un bâtiment industriel de finition au profit de Textile des Forces du Burkina Faso (TEXFORCE). **Montant** :1 355 770 156 F CFA **Source de financement** : ETAT MARCHE N° M/00/03/08/00/2026/00010 portant travaux de construction d'une infirmerie type corps, plateau omnisport (terrain de volleyball + handball) et un terrain de sport (football + athlétisme) au profit du BACIR phase 2. (Lot 6) au profit de la Direction Centrale du Génie Militaire **Montant** : 237 485 049 F CFA **Source de financement** : ETAT

Dans le cadre de cette approche gouvernementale, le suivi et le contrôle des travaux sont assurés par le Ministère en charge de la Construction de la Patrie, afin de garantir une supervision rapprochée des réalisations et le respect des exigences de qualité, dans un contexte où les contraintes sécuritaires exigent une coordination renforcée des acteurs de l'État.

2. L'appel d'offre national ou la demande cotations

Pour les marchés de Travaux de construction de bâtiments scolaires 3-salles ; de construction additionnelle de préscolaire ; de réhabilitation des écoles ; l'appel d'offre national est recommandée pour ces marchés de travaux qui sont essentiellement des travaux de constructions de bâtiment et aura un avantage certain au regard des montants et de la faible complexité des travaux.

Toutefois, tenant compte de la répartition sur le terrain des différents sites de construction ou de de réhabilitation, il sera également indiqué de faire recours aux demandes de cotations avec des entreprises locales qualifiées au regard du contexte sécuritaire.

- **Contrat et Coût estimé :**

Travaux de construction de bâtiments scolaires 3-salles (400 salles de classe environ):

- 36 379 738 000 F CFA soit 59 999 898,00 USD

Travaux de réalisation des Centres d'Eveil et d'Education Préscolaire (CEEP):

- 4 850 632 000 FCFA soit 7 999 987,00 USD

Travaux de réhabilitation d'écoles

- 3 183 227 000 FCFA soit 5 249 991,00 USD

- **Approche de l'acquisition** : Appel d'offres ouvert national.

ATTRIBUT	DISPOSITION CHOISIE	Résumé de la justification/Logique
Spécifications Techniques		
Type de contrat	Classique	Travaux peu complexes
Approche de sélection	Nationale, ouverte	Seuil à travers STEP
Méthode de sélection	Le mieux disant	Pas de critères notés
Qualification	Post-qualification	Vérification de la capacité technique et financière
Document de sélection	DAO type publié par la Banque mondiale	A travers STEP
Nombre d'enveloppe/Nombre d'étapes	Deux enveloppes en une étape	
Type(s) de marché(s)	Forfait	
Type de prix	Prix non révisable	Délai d'exécution de moins de 18 mois
Négociation	Non applicable	
Méthode d'évaluation	Simple	Choix de l'entreprise la mieux disant
Préférence nationale	Non	Conforme à l'accord de financement
Approche du marché	**A.** Type de compétition : Ouvert **B.** Nombre d'enveloppes/ Étape : - Une étape - Une seule enveloppe contenant deux sous enveloppes (technique et financière) **C.** BAFO (Non) **D.** Négociations (Non)	Compte tenu du montant estimé du marché
Gestion du marché	• Supervision de l'exécution des travaux par UGP ;	

Strictly Confidential

ATTRIBUT	DISPOSITION CHOISIE	Résumé de la justification/Logique
	• Contrôle du niveau d'exécution par le Consultant en charge du contrôle et suivi de l'exécution des travaux ; • Actualisation mensuelle du planning d'exécution ; • Participation de l'UCP aux visites et réunions de chantiers ; • Règlement sur la base de décomptes mensuels ; • Elaboration et suivi du plan de gestion et exécution des marchés • Fixation d'indicateurs de performance	
Facteur de réussite	• Sélection d'un consultant pour le contrôle et le suivi des travaux ou mise à disposition de techniciens qualifiés de l'Administration • Définition sans complaisance des critères de qualification technique et financière (Possession ou capacité d'acquisition de matériels, expériences, et capacité financière) ; • Règlement des questions environnementales préalablement au lancement de l'appel d'offres • Délai suffisant pour la soumission des offres ; • Possession par l'entreprise du matériel et personnel requis pour les travaux ; • Elaboration d'un plan de gestion et exécution du marché ; • Exigence de garantie de bonne exécution ; • Respect des modalités et calendrier de paiement ; • Application des pénalités de retard durant l'exécution ; • Mise en place d'un comité de suivi de la passation et de l'exécution du marché par l' UGP ; • Suivi hebdomadaire du planning d'exécution ;	

Strictly Confidential

S	*Recruter des bureaux pour le suivi-contrôle des travaux de construction des infrastructures éducatives*	Criticité : **Elévé**

Les Missions de contrôles (bureau d'études) seront sélectionnées selon la Sélection Basée sur la Qualité et le Coût (Quality and Cost Based Selection (QCBS)) parmi la short list

Cette activité inscrire comme telle dans le PRODOC est un regroupement de l'ensemble des missions de suivi contrôle des travaux du projet. Aussi, elle pourrait être scinder pour tenir compte des travaux à lancer au cas par cas. Le cas échéant, dans le cas d'une mission de faible montant, la SQC devra être privilégiée, ce qui permet en outre de consulter des firmes qualifiées et maitrisant les localités au regard du contexte sécuritaire.

- **Contrat et Coût estimé : 3 415 912 500 F CFA soit 5 630 511,00 USD**

- **Approche de l'acquisition** (pour les Consultant) : Sélection Basée sur la Qualité et le Coût (QCBS) parmi la short list.

Attribution	Disposition choisi	Résumé de la justification/Logique
TDR	Elaboration les TDR avec l'aide d'un groupe des experts	
Type de contrat	Contrat au temps passé	Nature de la mission et expérience avérée du Client Besoins bien définis et récurrents
Prix et mécanisme d'établissement des coûts	Négocié	
Révision de prix	D. Au temps passé E. Dépenses contrôlées	Durée du contrat 04 ou 12 mois
Forme du marché (termes et conditions)	Évaluation de performance -Revue de l'étude, rapport mensuel de suivi	Au regard de la nature de la mission La firme devra apprécier l'étude technique avant le démarrage des travaux
Relation Fournisseur	Collaborative	Service public connu et firmes réputés
Révision des prix	-Prix non révisable	Prestations intellectuelles Durée au-delà de 18 mois
Type de marché	Demande de Propositions (DDP)	Marché de consultants (Accord Cadre)
Approche du marché	**A** - Type de mise en concurrence 1. Ouvert **B -** Nombre d'étapes 2 -deux étapes **B -**MOF (Non) **C** -Négociations (Oui)	Conformément aux dispositions du Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) –7ème édition, septembre 2025
Pré / Post Qualification	Préparation de liste restreinte	En considération de l'ampleur de la mission
Méthode de sélection	- Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût (SFQC)	Nature de la mission demandant une l'expertise d'un bureau d'étude
Nombre d'enveloppe/Nombre d'étapes	Double enveloppe en une étape (enveloppe technique et financier)	
Préférence nationale	Non	Conforme à l'accord de financement
Approche de gestion des marchés	• Paiements par décompte ;	

Strictly Confidential

Attribution	Disposition choisi	Résumé de la justification/Logique
	• Renouvellement du contrat uniquement en cas d'atteinte des objectifs du contrat initial ; • Elaboration les modalités de paiement du contrat en fonction de la répartition de l'allotissement des travaux.	
Facteurs de réussite	• Sélection du Consultant pour le pour le suivi contrôle ; • Elaboration de critères d'évaluation objectifs et en adéquation avec les profils requis dans les TDR ; • Attribution à un seul bureau des prestations d'études et contrôle ;	

Marchés de Fournitures

M	***Acquisition manuels scolaires du primaires (CP1 au CM2) ;***	Criticité : Elevé
	Acquisition de cahiers d'exercice du primaire (CP1 à CM2) et des guides des enseignants du primaire (CP1 à CM2) ; ***Reproduction des manuels et des guides du bilingue ;*** ***Doter en tables -bancs les écoles réouvertes dans les zones reconquises et les établissements hôtes***	Criticité : Substantiel

Contrats et Coûts estimés de l'Accord Cadre sur l'ensemble de la durée du projet :

i. Acquisition manuels scolaires du primaires (CP1 au CM2) : 9 460 691 000 F CFA soit 15 603 205,00 USD ;
ii. Acquisition de cahiers d'exercice du primaire (CP1 à CM2) et des guides des enseignants du primaire (CP1 à CM2) : 6 991 207 000 FCFA soit 11 530 366,00 USD
iii. Reproduction des manuels et des guides du bilingue : 3 821 648 000 FCFA soit 6 302 918,00 USD
iv. Doter en tables -bancs les écoles réouvertes dans les zones reconquises et les établissements hôtes : 2 617 437 000 FCFA soit 4 316 852,00 USD

Attribution	Disposition choisie	Résumé de la justification/Logique
Spécifications	Conformité	Expérience avérée du Client
Exigences de durabilité	Non	Nature des Fournitures

Strictly Confidential

Type de contrat	Accord Cadre	Des marchés subséquents seront issus de cet accord cadre
Prix et mécanisme d'établissement des coûts	Prix concurrentiel	Durée de l'AC allant jusqu'à 3 ans
Relation avec le Fournisseur	Collaborative	Service public connu et fournisseurs réputés
Révision de prix	Néant, prix fixes	Durée de l'AC supérieur à 18 mois
Forme du marché (termes et conditions)	Garantie bancaire ; Garantie de bonne exécution.	Pour rassurer le Client sur l'exécution du marché
Méthodes de sélection	Appel d'offres international ouvert Qualité – Coût	En considération du seuil
Approche du marché	A. Type de compétition : Ouvert B. Nombre d'enveloppes/ Étape : Une seule enveloppe contenant deux sous enveloppes (technique et financière) Deux étapes C. BAFO (Non) D. Négociations (Oui)	Compte tenu du montant estimé du marché
Pré / Post Qualification	Post-qualification	Fournitures complexes
Évaluation des coûts	Pondérée	Conformément aux dispositions du Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) – 7ème édition, septembre 2025
Préférence nationale	Non	Conforme à l'accord de financement
Gestion du marché	• Supervision de l'exécution du contrat par l'UGP ; • Elaboration et suivi du plan de gestion et exécution des marchés subséquents	
Facteur de réussite	• Définition sans complaisance des critères de qualification technique et financière (Possession ou capacité d'acquisition de matériels, expériences, et capacité financière) ; • Délai suffisant pour la soumission des offres	

Strictly Confidential

SYNTHÈSE DU PPSD

La passation des marchés pour le REPAIR, proposé se fera en conformité avec le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) −7ème édition, septembre 2025 » et les termes de négociations de l'accord de financement entre le Gouvernement Burkinabè et la Banque Mondiale. Les directives suivantes s'appliqueront : (a) les Directives sur la prévention et la lutte contre la fraude et la corruption dans les projets financés par des prêts de la BIRD et des crédits et subventions de l'IDA, datées du 1er juillet 2016 (Directives anti-corruption); et (c) les dispositions complémentaires stipulées dans l'accord juridique.

Pour chaque contrat devant être financé par l'accord de financement, le plan de passation des marchés issus de la Stratégie de Passation des Marchés pour promouvoir le Développement (PPSD), élaborée avec le soutien de la Banque déterminera la méthode de passation des marchés appropriée ou la méthode de sélection des consultants, les coûts estimatifs, les exigences de revue préalable, et le délai. Le plan de passation des marchés sera officiellement adopté à travers le Système de Suivi systématique des transactions de marchés publics (STEP) pendant les négociations, et mis à jour au besoin, pour refléter les besoins réels de mise en œuvre du Projet et les améliorations effectives de la capacité institutionnelle. Le plan de passation des marchés approuvé sera publié sur le site Web du projet et sur le site Web externe de la Banque.

Pour la passation des Marchés de Travaux, Biens et des Services de Consultants : le REPAIR utilisera les dernières versions de Dossiers Types de Passation des Marchés (DTPM) de la Banque Mondiale disponible en français.

Pour les ateliers, Séminaires et Conférences : les activités de formation comprendront des ateliers et des formations dans la région et à l'étranger, sur la base des besoins individuels et des besoins des groupes, de formation continue et le recrutement de consultants pour élaborer le matériel de formation et conduire les formations. Toutes les activités de formation et d'atelier seront conduites sur la base du Plan de Travail et Budget annuel approuvé à soumettre à l'appréciation du Chargé d'Equipe qui identifiera le cadre global des activités de formation pour l'année, y compris : (i) le type de formation ou d'atelier ; (ii) le personnel à former ; (iii) les méthodes de sélection des institutions ou des individus qui doivent conduire cette formation; (iv) les institutions qui conduiront la formation ; (v) la justification de la formation, comment elle conduira à la performance et à la mise en œuvre effectives du projet et ou du secteur ; et (vi) la durée de la formation proposée ; (vii) les coûts estimatifs de la formation. Le rapport du stagiaire à la fin de la formation est obligatoire. En général, les participations aux activités de formation ne font pas partie du plan de passation des marchés, et ne sont pas sujettes aux approbations des passations de marchés à travers STEP.

Certains grands événements d'ateliers et de formation organisés par le Bénéficiaire dans lesquelles une entreprise est recrutée pour fournir le paquet complet comprenant les services de formation, la restauration, l'hébergement, la location des salles de conférence, etc., pourraient constituer une activité à réaliser à travers un processus concurrentiel, et ferraient partie du plan de passation des marchés.

Strictly Confidential

Evaluation de la Capacité de l'Agence à Mettre en Œuvre la Passation des Marchés
La capacité de passation des marchés et l'évaluation des risques ont déterminé que le REPAIR bénéficiera de l'expérience dans le domaine de la passation des marchés de la DMP du MEBAPLN.
Cependant, en considération de la non maîtrise des procédure de la banque mondiale par la DMP du MEBAPLN d'une part et que l'UCP du REPAIR devra être mise en place, le service de passation des marchés aura besoin i) d'un (e) spécialiste expérimenté dans les procédures de la Banque mondiale selon le nouveau Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) –5ème édition, septembre 2023 et de la gestion de STEP, ii) d'un (e) spécialiste en gestion des contrats expérimenté dans les procédures de la Banque mondiale avec une maitrise de l'outil STEP et, iii) éventuellement d'une assistance technique avec des compétences en passation des marchés selon les procédures de la Banque mondiale.
Ils devront être recrutés de manière concurrentielle en utilisant les procédures de sélection de consultant individuel jugée acceptables par la Banque mondiale.
L'expérience de l'équipe permettra de minimiser les risques en passation d'une part et l'optimisation des ressources d'autre part à travers : (i) l'approvisionnement durable et (ii) la gestion optimale des contrats.

Considérant la nécessité de réaliser les travaux de construction de complexes scolaires R+3 dans les délais, il est recommandé de conclure un Protocole /Convention avec le LNBTP pour la réalisation des études de sol, l'approbation des plans d'exécution ainsi que le contrôle de qualité des matériaux.

En fonction des nécessités, le REPAIR pourra avoir recours à des experts intervenant dans le cadre du projet notamment dans l'élaboration des TDR ou pour apporter un appui technique de haut niveau dans le processus de passation et de gestion de certains marchés complexes.

ANNEXES

Strictly Confidential

Annexe 1 :

Tableau de calcul de la criticité des risques

Strictly Confidential

Taux de conversion : **1$** =606,33 F CFA

N°	Description des activités	Montant des activités Passation marchés du REPAIR			Analyse Pareto (20/80)		Analyse de Risques				
		Montant en Francs CFA	**Montant en Dollar US**	**Montants cumulés en F CFA**	**Montants cumulés en US$**	**% cumulés**	**Risques**	**Probabilité** (notation de 0 à 4)	**Impact** (notation de 0 à 4)	**Criticité** (Probabilité X Impact)	**Niveau de risque**
1	Travaux de construction de bâtiments scolaires 3-salles	36 379 738 000	**59 999 898**	**36 379 738 000**	**59 999 897,75**	**35,92%**	Retard dans le délai d'exécution du marché **(P4 /I3 =C12)** Retard dans le paiement de l'entreprise **(P1 /I2 =C2)** Qualité des travaux ne respectant pas les normes du dossier d'appel à concurrence (P3 /I4 =C12) Indisponibilité des sites pour l'implantation des infrastructures (Compensation) (P2 /I3 =C6) Risque sécuritaire (P3 /I4 =C12)	*3*	*4*	*12*	***Elevé***
2	Travaux de construction de complexes R+3	23 865 364 000	**39 360 355**	60 245 102 000	**99 360 252,67**	**59,48%**	Retard dans le délai d'exécution du marché **(P4 /I3 =C12)** Retard dans le paiement de l'entreprise **(P1 /I2 =C2)** Qualité des travaux ne respectant pas les normes du dossier d'appel à concurrence **(P3 /I4 =C12)** Indisponibilité des sites pour l'implantation des infrastructures (Compensation) (P2 /I3 =C6) Risque sécuritaire (P3 /I4 =C12)	*3*	*4*	*12*	***Elevé***

Strictly Confidential

3	**Acquisition de manuels scolaires du primaires**	9 460 691 000	**15 603 205**	69 705 793 000	**114 963 457,19**	**68,82%**	Retard dans le délai d'exécution du marché **(P3 /I4 =C12)** Retard dans le paiement de l'entreprise **(P1 /I2 =C2)** Défaillance de certains prestataires dans l'exécution des contrats (P3 /I2 =C6) Risque sécuritaire (P2 /I2 =C4)	*3*	*4*	*12*	***Elevé***
3,1	Assurer l'impression et le transport des manuels scolaires du primaire (CP1 au CE2)	*5 017 644 000*	*8 275 434*		*0*	*0,00%*					
3,2	Assurer l'impression et le transport des manuels scolaires du primaire (CM1 au CM2)	*4 443 047 000*	*7 327 770*		*0*	*0,00%*					
4	**Acquisition de cahiers d'exercice du primaire (CP1 à CM2) et des guides des enseignants du primaire (CP1 à CM2)**	6 991 207 000	**11 530 366**	76 697 000 000	**126 493 823,50**	**75,72%**	Retard dans le délai d'exécution du marché **(P2 /I2 =C4)** Retard dans le paiement de l'entreprise **(P1 /I2 =C2)** Défaillance de certains prestataires dans l'exécution des contrats (P3 /I2 =C6) Risque sécuritaire (P2 /I2 =C4)	*3*	*2*	*6*	***Substantielle***
A.3.3.1.1.6	*Assurer l'impression et le transport des cahiers d'exercices du primaire (CP1 à CM2)*	*6 794 863 000*	*11 206 543*								
A.3.3.1.1.8	*Assurer l'impression et le transport des guides des enseignants du primaire (CP1 à CM2)*	*196 344 000*	*323 824*								
5	**Réaliser des Centres d'Eveil et d'Education Préscolaire (CEEP)**	4 850 632 000	**7 999 987**	81 547 632 000	**134 493 810,30**	**80,51%**	Retard dans le délai d'exécution du marché **(P4 /I3 =C12)** Retard dans le paiement de l'entreprise **(P1 /I2 =C2)** Qualité des travaux ne respectant pas les normes du dossier	*3*	*4*	*12*	***Elevé***

Strictly Confidential

							d'appel à concurrence **(P3 /I4 =C12)** Indisponibilité des sites pour l'implantation des infrastructures (Compensation) (P2 /I3 =C6) Risque sécuritaire (P3 /I4 =C12)				
6	**Reproduction des manuels et des guide du bilingue**	3 821 648 000	**6 302 918**	85 369 280 000	**140 796 727,85**	**84,28%**	Retard dans le délai d'exécution du marché **(P2 /I2 =C4)** Retard dans le paiement de l'entreprise **(P1 /I2 =C2)** Défaillance de certains prestataires dans l'exécution des contrats (P3 /I2 =C6) Risque sécuritaire (P2 /I2 =C4)	*3*	*2*	*6*	***Substantielle***
A.3.3.1.1.14	*Assurer l'impression et le transport des manuels scolaires du bilingue (1ère à la 5ème année)*	*3 700 580 000*	*6 103 244*		*0*	*0,00%*					
A.3.3.1.1.16	*Assurer l'impression et le transport des guides du bilingue (1ère à la 5ème année)*	*121 068 000*	*199 673*		*0*	*0,00%*					
7	Recruter des bureaux pour le suivi-contrôle des travaux de construction des infrastructures éducatives	3 413 948 000	**5 630 511**	88 783 228 000	**146 427 239,29**	**87,65%**	Qualité des livrables des études (P1 /I2 =C2) Le retard dans le paiement du consultant (P1 /I1 =C1) Retard dans l'exécution des prestations (P2 /I3 =C6) Risque sécuritaire (P3 /I4 =C12)	*3*	*4*	*12*	***Elevé***
8	Travaux de réhabilitation des écoles	3 183 227 000	**5 249 991**	91 966 455 000	**151 677 230,22**	**90,80%**	Retard dans le délai d'exécution du marché **(P4 /I3 =C12)** Retard dans le paiement de l'entreprise **(P1 /I2 =C2)** Qualité des travaux ne respectant pas les normes du dossier	*3*	*4*	*12*	***Elevé***

Strictly Confidential

							d'appel à concurrence **(P3 /I4 =C12)** Indisponibilité des sites pour l'implantation des infrastructures (Compensation) (P2 /I3 =C6) Risque sécuritaire (P3 /I4 =C12)				
9	Doter en tables -bancs les écoles réouvertes dans les zones reconquises et les établissements hôtes	2 617 437 000	**4 316 852**	94 583 892 000	**155 994 082,43**	**93,38%**	Retard dans le délai d'exécution du marché **(P2 /I2 =C4)** Non-respect des caractéristiques techniques de conception des tables bancs pliables **(P3 /I 4 = C 12)** Retard dans le paiement de l'entreprise **(P1 /I2 =C2)** Défaillance de certains prestataires dans l'exécution des contrats (P3 /I2 =C6)	*3*	***4***	*12*	***Elevé***
10	Doter en kits scolaires les élèves déplacés internes et ceux des communautés hôtes vulnérables	2 398 524 000	**3 955 806**	96 982 416 000	**159 949 888,67**	**95,75%**	Retard dans le délai d'exécution du marché **(P2 /I2 =C4)** Retard dans le paiement de l'entreprise **(P1 /I2 =C2)** Défaillance de certains prestataires dans l'exécution des contrats (P3 /I2 =C6) Risque sécuritaire (P2 /I2 =C4)	*3*	*2*	*6*	***Substantielle***
11	Aquisition de matériels roulatnts	1 499 538 000	**2 473 138**	98 481 954 000	**162 423 027,06**	**97,23%**	Retard dans l'exécution des prestations **(P2 /I2 =C4)** Qualité des fournitures **(P2 /I1 =C 2)** Défaillance de certains prestataires dans l'exécution des contrats **(P2 /I3 =C6)**	*2*	*3*	*6*	***Substantielle***
A.2.2.1.1.1	*Doter le ST-ESU de camions de transport d'une capacité de 10 tonnes pour apporter la réponse rapide dans les zones touchées par les crises*	*285 539 000,00*	*470 930*								

Strictly Confidential

A.2.2.1.1.2	*Doter le ST-ESU en véhicules 4X4 double cabines*	*57 108 000*	*94 186*								
A.4.4.1.1.4	*Doter les structures centrales et les structures déconcentrées en véhicules à quatre roues*	*499 692 000*	*824 125*								
A.4.4.1.1.5	*Doter les structures déconcentrées en véhicules à deux roues*	*323 377 000*	*533 335*								
A.4.4.2.1.29	*Acquérir des véhicules à deux roues*	*2 900 000*	*4 783*								
A.4.4.2.1.30	*Acquérir des véhicules à quatre roues*	*166 564 000*	*274 708*								
A.4.4.2.1.31	*Acquérir un véhicule à quatre roues pour le coordonnateur*	*70 433 000*	*116 163*								
A.4.4.2.1.32	*Acquérir des mini bus au profit du Ministère*	*93 925 000*	*154 907*								
12	Doter en kits de premier secours les élèves déplacés internes	713 846 000	**1 177 323**	99 195 800 000	**163 600 349,64**	**97,93%**	Retard dans le délai d'exécution du marché **(P2 /I2 =C4)** Retard dans le paiement de l'entreprise **(P1 /I2 =C2)** Défaillance de certains prestataires dans l'exécution des contrats (P3 /I2 =C6) Risque sécuritaire (P2 /I2 =C4)	*3*	*2*	*6*	***Substantielle***
13	Acquisition de matériels informatiques	398 039 000	**656 473**	99 593 839 000	**164 256 822,19**	**98,33%**	Retard dans le délai d'exécution du marché **(P2 /I2 =C4)** Retard dans le paiement de l'entreprise **(P1 /I2 =C2)** Défaillance de certains prestataires dans l'exécution des contrats (P2 /I2 =C4)	*2*	***2***	*4*	***Faible***
14	Acquisition des manuels et des guides du préscolaire (petite à la grande section)	338 541 000	**558 344**	99 932 380 000	**164 815 166,66**	**98,66%**	Retard dans le délai d'exécution du marché **(P2 /I2 =C4)** Retard dans le paiement de l'entreprise **(P1 /I2 =C2)**	*3*	*2*	*6*	***Substantielle***

Strictly Confidential

							Défaillance de certains prestataires dans l'exécution des contrats (P3 /I2 =C6) Risque sécuritaire (P2 /I2 =C4)				
A.3.3.1.1. 18	*Assurer l'impression et le transport des manuels scolaires du préscolaire (petite à la grande section)*	*323 998 000*	***534 359***								
A.3.3.1.1. 20	*Assurer l'impression et le transport des guides du préscolaire (petite à la grande section)*	*14 543 000*	***23 985***								
15	Mettre en œuvre un plan de gestion environnementale et sociale (PGES)	300 000 000	**494 780**	100 232 380 000	**165 309 946,73**	**98,96%**	Qualité des livrables des études (P1 /I2 =C2) Le retard dans le paiement du consultant (P1 /I1 =C1) Retard dans l'exécution des prestations (P1 /I3 =C6) Risque sécuritaire (P3 /I4 =C12)	*1*	*3*	*3*	***Faible***
16	Acquérir des tentes de classes pour assurer la réponse en cas de déplacements forcés des populations	190 359 000	**313 953**	100 422 739 000	**165 623 899,53**	**99,15%**	Retard dans le délai d'exécution du marché **(P2 /I2 =C4)** Retard dans le paiement de l'entreprise **(P1 /I2 =C2)** Défaillance de certains prestataires dans l'exécution des contrats (P1 /I2 =C2) Risque sécuritaire (P1 /I3 =C3)	*2*	*2*	*4*	***Faible***
17	Recruter un agent pour la vérification de la réalisation des PBC	125 000 000	**206 158**	100 547 739 000	**165 830 057,89**	**99,27%**	Qualité des livrables des études (P1 /I2 =C2) Retard dans le paiement du consultant (P1 /I1 =C1) **Retard dans l'exécution des prestations (P2 /I2 =C4)**	*2*	*2*	**4**	***Faible***
18	Acquérir du carburant pour le fonctionnement de l'UGP	116 629 000	**192 352**	100 664 368 000	**166 022 410,24**	**99,38%**	Retard dans le délai d'exécution du marché **(P2 /I2 =C4)**	*2*	*2*	**4**	***Faible***

Strictly Confidential

							Retard dans le paiement de l'entreprise **(P1 /I2 =C2)** Défaillance de certains prestataires dans l'exécution des contrats (P1 /I2 =C2)				
19	Réaliser les audits du projet (annuel et de clôture)	95 180 000	**156 977**	100 759 548 000	**166 179 387,46**	**99,48%**	Qualité des livrables des études (P1 /I2 =C2) Le retard dans le paiement du consultant (P1 /I1 =C1) Retard dans l'exécution des prestations (P2 /I3 =C6)	*2*	*3*	*6*	***Substantielle***
20	Acquerir des cartes de communications pour le fonctionnement de l'UGP	74 240 000	**122 442**	100 833 788 000	**166 301 829,04**	**99,55%**	Retard dans le délai d'exécution du marché **(P2 /I²1 =C2)** Retard dans le paiement de l'entreprise **(P1 /I2 =C2)** Défaillance de certains prestataires dans l'exécution des contrats (P1 /I2 =C2)	*1*	***2***	*2*	***Faible***
21	Réaliser une étude de base pour les indicateurs du projet de renforcement de la performance du système éducatif et d'amélioration de la résilience	58 404 000	**96 324**	100 892 192 000	**166 398 152,82**	**99,61%**	Qualité des livrables des études (P1 /I2 =C2) Le retard dans le paiement du consultant (P1 /I1 =C1) Retard dans l'exécution des prestations (P2 /I3 =C6) Risque sécuritaire (P2 /I2 =C4)	*2*	*3*	*6*	***Substantielle***
22	Acquérir des fournitures de bureau au profit de l'UGP	51 640 000	**85 168**	100 943 832 000	**166 483 320,96**	**99,66%**	Retard dans le délai d'exécution du marché **(P2 /I²1 =C2)** Retard dans le paiement de l'entreprise **(P1 /I2 =C2)**	*1*	***2***	*2*	***Faible***

Strictly Confidential

							Défaillance de certains prestataires dans l'exécution des contrats (P1 /I2 =C2)				
23	Reproduction de document dans le cadre de la SSA/P	46 727 000	**77 065**	100 990 559 000	**166 560 386,26**	**99,71%**	Retard dans le délai d'exécution du marché **(P3 /I3 =C9)** Retard dans le paiement de l'entreprise **(P1 /I2 =C2)** Défaillance de certains prestataires dans l'exécution des contrats (P3 /I2 =C6) Risque sécuritaire (P2 /I2 =C4)	*3*	***3***	*9*	***Elevé***
A.3.3.1. 1.11	Mettre des livres à la disposition des apprenants de la Stratégie de Scolarisation accélérée/Passerelle (SSA/P)	44 896 000	***74 045***								
A.3.3.1. 1.12	Mettre des guides à la disposition des animateurs des centres de la Stratégie de Scolarisation accélérée/Passerelle (SSA/P)	1 831 000	***3 020***								
24	Acquisition de matériels et Mobilier de bureau au profit de l'UGP	37 645 000	**62 087**	101 028 204 000	**166 622 472,91**	**99,74%**	Retard dans le délai d'exécution du marché **(P2 /I²1 =C2)** Retard dans le paiement de l'entreprise **(P1 /I2 =C2)** Défaillance de certains prestataires dans l'exécution des contrats (P1 /I2 =C2)	*2*	*2*	**4**	***Faible***
25	Mettre en place un logiciel de gestion comptable du projet	28 554 000	**47 093**	101 056 758 000	**166 669 566,08**	**99,77%**	Retard dans le délai d'exécution du marché **(P2 /I²1 =C2)** Retard dans le paiement de l'entreprise **(P1 /I2 =C2)**	*2*	*2*	*4*	***Faible***

Strictly Confidential

							Défaillance de certains prestataires dans l'exécution des contrats (P1 /I2 =C2)				
26	Réaliser des films documentaires	28 554 000	**47 093**	101 085 312 000	**166 716 659,24**	**99,80%**	Retard dans le délai d'exécution du marché **(P2 /I²1 =C2)** Retard dans le paiement de l'entreprise **(P1 /I2 =C2)** Défaillance de certains prestataires dans l'exécution des contrats (P1 /I2 =C2)	*2*	*2*	*4*	***Faible***
27	Réaliser une enquête de satisfaction de la mise en œuvre du projet	22 703 000	**37 443**	101 108 015 000	**166 754 102,55**	**99,82%**	Qualité des livrables des études (P1 /I2 =C2) Le retard dans le paiement du consultant (P1 /I1 =C1) Retard dans l'exécution des prestations (P2 /I3 =C6) Risque sécuritaire (P3 /I4 =C12)	*3*	*4*	*12*	***Elevé***
28	Elaborer un manuel de procédures administratives financières et comptables du projet	22 600 000	**37 273**	101 130 615 000	**166 791 375,98**	**99,85%**	Qualité des livrables des études (P1 /I2 =C2) Le retard dans le paiement du consultant (P1 /I1 =C1) Retard dans l'exécution des prestations (P2 /I3 =C6)	*2*	*3*	*6*	***Substantielle***
29	Réaliser une étude d'impact environnemental et social pour le projet	20 000 000	**32 985**	101 150 615 000	**166 824 361,32**	**99,86%**	Qualité des livrables des études (P1 /I2 =C2) Le retard dans le paiement du consultant (P1 /I1 =C1) Retard dans l'exécution des prestations (P2 /I3 =C6) Risque sécuritaire (P3 /I2 =C6)	*2*	*3*	*6*	***Substantielle***
30	Assurer les évaluations du projet à mi-parcours	19 036 000	**31 395**	101 169 651 000	**166 855 756,77**	**99,88%**	Qualité des livrables des études (P1 /I2 =C2)	*2*	*3*	*6*	***Substantielle***

Strictly Confidential

							Le retard dans le paiement du consultant (P1 /I1 =C1) Retard dans l'exécution des prestations (P2 /I3 =C6) Risque sécuritaire (P2 /I2 =C4)				
31	Assurer l'évaluation du projet finale	19 036 000	**31 395**	101 188 687 000	**166 887 152,21**	**99,90%**	Qualité des livrables des études (P1 /I2 =C2) Le retard dans le paiement du consultant (P1 /I1 =C1) Retard dans l'exécution des prestations (P2 /I3 =C6) Risque sécuritaire (P3 /I2 =C6)	*3*	*2*	*6*	***Substantielle***
32	Acquisition de pause café et déjeuner	15 300 000	**25 234**	101 203 987 000	**166 912 385,99**	**99,92%**	Retard dans le délai d'exécution du marché **(P1 /I1 =C1)** Retard dans le paiement de l'entreprise **(P1 /I1 =C1)** Défaillance de certains prestataires dans l'exécution des contrats (P1 /I2 =C2)	*1*	*2*	*2*	***Faible***
33	Elaborer un plan de gestion environnementale et sociale (PGES)	15 000 000	**24 739**	101 218 987 000	**166 937 125,00**	**99,93%**	Qualité des livrables des études (P1 /I2 =C2) Le retard dans le paiement du consultant (P1 /I1 =C1) Retard dans l'exécution des prestations (P2 /I3 =C6)	*2*	*3*	*6*	***Substantielle***
34	Assurer le nettoyage des bureaux de l'UGP	12 960 000	**21 374**	101 231 947 000	**166 958 499,50**	**99,95%**	Retard dans le délai d'exécution du marché **(P1 /I1 =C1)** Retard dans le paiement de l'entreprise **(P1 /I1 =C1)** Défaillance de certains prestataires dans l'exécution des contrats (P1 /I2 =C2)	*1*	*2*	*2*	***Faible***

Strictly Confidential

35	Assurer le gardiennage des bureaux de l'UGP	11 040 000	**18 208**	101 242 987 000	**166 976 707,40**	**99,96%**	Retard dans le délai d'exécution du marché **(P1 /I1 =C1)** Retard dans le paiement de l'entreprise **(P1 /I1 =C1)** Défaillance de certains prestataires dans l'exécution des contrats (P1 /I2 =C2)	*1*	*2*	*2*	***Faible***
36	Acquérir du matériel de communication (camera, dictaphone, appareil photo)	9 518 000	**15 698**	101 252 505 000	**166 992 405,13**	**99,97%**	Retard dans le délai d'exécution du marché **(P2 /I2 =C4)** Retard dans le paiement de l'entreprise **(P1 /I2 =C2)** Défaillance de certains prestataires dans l'exécution des contrats (P3 /I2 =C6)	*3*	*2*	*6*	***Substantielle***
37	Elaborer le manuel de suivi-évaluation du projet	8 502 000	**14 022**	101 261 007 000	**167 006 427,19**	**99,97%**	Qualité des livrables des études (P1 /I2 =C2) Le retard dans le paiement du consultant (P1 /I1 =C1) Retard dans l'exécution des prestations (P1 /I2 =C2)	*1*	*2*	*2*	***Faible***
38	Elaborer le mécanisme de gestion des plaintes	6 023 000	**9 934**	101 267 030 000	**167 016 360,73**	**99,980%**	Qualité des livrables des études (P1 /I2 =C2) Le retard dans le paiement du consultant (P1 /I1 =C1) Retard dans l'exécution des prestations (P1 /I2 =C2)	*1*	*2*	*2*	***Faible***
39	Elaborer le plan intégré de communication du projet	6 000 000	**9 896**	101 273 030 000	**167 026 256,33**	**99,986%**	Qualité des livrables des études (P1 /I2 =C2) Le retard dans le paiement du consultant (P1 /I1 =C1)	*1*	*2*	*2*	***Faible***

Strictly Confidential

							Retard dans l'exécution des prestations (P1 /I2 =C2)				
40	Assurer l'abonnement à la connexion internet de l'UGP	4 800 000	**7 916**	101 277 830 000	**167 034 172,81**	**99,990%**	Retard dans le délai d'exécution du marché **(P1 /I1 =C1)** Retard dans le paiement de l'entreprise **(P1 /I1 =C1)** Défaillance de certains prestataires dans l'exécution des contrats (P1 /I2 =C1)	*1*	*1*	*1*	***Faible***
41	Assurer l'entretien du matériel du matériel roulant	4 000 000	**6 597**	101 281 830 000	**167 040 769,88**	**99,994%**	Retard dans le délai d'exécution du marché **(P1 /I1 =C1)** Retard dans le paiement de l'entreprise **(P1 /I1 =C1)** Défaillance de certains prestataires dans l'exécution des contrats (P1 /I2 =C1)	*1*	*1*	*1*	***Faible***
42	Prendre en charge les frais d'assurance, des visites techniques et des taxes des véhicules à 4 roues	3 330 000	**5 492**	101 285 160 000	**167 046 261,94**	**99,998%**	Retard dans le délai d'exécution du marché **(P1 /I1 =C1)** Retard dans le paiement de l'entreprise **(P1 /I1 =C1)** Défaillance de certains prestataires dans l'exécution des contrats (P1 /I2 =C1)	*1*	*1*	*1*	***Faible***
43	Assurer la maintenance du matériel informatique	2 400 000	**3 958**	101 287 560 000	**167 050 220,18**	**100,00%**	Retard dans le délai d'exécution du marché **(P1 /I1 =C1)** Retard dans le paiement de l'entreprise **(P1 /I1 =C1)** Défaillance de certains prestataires dans l'exécution des contrats (P1 /I2 =C1)	*1*	*1*	*1*	***Faible***

Strictly Confidential

	COUT TOTAL DE LA PASSATION DES MARCHES DU REPAIR	101 287 560 000	167 050 220		0						
	COUT DU PROJET REPAIR	115 932 272 000	190 995 251								

Libellé	Montant en F CFA	Montant en Dollar	Ratio
Total Travaux	68 278 961 000	112 610 230	67,41%
Total Biens et services	28 848 613 000	47 579 063	28,48%
Total Consultants	4 159 986 000	6 860 927	4,11%
TOTAL PASSATION REPAIR	**101 287 560 000**	**167 050 220**	**100,00%**

Le ratios = % par rapport au montant total des marchés prévus

Process us %		Libellé	Montant en F CFA	Montant en USD	% en montant
20,93%	**9**	**Paréto 80%**	**94 583 892 000**	**155 994 082**	**93,38%**
44,44%	4	*Travaux*	**68 278 961 000**	*112 610 230,40*	72,19%
44,44%	4	*Biens et services*	**22 890 983 000**	*37 753 340,59*	24,20%
11,11%	1	*Consultants*	**3 413 948 000**	*5 630 511,44*	3,61%
79,07%	**34**	**Autres (20%)**	**6 703 668 000**	**11 056 137,75**	**6,62%**
0,00%	0	*Travaux*	**0**	*0,00*	0,00%
58,82%	20	*Biens et services*	**5 957 630 000**	*9 825 721,97*	88,87%
41,18%	14	*Consultants*	**746 038 000**	*1 230 415,78*	11,13%
100,00%	**43**	**TOTAL**	**101 287 560 000**	**167 050 220**	**100,00%**

Strictly Confidential

Strictly Confidential

Annexe 2 :

Tableau de gestion de contrat

Gestion des contrats selon le Règlement de la passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement de projets d'investissement (septième édition septembre 2025).

Phase	Activités clés de gestion du contrat	Responsable principal	Outils / Documents requis	Contrôle de la Banque mondiale
1. Signature du contrat	- Notification d'attribution	Autorité contractante / UGP	- Contrat signé	**Revue préalable** si requis
	- Signature du contrat		- Avis d'attribution	
	- Publication de l'avis d'attribution			
2. Démarrage	- Réunion de démarrage	UGP / Consultant / Entreprise	- Procès-verbal de réunion	Pas systématique
	- Clarification des obligations contractuelles		- Planning validé	
	- Validation du calendrier d'exécution			
3. Administration contractuelle	- Suivi technique et financier	UGP / Ingénieur / Consultant	- Rapports périodiques	Supervision a posteriori
	- Gestion des délais		- Journal de chantier	
	- Suivi des livrables			
4. Gestion des paiements	- Vérification des factures	UGP / Ministère Finances	- Décomptes certifiés	Revue lors des missions
	- Certification des prestations		- Demandes de paiement	
	- Traitement des paiements			
5. Gestion des	- Analyse des avenants	UGP / Autorité	- Avenant	**Revue préalable**

Strictly Confidential

Phase	Activités clés de gestion du contrat	Responsable principal	Outils / Documents requis	Contrôle de la Banque mondiale
modifications	- Vérification du seuil (≤15% ou >15%)	contractante	- Note de justification	**obligatoire** si seuil dépassé
	- Justification technique et financière			
6. Gestion des risques et litiges	- Application des clauses contractuelles	UGP / Cellule juridique	- Notifications formelles	Surveillance renforcée
	- Médiation / Dispute Board		- Décisions de règlement	
	- Arbitrage si nécessaire			
7. Suivi de performance	- Évaluation de la performance du contractant	UGP	- Fiches d'évaluation	Revue a posteriori
	- Mesure des KPI contractuels		- Rapports de performance	
8. Réception provisoire	- Vérification de conformité	UGP / Bureau de contrôle	- PV de réception provisoire	Pas systématique
	- Identification des réserves			
9. Période de garantie	- Suivi des défauts	UGP	- Notifications	Pas systématique
	- Corrections par le contractant		- Rapports techniques	
10. Réception définitive & clôture	- Réception définitive	UGP / Autorité contractante	- PV réception définitive	Revue a posteriori
	- Évaluation finale		- Rapport final	
	- Archivage			

Strictly Confidential

Annexe 3:

Plan de Passation des Marchés - REPAIR



PPM - REPAIR
-Version Provisoire 3.

Strictly Confidential

ANNEXE 4

Extrait du compte rendu du Conseil des Ministres du 04 juin 2026 (PP-G N°019-2026 du 04 juin 2026, page n°9)



Document Adobe Acrobat

Arrêté n°2026-00006/MEF/CAB du 12 janvier 2026 fixant la liste des projets spécifiques au titre de l'année 2026



Adobe Acrobat PDFXML Document

Strictly Confidential

PROCUREMENT PLAN **Burkina Faso : Restoring Education System Performance and Improving Resilience Project**

General Information

Country: Burkina Faso
Bank's Approval Date of the Original Procurement Pla 2025-12-04
Revised Plan Date(s): (comma delineated, leave blank 2026-10-22
Project ID: P502472 **GPN Date:** 2026-05-13
Project Name: Restoring Education System Performance and Improving Resilience Project
Loan / Credit No: IDA / V5370, TF / C9797, IDA / 77810
Executing Agency(i Restoring Education System Performance and Improving Resilience Project

WORKS

Activity Reference No. / Description	Loan / Credit No.	Component	Review Type	Method	Market Approach	Procurement Process	Prequalification (Y/N)	High SEA/SH Risk	Procurement Document Type	Estimated Amount (US$)	Actual Amount (US$)	Process Status	Draft Pre-qualification Documents		Prequalification Evaluation Report		Draft Bidding Document / Justification		Specific Procurement Notice / Invitation		Bidding Documents as Issued		Proposal Submission / Opening / Minutes		Bid Evaluation Report and Recommendation for Award		Signed Contract		Contract Completion
													Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned
BF-REPAIR-565766-CW-DIR / Travaux de réalisation de 15 complexes scolaires à niveaux (R+3) profit du MEBAPLN	IDA / 77810		A priori	Passation de marché de gré à gré	Direct - National		N		Autre (avec champ d'explication)	34,634,605.00	0.00	Annulé					2026-08-03	2026-08-03	2026-08-10								2026-10-01		2028-01-14
BF-REPAIR-565766-CW-DIR. / Travaux de réalisation de 15 complexes scolaires à niveaux (R+3) profit du MEBAPLN	IDA / 77810		A priori	Passation de marché de gré à gré	Direct - National		N		Demande de cotations (DTPM ne pr ovenant pas de la Banque)	34,634,605.00	0.00	En cours d'exécution					2026-08-10	2026-08-19	2026-09-15	2026-09-22							2026-11-20		2028-03-06

GOODS

Activity Reference No. / Description	Loan / Credit No.	Component	Review Type	Method	Market Approach	Procurement Process	Prequalification (Y/N)	Estimated Amount (US$)	Actual Amount (US$)	Process Status	Draft Pre-qualification Documents		Prequalification Evaluation Report		Draft Bidding Document / Justification		Specific Procurement Notice / Invitation		Bidding Documents as Issued		Proposal Submission / Opening / Minutes		Bid Evaluation Report and Recommendation for Award		Signed Contract		Contract Completion	
											Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual
BF-REPAIR-524485-GO-RFQ / Acquisitions de matériels informatiques au profit du projet REPAIR	IDA / V5370		A posteriori	Demande de prix	Limited - National	Single Stage - One Envelope	N	25,000.00	0.00	Signé							2025-12-10	2026-01-13							2026-02-04	2026-01-30	2026-08-03	
BF-REPAIR-558242-GO-RFQ / Acquisition de matériels et mobiliers de bureau au profit de l'UGP	IDA / 77810		A posteriori	Demande de prix	Open - National	Single Stage - One Envelope	N	62,120.00	0.00	Signé							2026-07-20								2026-08-30	2026-09-18	2026-10-14	
BF-REPAIR-560168-GO-RFQ / Acquisition de fournitures diverses au profit de l'UGP	IDA / 77810		A posteriori	Demande de prix	Open - National	Single Stage - One Envelope	N	29,554.00	0.00	Signé							2026-07-20								2026-09-03	2026-09-18	2026-10-03	
BF-REPAIR-558239-GO-RFQ / Acquisition de matériels informatiques et péri informatiques au profit de l'UGP/ REPAIR	IDA / 77810		A posteriori	Demande de prix	Open - National	Single Stage - One Envelope	N	99,569.00	0.00	Signé							2026-07-10								2026-09-11	2026-09-22	2026-12-11	
BF-REPAIR-558187-GO-RFB / Acquisition de matériels roulants à quatre (04) roues dans cadre de la mise en œuvre du Projet REPAIR	IDA / 77810		A posteriori	Appel d'offres	Open - National	Single Stage - One Envelope	N	682,587.00	0.00	En cours d'exécution					2026-07-15	2026-07-31	2026-07-22				2026-09-04	2026-08-31	2026-09-28	2026-09-16	2026-10-21		2027-03-10	
BF-REPAIR-524469-GO-RFQ / Acquisitions de véhicules au profit du projet REPAIR	IDA / V5370		A posteriori	Demande de prix	Open - National	Single Stage - One Envelope	N	100,000.00	0.00	Annulé							2026-01-08								2026-03-31		2027-01-11	
BF-REPAIR-568343-GO-RFB / Accord cadre pour l'acquisition et transport de manuels scolaires du primaire (CP1 au CM2) au profit du MEBAPLN dans le cadre du REPAIR	IDA / 77810		A priori	Appel d'offres	Open - International	Single Stage - Two Envelope	N	15,603,205.00	0.00	En attente d'exécution					2026-08-21		2026-09-22				2026-12-01		2027-02-25		2027-04-06		2030-11-04	
BF-REPAIR-568371-GO-RFB / Accord cadre pour l'acquisition et transport de cahiers d'exercices du primaire (CP1 au CM2) et de guides des enseignants du primaire (CP1 à CM2) au profit du MEBAPLN dans le cadre du REPAIR	IDA / 77810		A priori	Appel d'offres	Open - International	Single Stage - Two Envelope	N	11,530,366.00	0.00	En attente d'exécution					2026-08-20		2026-08-27				2026-11-04		2027-03-02		2027-04-23		2030-11-17	
BF-REPAIR-568383-GO-RFB / Accord cadre pour l'acquisition de kits scolaires au profit des élèves déplacés internes et ceux des communautés hôtes vulnérables au profit du MEBAPLN dans le cadre du REPAIR	IDA / 77810		A priori	Appel d'offres	Open - International	Single Stage - Two Envelope	N	3,955,806.00	0.00	En attente d'exécution					2026-08-20		2026-09-14				2026-11-19		2027-03-16		2027-05-10		2030-11-27	
BF-REPAIR-568399-GO-RFB / Accord cadre pour l'acquisition de manuels scolaires (1ère à la 5ème année) du bilingue et des guides du bilingue (1ère à la 5ème année) au profit du MEBAPLN dans le cadre du REPAIR	IDA / 77810		A priori	Appel d'offres	Open - International	Single Stage - Two Envelope	N	6,302,918.00	0.00	En attente d'exécution					2026-08-20		2026-08-27				2026-10-30		2027-03-18		2027-05-12		2030-11-29	
BF-REPAIR-568404-GO-RFB / Accord cadre pour l'acquisition de tables-bancs au profit des écoles rouvertes dans les zones reconquises et les établissements hôtes au profit du MEBAPLN dans le cadre du REPAIR	IDA / 77810		A priori	Appel d'offres	Open - International	Single Stage - Two Envelope	N	4,316,852.00	0.00	En attente d'exécution					2026-08-20		2026-08-27				2026-11-04		2027-03-02		2027-04-23		2028-02-02	
BF-REPAIR-570952-GO-RFQ / Acquisition de tentes de classes au profit de ST-ESU / MEBAPLN	IDA / 77810		A posteriori	Demande de prix	Open - National	Single Stage - One Envelope	N	157,010.00	0.00	En attente d'exécution							2026-09-14								2026-11-19		2027-02-24	
BF-REPAIR-570963-GO-RFQ / Acquisition de kits de premier secours au profit des élèves déplacés internes dans le cadre de l'Education en Situation d'Urgence (ESU)	IDA / 77810		A posteriori	Demande de prix	Open - National	Single Stage - One Envelope	N	230,897.00	0.00	En attente d'exécution							2026-09-14								2026-12-08		2027-03-11	

BF-REPAIR-570965-GO-RFQ / Acquisition de Kits spécifiques dans le cadre de la formations des pools de formateurs des enfants vulnérables	TF / C9797		A posteriori	Demande de prix	Open - National	Single Stage - One Envelope	N	82,463.00	0.00	En attente d'exécution							2026-09-14								2026-12-08		2027-03-11	
BF-REPAIR-570970-GO-RFQ / Acquisition de Kits spécifiques au profit des apprenants handicapés	TF / C9797		A posteriori	Demande de prix	Open - National	Single Stage - One Envelope	N	115,449.00	0.00	En attente d'exécution							2026-09-15								2026-12-09		2027-03-12	
BF-REPAIR-570973-GO-RFQ / Acquisition d'appareillages techniques au profit des apprenants handicapés	TF / C9797		A posteriori	Demande de prix	Open - National	Single Stage - One Envelope	N	247,390.00	0.00	En attente d'exécution							2026-09-14								2026-12-08		2027-03-11	
BF-REPAIR-570976-GO-RFQ / Reproduction de divers documents dans le cadre de l'éducation pour les élèves vulnérables (handicapés)	TF / C9797		A posteriori	Demande de prix	Open - National	Single Stage - One Envelope	N	14,019.00	0.00	En attente d'exécution							2026-09-15								2026-12-09		2027-09-16	
BF-REPAIR-524469-GO-RFQ-BIS / Acquisitions de véhicules au profit du projet REPAIR	IDA / V5370		A posteriori	Demande de prix	Limited - National	Single Stage - One Envelope	N	100,000.00	0.00	Signé							2026-10-05	2026-02-02							2027-01-04	2026-03-10	2027-10-06	

NON CONSULTING SERVICES

Activity Reference No. / Description	Loan / Credit No.	Component	Review Type	Method	Market Approach	Procurement Process	Prequalification (Y/N)	Estimated Amount (US$)	Actual Amount (US$)	Process Status	Draft Pre-qualification Documents		Prequalification Evaluation Report		Draft Bidding Document / Justification		Specific Procurement Notice / Invitation		Bidding Documents as Issued		Proposal Submission / Opening / Minutes		Bid Evaluation Report and Recommendation for Award		Signed Contract		Contract Completion	
											Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual
BF-REPAIR-534141-NC-RFQ / Acquisition, installation et suivi du logiciel de gestion Tompro version WEB au profit du REPAIR	IDA / V5370		A posteriori	Demande de prix	Open - National	Single Stage - One Envelope	N	50,000.00	0.00	Signé							2026-02-15								2026-04-12	2026-03-05	2026-10-09	

CONSULTING FIRMS

Activity Reference No. / Description	Loan / Credit No.	Component	Review Type	Method	Market Approach	Contract Type	Estimated Amount (US$)	Actual Amount (US$)	Process Status	Terms of Reference		Expression of Interest Notice		Short List and Draft Request for Proposals		Request for Proposals as Issued		Opening of Technical Proposals / Minutes		Evaluation of Technical Proposal		Combined Evaluation Report and Draft Negotiated Contract		Signed Contract		Contract Completion	
										Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual
BF-REPAIR-546473-CS-CQS / Réalisation d'une mission d'audit externe du fond de préparation du Projet REPAIR	IDA / V5370		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Limited - National		6,000.00	0.00	Annulé	2026-04-20				2026-05-04								2026-05-18		2026-06-15		2026-06-18	
BF-REPAIR-574235-CS-CQS / Recrutement d'un consultant (cabinets ou bureaux de contrôle) pour le suivi-contrôle des travaux de construction de trois complexes scolaires de type R+3 à Koupéla, Fada et Tenkodogo	IDA / 77810		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		246,000.00	0.00	En cours d'exécution	2026-09-25	2026-09-29	2026-10-28		2026-11-19								2026-12-07		2026-12-15		2028-06-29	
BF-REPAIR-574245-CS-CQS / Recrutement d'un consultant (cabinets ou bureaux de contrôle) pour le suivi-contrôle des travaux de construction de trois complexes scolaires de type R+3 à Ouagadougou, Manga et Pô	IDA / 77810		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		246,000.00	0.00	En cours d'exécution	2026-09-25	2026-09-24	2026-10-28		2026-11-19								2026-11-30		2027-01-26		2028-08-04	
BF-REPAIR-574246-CS-CQS / Recrutement d'un consultant (cabinets ou bureaux de contrôle) pour le suivi-contrôle des travaux de construction de trois complexes scolaires de type R+3 à Kaya, Ziniaré et Ouahigouya	IDA / 77810		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		246,000.00	0.00	En cours d'exécution	2026-09-25	2026-09-29	2026-10-28		2026-11-19								2026-11-30		2026-12-14		2028-06-28	
BF-REPAIR-574250-CS-CQS / Recrutement d'un consultant (cabinets ou bureaux de contrôle) pour le suivi-contrôle des travaux de construction de trois complexes scolaires de type R+3 à Koudougou, Dédougou et Bobo	IDA / 77810		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		246,000.00	0.00	En cours d'exécution	2026-09-25	2026-09-29	2026-10-28		2026-11-06								2026-11-13		2026-11-18		2028-06-05	
BF-REPAIR-574251-CS-CQS / Recrutementd'un consultant (cabinets ou bureaux de contrôle) pour le suivi-contrôle des travaux de construction de trois complexes scolaires de type R+3 à Banfora, Orodara et Gaoua	IDA / 77810		A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		246,000.00	0.00	En cours d'exécution	2026-09-25	2026-09-29	2026-10-28		2026-11-12								2026-11-19		2026-12-01		2028-06-14	
BF-REPAIR-579328-CS-QCBS / Recrutement d'un auditeur externe pour l'audit comptable, financier et de passation des marchés des exercice 2026 (y compris les fonds de préparation), 2027 et 2028 du REPAIR	IDA / 77810		A posteriori	Sélection fondée sur la qualité et le coût	Open - National		31,000.00	0.00	En attente d'exécution	2026-10-23		2026-10-28		2026-12-18				2027-01-11		2027-01-15		2027-02-18		2027-03-25		2027-04-01	

INDIVIDUAL CONSULTANTS

Activity Reference No. / Description	Loan / Credit No.	Component	Review Type	Method	Market Approach	Contract Type	Estimated Amount (US$)	Actual Amount (US$)	Process Status	Terms of Reference		Invitation to Identified/Selected Consultant		Draft Negotiated Contract		Signed Contract		Contract Completion	
										Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual
BF-REPAIR-504718-CS-INDV / Recrutement de consultant pour l'élaboration des manuels d'exécution du projet REPAIR	IDA / V5370		A posteriori	Individuel	Limited - National		45,000.00	0.00	Signé	2025-12-30	2026-01-15	2026-01-04	2026-01-19	2026-01-25	2026-01-26	2026-02-18	2026-04-24	2026-03-20	
BF-REPAIR-504730-CS-INDV / Elaboration du plan de gestion environnementale et sociale du projet REPAIR	IDA / V5370		A posteriori	Individuel	Limited - National		25,000.00	0.00	En attente d'exécution	2025-12-30		2026-01-04		2026-01-25		2026-02-18		2026-03-20	

BF-REPAIR-504704-CS-INDV / Elaboration de la PPSD du projet REPAIR	IDA / V5370		A posteriori	Individuel	Direct - National		12,000.00	0.00	En cours d'exécution	2025-12-31	2026-02-27	2026-01-10		2026-01-31		2026-02-24		2026-03-26	
BF-REPAIR-549702-CS-CDS / Appui à la réalisation d'une collecte de données dans le cadre d'une évaluation formative sur les écoles primaires au Burkina Faso	TF / C9797		A posteriori	Sélection de consultants par entente directe	Direct - National		39,000.00	0.00	Signé	2026-07-03	2026-06-30	2026-07-06	2026-04-17			2026-07-17	2026-08-03	2026-08-16	